Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Treasury Board of Canada Secretariat

RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT

Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

2004

Canada

This document is also available in English.

Offert également en médias substituts.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2004

N° de catalogue : BT1-15/2004F
ISBN 0-660-96957-2

Ce document est disponible aux adresses suivantes :
http://www.tbs-sct.gc.ca
http://publiservice.tbs-sct.gc.ca

105-03523/

Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

2004

Message du président

J'ai le plaisir de déposer le *Rapport annuel au Parlement – Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts* de 2004, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

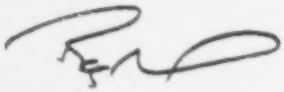
En tant qu'institutions publiques, les sociétés d'État jouent un rôle important dans le renforcement de la structure économique, sociale et culturelle du Canada. Au cours de la dernière année, elles ont continué à apporter une contribution importante à notre société grâce à la création d'emplois, à l'augmentation de la valeur de leurs biens collectifs et à la diminution de leurs créances. La clé de la confiance du public dans l'intégrité et la capacité des sociétés d'État de remplir leurs mandats d'intérêt public respectifs repose sur la communication exacte de leurs activités dans des rapports comme celui-ci.

D'importantes mesures ont été prises afin d'améliorer et de renforcer la structure de responsabilisation des sociétés d'État. Ainsi, le gouvernement a annoncé plus tôt cette année un processus provisoire de nomination des directeurs, des présidents du conseil et des premiers dirigeants des sociétés d'État, en attendant l'achèvement d'un examen exhaustif du cadre de gouvernance et de responsabilisation en vertu duquel les sociétés d'État exercent leurs activités. Cet examen, lancé en février 2004, est le premier du genre en vingt ans. Il vient donc à point nommé, particulièrement à la lumière des améliorations apportées à la gouvernance, à la transparence et à la responsabilisation d'entreprise qui sont mises en œuvre dans le secteur privé, dans d'autres juridictions au Canada et à l'étranger.

Loin d'être à la remorque, les sociétés d'État devront être des chefs de file en matière de pratiques exemplaires pour assurer une gouvernance d'entreprise efficace, adaptée aux défis de l'ère moderne. De plus, les parlementaires ont un rôle important à jouer dans la surveillance des activités des sociétés d'État. Le rapport du gouvernement sur la gouvernance et la responsabilisation, dont le dépôt au Parlement est prévu au début de 2005, visera à répondre à ces objectifs.

Je crois que les changements que le gouvernement met en place appuieront l'engagement pris par les employés, les gestionnaires et les directeurs de nos sociétés d'État de servir les Canadiens et les Canadiennes de façon productive et rentable.

Le président du Conseil du Trésor et
ministre responsable de la Commission canadienne du blé,



Reg Alcock

Table des matières

I. Introduction 1

II. Vue d'ensemble 3

III. Portefeuille des sociétés d'État 23

IV. Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts 31

V. Listes des sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts 87
par portefeuille ministériel 88
par ordre alphabétique 97

VI. Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement 110

VII. Profils des sociétés 121

Affaires étrangères 123
Centre de recherches pour le développement international 124

Agriculture et Agroalimentaire 125
Commission canadienne du lait 126
Financement agricole Canada 127

Commerce international 129
Corporation commerciale canadienne 130
Exportation et développement Canada 131

Conseil du Trésor 133
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public 134

Finances 135
Banque du Canada 136
Corporation de développement des investissements du Canada, La 137
Office d'investissement du régime de pensions du Canada 138
Société d'assurance-dépôts du Canada 139

Industrie 141
Banque de développement du Canada 142
Commission canadienne du tourisme 143
Conseil canadien des normes 144
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton 145
Société d'expansion du Cap-Breton 146

Infrastructure et Collectivités 147
Parc Downsview Park Inc. 148
Queens Quay West Land Corporation 149
Société du Vieux-Port de Montréal inc. 150
Société immobilière du Canada limitée 151

Patrimoine canadien 153
Commission de la capitale nationale 154
Conseil des Arts du Canada 155
Fondation canadienne des relations raciales 156
Musée canadien de la nature 157
Musée canadien des civilisations 158
Musée des beaux-arts du Canada 159
Musée national des sciences et de la technologie 160
Société du Centre national des Arts 161
Société Radio-Canada 162
Téléfilm Canada 163

Pêches et Océans 165
Office de commercialisation du poisson d'eau douce 166

Ressources humaines et Développement des compétences 167
Société canadienne d'hypothèques et de logement 168

Ressources naturelles 169
Énergie atomique du Canada limitée 170
Société de développement du Cap-Breton 171

Revenu national 173
Monnaie royale canadienne 174
Société canadienne des postes 175

Transports 177
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien 178
Administration de pilotage de l'Atlantique 179
Administration de pilotage des Grands Lacs 180
Administration de pilotage des Laurentides 181
Administration de pilotage du Pacifique 182
Administration du pont Blue Water 183
Marine Atlantique S.C.C. 184
Ridley Terminals Inc. 185
Société des ponts fédéraux Limitée, La 186
VIA Rail Canada Inc. 187

Travaux publics et Services gouvernementaux 189
Construction de Défense (1951) Limitée 190

I. Introduction

Le *Rapport annuel au Parlement – Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts* de 2004 est rédigé pour donner suite aux dispositions des articles 151 et 152 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui prescrivent que le président du Conseil du Trésor dépose les documents ci-après chaque année au Parlement :

- un rapport consolidé sur les activités des sociétés d'État mères, comprenant des renseignements sur toutes les sociétés d'État et les autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts;
- un rapport indiquant la date à laquelle les rapports annuels et les résumés des plans d'entreprise et des budgets devraient être déposés devant chaque chambre (pour la période se terminant le 31 juillet), ainsi que la date véritable à laquelle les documents ont été déposés devant chacune des chambres.

Le présent rapport comprend :

- Le chapitre **Vue d'ensemble**, qui décrit les faits nouveaux concernant les sociétés d'État au cours de l'exercice à l'étude. Il présente également l'information consolidée sur la situation financière et l'emploi par portefeuille ministériel.
- Le chapitre **Portefeuille des sociétés d'État**, qui présente le répertoire des sociétés d'État mères et de leurs filiales, des partenariats légaux et des sociétés affiliées au 31 août 2004.
- Le chapitre **Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts**, qui présente des renseignements sur les diverses entreprises en coparticipation et entreprises mixtes, les organisations internationales et les sociétés à régie partagée dans lesquelles le gouvernement du Canada détient des intérêts.
- La **Liste des sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts**, qui énumère tous les organismes inclus dans le présent rapport, y compris les sociétés d'État mères et leurs filiales, partenariats légaux et sociétés affiliées, les entreprises en coparticipation et les entreprises mixtes, les organisations internationales et les sociétés à régie partagée dans lesquelles le Canada détient des intérêts. La liste est présentée à la fois par portefeuille ministériel et par ordre alphabétique.
- Le chapitre **Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement**, qui fait état des rapports annuels, des résumés du plan d'entreprise et des résumés des budgets déposés au Parlement par les ministres de tutelle. Une vérification de l'information présentée dans ce chapitre a été exécutée par le Bureau du vérificateur général et est incluse en annexe du *Rapport de la vérificatrice générale du Canada 2004*.

- Le chapitre **Profils des sociétés**, qui présente des renseignements sur les données nécessaires pour communiquer avec la société ainsi que le mandat et le profil de chacune des sociétés d'État mères.

II. Vue d'ensemble

On dénombre 43 sociétés d'État mères et trois filiales en propriété exclusive à qui on a prescrit de faire rapport de leurs activités à la manière des sociétés d'État mères aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*[1].

Chacune des sociétés d'État mères est une entité juridiquement distincte appartenant entièrement à l'État et administrée par un conseil d'administration. La loi constitutive de chaque société d'État mère, peu importe qu'il s'agisse d'une loi spéciale du Parlement ou d'articles de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, détermine son mandat, ses pouvoirs et ses objectifs.

Le portefeuille actuel est hautement diversifié, puisque les sociétés œuvrent dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne. Leur taille varie ainsi que l'aide financière qu'elles reçoivent du gouvernement. Chacune de ces sociétés a un rôle à jouer sur le plan de la politique gouvernementale.

Le tableau 1 présente les sociétés d'État mères par portefeuille ministériel, le ministre de tutelle rendant compte de leurs activités au Parlement. Il est à noter que le nom légal des sociétés d'État suivantes (le nom officiel apparaît entre parenthèses) est utilisé aux fins du présent rapport : Musée canadien des civilisations (Société du Musée canadien des civilisations), Musée national des sciences et de la technologie (Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada).

1. Les trois filiales en propriété exclusive, soit la Société du Vieux-Port de Montréal inc., la Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton et le Parc Downsview Park Inc., ont été tenues de faire rapport de leurs activités à la manière des sociétés d'État mères aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, en 1987, 2000 et 2003, respectivement.

Tableau 1 : Sociétés d'État mères regroupées par portefeuille ministériel[1]

Affaires étrangères

Centre de recherches pour le développement international

Agriculture et Agroalimentaire

Commission canadienne du lait
Financement agricole Canada

Commerce international

Corporation commerciale canadienne
Exportation et développement Canada

Conseil du Trésor [2]

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Finances

Banque du Canada
Corporation de développement des investissements du Canada, La
Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Société d'assurance-dépôts du Canada

Industrie

Banque de développement du Canada
Commission canadienne du tourisme
Conseil canadien des normes
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton[5]
Société d'expansion du Cap-Breton

Infrastructure et Collectivités

Parc Downsview Park Inc.[3]
Queens Quay West Land Corporation
Société du Vieux-Port de Montréal inc.[4]
Société immobilière du Canada limitée

Patrimoine canadien

Commission de la capitale nationale
Conseil des Arts du Canada
Fondation canadienne des relations raciales
Musée canadien de la nature
Musée canadien des civilisations
Musée des beaux-arts du Canada
Musée national des sciences et de la technologie
Société du Centre national des Arts
Société Radio-Canada
Téléfilm Canada

Pêches et Océans

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Ressources humaines et Développement des compétences

Société canadienne d'hypothèques et de logement[6]

Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada limitée
Société de développement du Cap-Breton

Revenu national

Monnaie royale canadienne
Société canadienne des postes

Transports

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien
Administration de pilotage de l'Atlantique
Administration de pilotage des Grands Lacs
Administration de pilotage des Laurentides
Administration de pilotage du Pacifique
Administration du pont Blue Water
Marine Atlantique S.C.C.
Ridley Terminals Inc.
Société des ponts fédéraux Limitée, La
VIA Rail Canada Inc.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Construction de Défense (1951) Limitée

---

1. Les sociétés en italique ne sont pas assujetties aux divisions I à IV ni à la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
2. Président du Conseil du Trésor.
3. La société Park Downsview Park Inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, est tenue par décret en conseil (C.P. 2003-1304) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.
4. La Société du Vieux-Port de Montréal inc., filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, est tenue par décret (C.P. 1987-86) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.
5. La Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton inc., filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton, a été tenue par décret en conseil (C.P. 2000-1341) de faire rapport de ses activités comme s'elle était une société d'État mère.
6. Ministre du Travail et du Logement.

Changements structuraux survenus au cours de l'année visée

Changements législatifs touchant des sociétés d'État

Les changements législatifs apportés au Régime de pensions du Canada (RPC) et à la *Loi sur l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada* sont entrés en vigueur le 1er avril 2004. Par conséquent, la gestion des valeurs à revenu fixe du RPC, tant au niveau de l'argent comptant que des obligations, sera maintenant assurée par l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. De plus, les changements législatifs font en sorte que les responsabilités liées à la prestation de services de gestion de la trésorerie seront également assumées par l'Office. Dorénavant, les contributions au RPC iront directement à l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada et celle-ci versera les prestations en argent comptant.

Privatisation

En septembre 2004, le gouvernement a vendu 49 390 104 actions de Petro-Canada (18,5 p. 100 des actions en circulation) ce qui lui a permis de récolter un produit brut de 3,2 milliards de dollars. Cette vente mène à terme la privatisation de Petro-Canada qui avait été amorcée en 1991 lorsque les actions de la trésorerie de l'entreprise avaient originalement été offertes en vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*. En 1995, le gouvernement avait vendu 123 900 000 actions de Petro-Canada.

Examens spéciaux

Conformément à l'article 138 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), chaque société d'État qui relève de la LGFP doit procéder à un examen spécial quinquennal de ses opérations et de celles de ses filiales en propriété exclusive, s'il y a lieu[2]. Le but de cet examen spécial, normalement effectué par le vérificateur externe de la société, est d'établir si, au cours de la période considérée, les systèmes de contrôle financier et d'information financière ont été mis à jour, si les pratiques en matière de gestion ont été appliquées de façon à offrir une certaine assurance que les actifs de la société d'État et de ses filiales sont protégés, vérifiés et gérés d'une manière économique et efficiente, et si les opérations des filiales sont dirigées de façon efficace.

De janvier à mars 2004, on a procédé à un examen spécial de l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. L'examen n'a révélé aucune lacune importante au cours de la période considérée relativement aux systèmes et aux pratiques.

2. Certains sociétés d'État, comme l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada et l'Office d'investissement du secteur public, toutes deux exclues de la Partie X de la *Loi sur la gestion des finances publics*, n'ont besoin de procéder à un examen spécial qu'à tout les six ans.

La Banque de développement du Canada a fait savoir que les vérificateurs de la société ont procédé à un examen spécial d'octobre 2003 à avril 2004.

Construction de Défense (1951) Limitée a fait savoir qu'en juin 2003, la société avait reçu son troisième rapport d'examen spécial à consécutif pour lequel le résultat est positif.

Marine Atlantique S.C.C. a indiqué qu'en 2003, les membres du Conseil d'administration de la société ont approuvé le plan d'examen spécial que leur a soumis le Bureau du vérificateur général. L'examen devrait avoir lieu au cours de l'année 2004.

Administration de pilotage du Pacifique a fait savoir qu'elle a reçu les résultats d'un examen spécial effectué en 2003. Le rapport révèle que les vérificateurs du Bureau du vérificateur général n'ont décelé aucune lacune importante relativement aux systèmes et aux pratiques de l'Administration.

Régie des sociétés

En novembre 2003, la vérificatrice générale a présenté un rapport portant sur les commandites et sur la publicité au sein du gouvernement. Le rapport, intitulé *Vérification à l'échelle gouvernementale des activités de commandite, de publicité et de recherche sur l'opinion publique*, relève trois principaux points concernant la gestion financière de six sociétés d'État : le transfert inapproprié de fonds entre organisations fédérales; l'absence d'éléments de preuve relativement au rapport qualité-prix lors de l'attribution de contrats; le défaut de déceler, au moyen de vérifications internes, les transferts inappropriés de fonds publics.

Le 19 février 2004, le gouvernement a mis sur pied une commission d'enquête pour vérifier les points relevés dans le rapport de la vérificatrice générale. La commission a pour mandat d'enquêter et de faire rapport sur les questions soulevées, directement ou indirectement, par la vérificatrice générale du Canada. Il doit également formuler des recommandations au gouvernement du Canada en s'appuyant sur les résultats de sa propre enquête, afin de prévenir d'autres cas de mauvaise gestion au sein des entités fédérales. On s'attend à ce que la commission dépose son rapport final et présente ses recommandations d'ici décembre 2005.

De plus, le gouvernement a entrepris un certain nombre d'examens additionnels afin de s'assurer que les normes éthiques et les pratiques de gestion du secteur public fédéral répondent aux critères les plus élevés. Ces examens additionnels visent à renforcer la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à mieux définir l'obligation de rendre compte et les responsabilités respectives des ministres et des hauts fonctionnaires de même qu'à améliorer la régie des sociétés d'État et leur transparence.

L'examen de la régie des sociétés d'État portait sur les régimes de responsabilisation et de régie de toute société énumérée à la Partie X (ou exclue de celle-ci) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et des autres politiques et lignes directrices du Bureau du Conseil privé, du ministère des Finances Canada et du Conseil du Trésor du Canada. L'examen comprenait :

- l'évaluation de la capacité des conseils d'administration, des ministres, du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, du ministère des Finances Canada, du Bureau du Conseil privé et du Parlement d'assumer efficacement leurs responsabilités;
- des suggestions quant à la façon de renforcer la gestion, la transparence et la surveillance des cadres de régie interne et de responsabilisation pour les sociétés d'État.

Ces examens serviront de fondement d'une réforme à long terme des pratiques et des politiques de base en matière de gestion dans le secteur public. Le gouvernement apportera les modifications nécessaires aux lois (p. ex., la *Loi sur la gestion des finances publiques*), aux règlements ou aux politiques. Lorsqu'il sera justifié de le faire, les changements non législatifs décelés au cours du processus d'examen seront mis en œuvre immédiatement.

En avril 2004, le gouvernement a dévoilé un processus intérimaire révisé de nomination aux postes de Gouverneur en conseil au sein des sociétés d'État. Ce processus avait pour but d'assurer un processus de sélection ouvert, professionnel et axé sur le mérite. Il suscite également une plus grande participation de la part des conseils d'administration. Le rapport du gouvernement sur la gouvernance des sociétés d'État annoncera une nouveau processus de nomination auquel devront se conformer les sociétés lors de la sélection et de la nomination des individus par le gouverneur en conseil pour les postes de directeur, de président du conseil et de premier dirigeant.

À titre d'élément de base pour la sélection des candidats aux postes de premier dirigeant, président du conseil et directeur, on a demandé aux conseils d'administration d'élaborer les critères de sélection pour les premiers dirigeants et les présidents du conseil ou de redéfinir ceux déjà en vigueur, et de faire de même pour le profil de compétence du conseil dans son ensemble. Ces documents doivent être élaborés en collaboration avec le ministre de tutelle, le Bureau du premier ministre et le Bureau du Conseil privé.

Révision du Règlement sur les plans d'entreprise, les budgets et les résumés des sociétés d'État

Le 27 octobre 2004, le Conseil du Trésor a modifié le *Règlement sur les plans d'entreprise, les budgets et les résumés des sociétés d'État* afin de donner suite à une question soulevée par le Comité mixte permanent sur l'examen de la réglementation. Le Règlement a été modifié pour correspondre à la loi existante, soit la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Dorénavant, le règlement modifié exige que seul l'amendement au budget on au plan d'entreprise soit soumis pour approbation par le gouverneur en conseil au lieu d'un plan d'entreprise et des budgets de fonctionnement et en capital modifiés.

Autres initiatives entourant la régie des sociétés

L'Organisation de coopération et de développement économiques a formulé, en juin 2003, un ensemble de principes non contraignants et de pratiques exemplaires relativement à la régie d'actifs appartenant à l'État pouvant être appliqués principalement aux entreprises appartenant à l'État et ayant des activités commerciales. Le Canada a contribué à cette initiative qui devrait être achevée en 2005.

Déclaration des frais de déplacement et d'accueil

Le 12 décembre 2003, le premier ministre annonçait l'adoption d'une nouvelle politique sur la divulgation obligatoire des frais de déplacement et d'accueil encourus par les ministres, les ministres d'État, les bureaux des ministres, les secrétaires parlementaires et les sous-ministres, et ce, à chaque trimestre. Certaines sociétés d'État s'appuient maintenant sur les directives du gouvernement pour afficher volontairement sur leur site Web les frais de déplacement et d'accueil de leurs agents principaux.

Dénonciation d'actes répréhensibles dans le secteur public

Le 8 octobre 2004, le président du Conseil du Trésor a déposé un projet de loi visant à établir un mécanisme de dénonciation d'actes répréhensibles dans le secteur public et à protéger les fonctionnaires qui font ces dénonciations. La *Loi de la protection des fonctionnaires dénonciateurs* proposée, que l'on appelle également « loi des dénonciateurs », comprend des rectifications importantes au projet de loi précédent, déposé en mars 2004. Les discussions sur le projet de loi précédent ont été interrompues au printemps en raison des élections.

Le projet de loi proposé s'applique à tous les employés du secteur public fédéral, y compris ceux travaillant pour les sociétés d'État. Il oblige les chefs d'organisations fédérales à mettre en place un mécanisme interne de dénonciation, recommande la mise en œuvre d'un code de conduite et offre des protections légales considérables contre les représailles à la suite de dénonciations faites de bonne foi.

Rendement global des sociétés d'État

La *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que le présent rapport intègre des données sur l'emploi et sur la situation financière, y compris sur les emprunts accumulés des sociétés d'État mères.

Ainsi, la présente section offre un résumé du rendement global des sociétés d'État et fournit les données sur les éléments suivants :

- l'emploi;
- l'actif;
- les crédits budgétaires;
- les créances.

À la fin de la présente section, deux tableaux fournissent une récapitulation de la situation de toutes les sociétés d'État :

- le tableau 8 montre l'emploi et la situation financière de chaque société d'État;
- le tableau 9 donne des renseignements sur les résultats d'exploitation et le financement de chaque société.

Les tableaux 8 et 9 sont également structurés selon le groupement par portefeuille indiqué au tableau 1. Il est à noter que l'information fournie dans cette section ne comprend pas les données financières relatives aux entités suivantes :

- la Banque du Canada, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, en raison du caractère particulier de leurs opérations.

Des renseignements précis se rapportant à chacune des sociétés d'État se trouvent dans le chapitre Profils des sociétés du présent rapport ainsi que dans leur rapport annuel le plus récent et le résumé du plan d'entreprise approuvé pour l'année à l'étude.

Vous trouverez à la fin de la présente section un glossaire des termes financiers et relatifs à l'emploi utilisés dans le présent rapport.

Pour assurer la plus grande exactitude possible, les tableaux présentés dans le rapport, de même que tous les calculs, sont conformes à une banque de données informatiques de chiffres réels. Les résultats des calculs ont été arrondis pour en faciliter la présentation.

Lorsque les sociétés d'État ont rajusté des données financières concernant des années précédentes, les lecteurs doivent tenir compte que les données figurant dans notre rapport ne reflètent que les changements apportés pour rectifier des erreurs commises les années antérieures. Certaines sociétés ont apporté des modifications à la suite de révisions à leurs politiques comptables qui ont été appliquées rétroactivement aux états financiers des années précédentes. Le présent rapport, de même que la base de données financières sur laquelle il se fonde, ne tiennent pas compte de ces modifications.

Dans le cas des sociétés d'État dont les exercices se terminent le 31 juillet 2004 ou après cette date, le rapport reflète plutôt leurs données financières de l'exercice finissant en 2003. Par conséquent, dans le cas de la Commission canadienne du lait et de la Société du Centre national des Arts, le rapport couvre la période se terminant le 31 juillet 2003 et le 31 août 2003 respectivement. Les données de toutes les autres sociétés reflètent leurs exercices 2003 ou 2003-2004.

Emploi

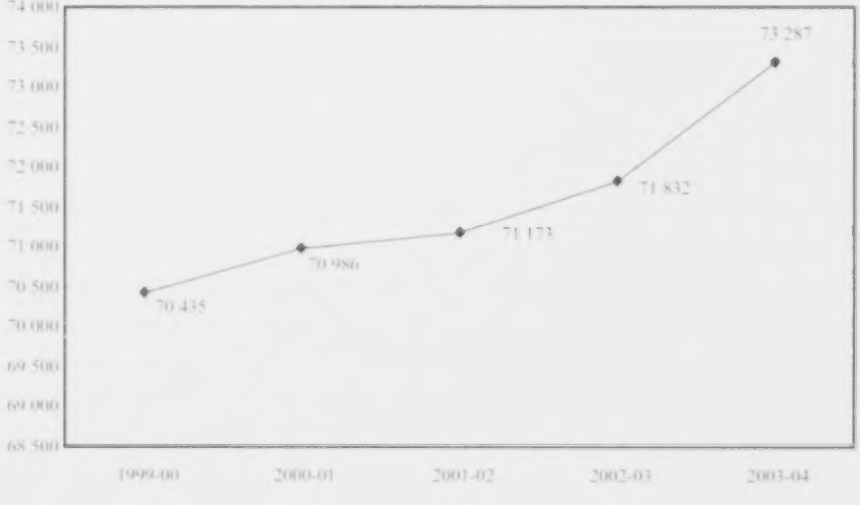
La tendance à la hausse de l'emploi au sein des sociétés d'État, signalée en 2000-2001, s'est poursuivie en 2003-2004. Le nombre total d'employés à temps plein des sociétés d'État a atteint 73 287, ce qui représente une croissance de 2,0 p. 100 par rapport à l'année précédente.

Les sociétés d'État qui ont connu une hausse de leur effectif incluent la Société canadienne des postes (1 184), la Société immobilière du Canada limitée (206), la Société canadienne d'hypothèques et de logement (94), Construction de Défense Limitée (68) et la Banque de développement du Canada (65).

Des baisses d'effectif ont été signalées par, Énergie atomique du Canada limitée (120), la Monnaie royale canadienne (92) et le Musée canadien des civilisations (81).

Le tableau 2 illustre le revirement de tendance survenu au cours des cinq dernières années.

Tableau 2 : Emploi dans les sociétés d'État de 1999-2000 à 2003-2004



Actif

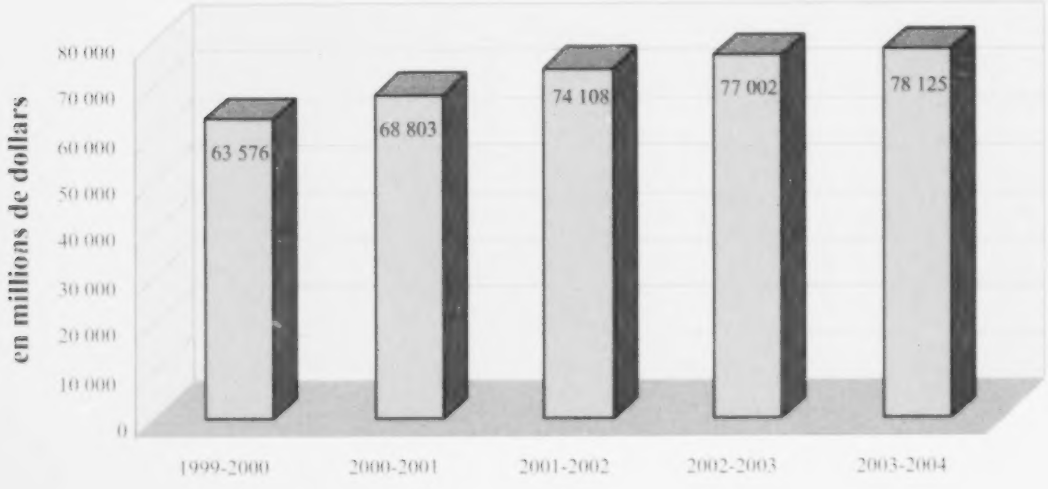
L'actif total des sociétés d'État a augmenté de 1,5 p. 100 en 2003-2004, pour s'établir à 78,13 milliards de dollars, et comprend :

- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) – augmentation de 1,47 milliard de dollars;
- Financement agricole Canada (FAC) – augmentation de 1,22 milliard de dollars;
- Banque de développement du Canada (BDC) – augmentation de 1,02 milliard de dollars;
- Exportation et développement Canada (EDC) – diminution de 3,44 milliards de dollars.

Cinq sociétés d'État représentaient 89 p. 100 de l'actif total en 2003-2004 : la SCHL, EDC, FAC, la BDC et la Société canadienne des postes. L'exercice précédent, les cinq mêmes sociétés représentaient 90 p. 100 de l'actif total.

Le tableau 3 montre les fluctuations de la valeur de l'actif total des sociétés d'État au cours des cinq dernières années.

Tableau 3 : Actif total des sociétés d'État de 1999-2000 à 2003-2004



Crédits budgétaires

La hausse du financement parlementaire à des fins d'immobilisations et de fonctionnement a fait passer le total des crédits budgétaires à 5 241 millions de dollars en 2003-2004. Les 286 millions

Actif

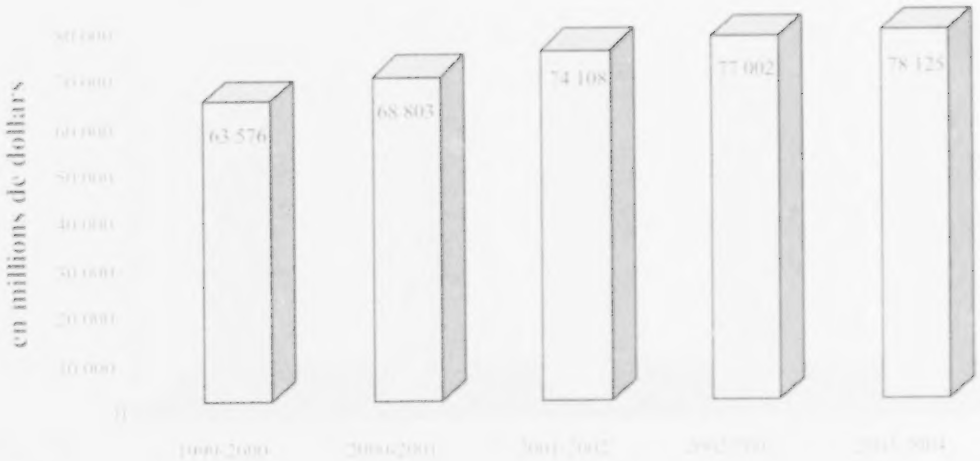
L'actif total des sociétés d'État a augmenté de 1,5 p. 100 en 2003-2004, pour s'établir à 78,13 milliards de dollars, et comprend :

- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) – augmentation de 1,47 milliard de dollars;
- Financement agricole Canada (FAC) – augmentation de 1,22 milliard de dollars;
- Banque de développement du Canada (BDC) – augmentation de 1,02 milliard de dollars;
- Exportation et développement Canada (EDC) – diminution de 3,44 milliards de dollars.

Cinq sociétés d'État représentaient 89 p. 100 de l'actif total en 2003-2004 : la SCHL, EDC, FAC, la BDC et la Société canadienne des postes. L'exercice précédent, les cinq mêmes sociétés représentaient 90 p. 100 de l'actif total.

Le tableau 3 montre les fluctuations de la valeur de l'actif total des sociétés d'État au cours des cinq dernières années.

Tableau 3 : Actif total des sociétés d'État de 1999-2000 à 2003-2004



Crédits budgétaires

La hausse du financement parlementaire à des fins d'immobilisations et de fonctionnement a fait passer le total des crédits budgétaires à 5 241 millions de dollars en 2003-2004. Les 286 millions

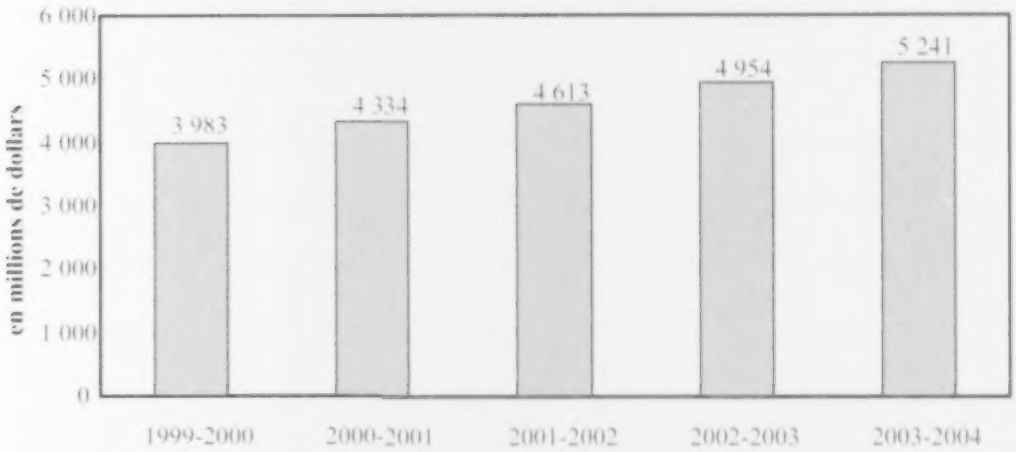
de dollars supplémentaires représentent un accroissement de 5,8 p. 100 par rapport à l'exercice précédent.

Les changements apportés aux crédits budgétaires comprennent :

- Société canadienne d'hypothèques et de logement – augmentation de 160,0 millions de dollars;
- Administration canadienne de la sûreté du transport aérien – augmentation de 91,9 millions de dollars;
- Énergie Atomique du Canada limitée – augmentation de 34,2 millions de dollars;
- Société des ponts fédéraux Limitée – diminution de 46,2 millions de dollars.

Le total des crédits budgétaires pour la période quinquennale de 1999-2000 à 2003-2004 est présenté au tableau 4.

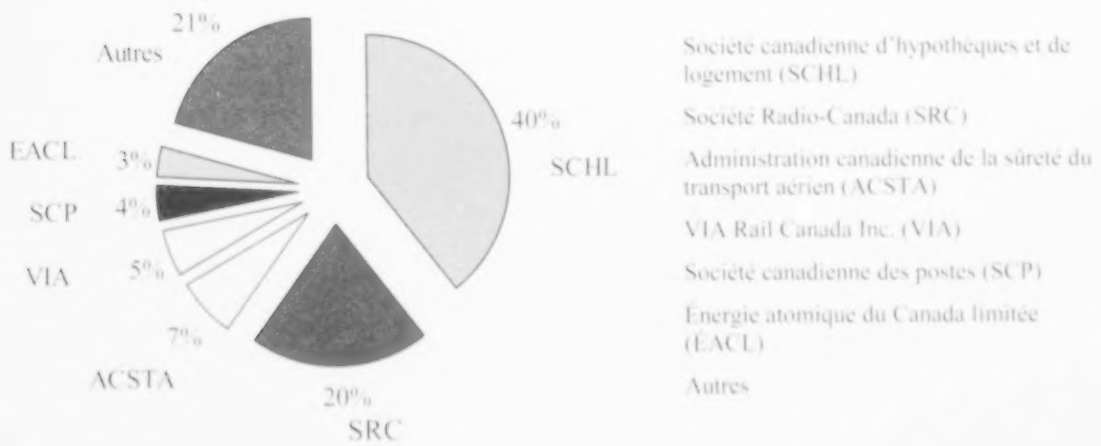
Tableau 4 : Total des crédits budgétaires de 1999-2000 à 2003-2004



Parmi les 25 sociétés d'État qui ont reçu des crédits en 2003-2004, six ont rendu compte de 79 p. 100 du financement total. Il s'agit de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), de la Société Radio-Canada, de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, de VIA Rail Canada Inc., de la Société canadienne des postes et d'Énergie atomique du Canada Limitée. Le plus important bénéficiaire, soit la SCHL, consacre environ 95 p. 100 de ses crédits budgétaires à aider les Canadiens et leurs besoins en logement.

Le tableau 5 donne un aperçu des bénéficiaires des crédits budgétaires de 2003-2004.

Tableau 5 : Bénéficiaires des crédits budgétaires de 2003-2004



Créances

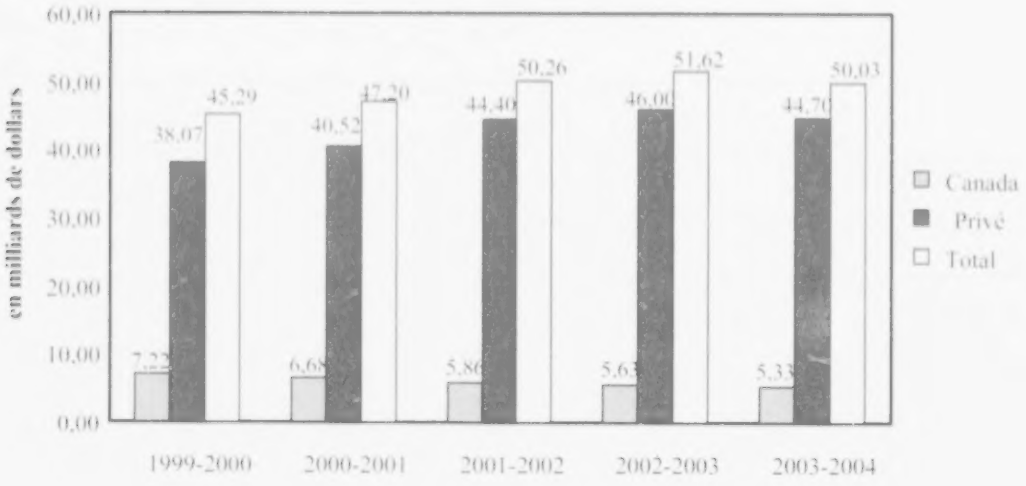
Le total des créances détenues par le Canada et le secteur privé sur les sociétés d'État a diminué de 3,1 p. 100 pour s'établir à 50,03 milliards de dollars en 2003-2004, alors qu'il était de 51,62 milliards de dollars l'année précédente. Les emprunts auprès du Canada et les emprunts auprès du secteur privé ont diminué de 5,3 p. 100 et de 2,8 p. 100 respectivement.

Les principaux changements apportés au total des créances comprennent :

- Exportation et développement Canada (EDC) – diminution de 3,509 milliards de dollars;
- Financement agricole Canada (FAC) – augmentation de 1,127 milliard de dollars;
- Banque de développement du Canada (BDC) – augmentation de 1,007 milliard de dollars.

Le tableau 6 montre la dette payable au Canada, la dette contractée sur les marchés du secteur privé ainsi que le total des créances détenues sur les sociétés d'État au cours des cinq dernières années.

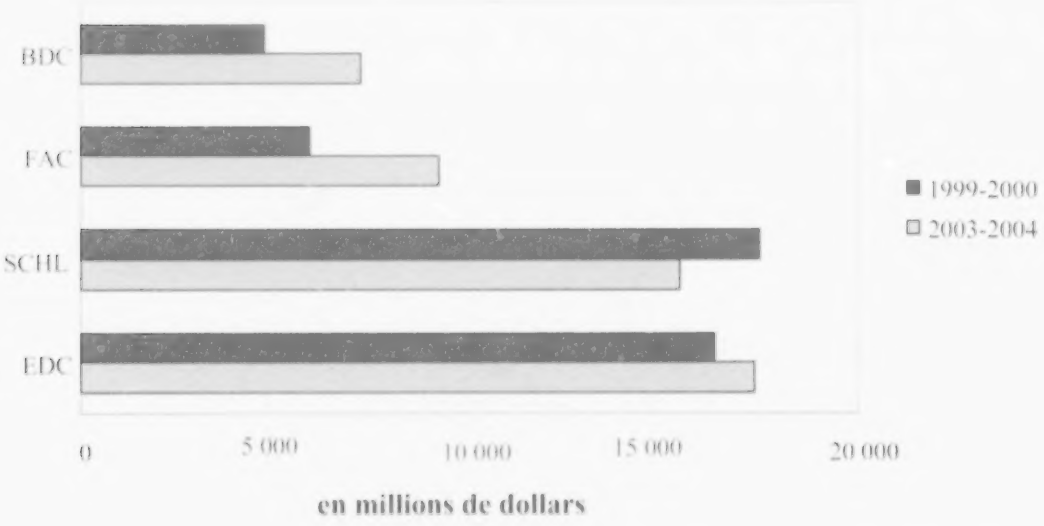
Tableau 6 : Total des créances détenues sur les sociétés d'État de 1999-2000 à 2003-2004



Les quatre principaux débiteurs en 2003-2004 étaient Exportation et développement Canada (EDC), la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Financement agricole Canada (FAC) et la Banque de développement du Canada (BDC). Leurs créances représentent 33,7, 30,0, 17,9 et 13,9 p. 100 respectivement du total des créances détenues sur les sociétés d'État. Ces sociétés avaient été les quatre principaux débiteurs en 2002-2003.

Le tableau 7 compare les créances respectives des quatre principaux débiteurs en 2003-2004 à celles de 1999-2000.

Tableau 7 : Comparaison des créances respectives des principaux débiteurs en 2003-2004 par rapport à 1999-2000



Glossaire des termes financiers et relatifs à l'emploi utilisés dans le présent rapport

Toutes les données financières sont extraites des états financiers vérifiés des sociétés d'État concernant le plus récent exercice écoulé. Certaines données ont été adaptées pour pouvoir appliquer de manière uniforme les définitions qui suivent. Les divers éléments sont énumérés dans l'ordre dans lequel ils figurent dans les tableaux récapitulatifs.

Actif total : indique tous les éléments d'actif que la société déclare dans ses états financiers vérifiés.

Passif à long terme : désigne le passif à long terme que déclare la société dans ses états financiers vérifiés, y compris le financement d'immobilisations reporté.

Avoir : désigne la participation du Canada. Dans le cas de certaines sociétés, l'excédent de l'actif sur le passif n'est pas réputé faire partie de l'avoir du Canada, en raison de la nature des activités (par exemple, des offices de commercialisation).

Emploi : désigne le nombre d'employés à temps plein tiré de divers documents, notamment le rapport annuel, les états financiers ou le plan d'entreprise de la société d'État à la fin de l'exercice. Les chiffres incluent le personnel à temps plein et les autres personnes employées à l'extérieur du Canada par la société mère et ses filiales en propriété exclusive. Font exception à cette règle, les données concernant la Corporation de développement des investissements du Canada, qui se rapportent à la société mère seulement, ainsi que les données concernant les quatre administrations de pilotage, qui comprennent également les pilotes contractuels.

Bénéfice net : comprend le revenu après impôt, le cas échéant, et après application des pertes extraordinaires. Sont également compris les crédits parlementaires reçus, dans le cas des sociétés qui les inscrivent dans le calcul de leur bénéfice net. Dans certains cas, le bénéfice net est équivalent à « l'excédent des crédits parlementaires reçus sur les dépenses de fonctionnement » ou à « l'excédent des profits sur les dépenses ». Un revenu net négatif (c.-à-d. une perte nette) est exprimé entre parenthèses.

Prêts obtenus du secteur privé : désigne les emprunts à court terme et à long terme, les locations-acquisitions, ainsi que toute autre créance assimilable à un emprunt. Dans le cas des offices de commercialisation (la Commission canadienne du lait et l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce), les emprunts peuvent comprendre les paiements à verser aux producteurs laitiers et aux pêcheurs.

Prêts obtenus du Canada : désigne les emprunts à court terme et à long terme, les avances reçues du gouvernement du Canada au titre des fonds de roulement et autres, ainsi que toute autre créance assimilable à un emprunt.

Crédits budgétaires : désigne les crédits parlementaires versés aux sociétés à des fins d'immobilisations et de fonctionnement. Sont exclues de ces données, les subventions et les contributions versées aux sociétés d'État qui entrent dans une classe générale de bénéficiaires. Ces crédits budgétaires augmentent les dépenses du Canada et, par conséquent, ils ont des répercussions directes sur la valeur de l'excédent ou du déficit du gouvernement.

Dividendes : désigne les montants déclarés par la société pendant son exercice. Les valeurs indiquées comprennent les sommes recouvrées au comptant par le Canada (le cas échéant) et d'autres genres de paiements ou de contributions versés au Canada (à l'exclusion des remboursements de créances assimilables à un emprunt). Les dividendes peuvent être versés par la société au gouvernement du Canada avant ou après la fin de l'exercice de la société.

Tableau 8 : Emploi et situation financière des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel à la fin de l'exercice se terminant avant le 31 juillet 2004*
(en millions de dollars)

Sociétés par portefeuille ministériel	Situation financière				
	Actif Total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir[1]	Emploi
Centre de recherches pour le développement international	51,6	20,9	19,6	11,1	351
Total Affaires étrangères	**51,6**	**20,9**	**19,6**		**351**
Commission canadienne du lait	101,7	101,7	0,0	0,0	60
Financement agricole Canada	10 214,3	3 543,5	5 722,9	947,9	985
Total Agriculture et Agroalimentaire	**10 316,0**	**3 645,2**	**5 722,9**		**1 045**
Corporation commerciale canadienne	350,8	309,8	1,1	40,0	96
Exportation et développement Canada	21 115,0	5 558,0	13 322,0	2 235,0	1 003
Total Commerce international	**21 465,8**	**5 867,8**	**13 323,1**		**1 099**
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public[2]					35
Compte du régime de pension de la fonction publique	10 208,9	3,0	0,0	0,0	
Compte du régime de pension des Forces canadiennes	2 971,3	2,2	0,0	0,0	
Compte du régime de pension de la Gendarmerie royale du Canada	1 057,4	0,8	0,0	0,0	
Total Conseil du Trésor	**0,0**	**0,0**	**0,0**		**35**
Banque du Canada[3]	44 117,9	42 190,6	0,0	30,0	1 059
Corporation de développement des investissements du Canada, La	74,0	12,9	1,6	59,5	3
Office d'investissement du régime de pensions du Canada[2]	33 110,3	144,1	170,8	0,0	51
Société d'assurance-dépôts du Canada	1 242,6	9,5	552,5	680,6	84
Total Finances	**1 316,6**	**22,4**	**554,1**		**1 197**
Banque de développement du Canada	8 809,2	3 563,0	4 027,7	1 218,5	1 400
Commission canadienne du tourisme	27,6	21,8	7,3	(1,5)	164
Conseil canadien des normes	5,7	2,3	1,1	2,3	84
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton[3]	73,0	1,0	0,0	72,1	7
Société d'expansion du Cap-Breton	18,7	11,9	0,6	6,2	52
Total Industrie	**8 934,2**	**3 600,0**	**4 036,6**		**1 707**
Parc Downsview Park Inc.[4]	25,5	5,8	1,3	18,4	21
Queens Quay West Land Corporation	4,1	31,3	0,9	(28,1)	0
Société du Vieux-Port de Montréal inc.[5]	20,7	5,8	13,8	1,2	140
Société immobilière du Canada limitée	350,1	48,7	69,1	232,3	312
Total Infrastructure et Collectivités	**400,5**	**91,7**	**85,0**		**473**

* Les notes viennent après le tableau 9.

Tableau 8 : Emploi et situation financière des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel à la fin de l'exercice se terminant avant le 31 juillet 2004 (en millions de dollars) */suite/*

Sociétés par portefeuille ministériel	Situation financière				
	Actif Total	Passif à court terme	Passif à long terme	Avoir	Emploi
Commission de la capitale nationale	676,2	47,0	33,0	596,3	452
Conseil des Arts du Canada	311,1	26,1	5,5	206,4	183
Fondation canadienne des relations raciales	25,4	0,1	0,0	25,3	11
Musée canadien de la nature	69,1	20,5	53,4	(5,1)	173
Musée canadien des civilisations	156,3	25,7	108,8	21,8	376
Musée des beaux-arts du Canada	33,5	13,7	16,6	3,1	274
Musée national des sciences et de la technologie	33,6	5,4	28,0	0,2	224
Société du Centre national des Arts	40,8	19,2	20,5	1,2	249
Société Radio-Canada	1 638,5	292,1	1 161,6	184,8	7 454
Téléfilm Canada	72,9	15,1	11,2	46,6	185
Total Patrimoine canadien	**3 057,6**	**464,9**	**1 438,6**		**9 581**
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	30,5	27,2	0,0	3,3	191
Total Pêches et Océans	**30,5**	**27,2**	**0,0**		**191**
Société canadienne d'hypothèques et de logement	24 968,0	5 686,0	16 806,0	2 476,0	1 866
Total Ressources humaines et Développement des compétences	**24 968,0**	**5 686,0**	**16 806,0**		**1 866**
Énergie atomique du Canada limitée	916,8	180,9	599,3	136,6	3 214
Société de développement du Cap-Breton	27,6	62,4	406,4	(441,1)	26
Total Ressources naturelles	**944,4**	**243,3**	**1 005,7**		**3 240**
Monnaie royale canadienne	140,2	25,8	28,4	86,0	471
Société canadienne des postes	4 558,0	1 604,0	1 772,0	1 170,0	46 796
Total Revenu national	**4 698,2**	**1 629,8**	**1 800,4**		**47 267**
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	353,8	100,1	239,6	14,1	160
Administration de pilotage de l'Atlantique	7,3	1,1	0,7	5,6	83
Administration de pilotage des Grands Lacs	6,0	4,2	2,9	(1,0)	83
Administration de pilotage des Laurentides	10,4	9,4	2,1	(1,1)	216
Administration de pilotage du Pacifique	11,7	4,6	1,3	5,7	158
Administration du pont Blue Water	173,6	5,2	107,8	60,6	71
Marine Atlantique S.C.C.	252,7	27,9	222,3	2,5	940
Ridley Terminals Inc.	17,5	65,6	0,7	(48,8)	51
Société des ponts fédéraux Limitée, La	191,3	6,3	130,2	54,8	74
VIA Rail Canada Inc.	906,4	81,8	46,8	102,9	3 051
Total Transports	**1 930,8**	**306,1**	**754,5**		**4 887**
Construction de Défense (1951) Limitée	11,1	4,3	3,9	2,9	348
Total Travaux publics et Services gouvernementaux	**11,1**	**4,3**	**3,9**		**348**
Grand total	**78 125,2**	**21 609,4**	**45 550,4**		**73 287**

Tableau 9 : Résultats d'exploitation et financement des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel à la fin de l'exercice se terminant avant le 31 juillet 2004* (en millions de dollars)

Sociétés par portefeuille ministériel	Bénéfices nets [1]	Financement			
		Changement aux emprunts nets		Crédits budgétaires	Dividendes
		Secteur privé	Canada		
Centre de recherches pour le développement international	3,1	0,0	0,0	104,3	0,0
Total Affaires étrangères		**0,0**	**0,0**	**104,3**	**0,0**
Commission canadienne du lait	19,6	18,0	(52,7)	3,6	0,0
Financement agricole Canada	105,1	1 127,1	0,0	0,0	**0,0**
Total Agriculture et Agroalimentaire		**1 145,1**	**(52,7)**	**3,6**	**0,0**
Corporation commerciale canadienne	(0,8)	0,0	0,0	16,3	0,0
Exportation et développement Canada	158,0	(3 509,0)	0,0	0,0	0,0
Total Commerce international		**(3 509,0)**	**0,0**	**16,3**	**0,0**
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public [2]					
Compte du régime de pension de la fonction publique	1 740,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte du régime de pension des Forces canadiennes	516,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte du régime de pension de la Gendarmerie royale du Canada	183,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Conseil du Trésor		**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Banque du Canada [3]	1 759,6	(770,4)	0,0	0,0	1 759,6
Corporation de développement des investissements du Canada, La	153,3	0,0	0,0	0,0	159,0
Office d'investissement du régime de pensions du Canada [2]	7 209,7	(277,0)	0,0	0,0	0,0
Société d'assurance-dépôts du Canada	141,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Finances		**0,0**	**0,0**	**0,0**	**159,0**
Banque de développement du Canada	59,1	1 007,2	0,0	0,0	10,7
Commission canadienne du tourisme	0,8	0,0	0,0	98,8	0,0
Conseil canadien des normes	0,1	0,0	0,0	7,0	0,0
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton [2]	11,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Société d'expansion du Cap-Breton	0,7	0,0	0,0	28,3	0,0
Total Industrie		**1 007,2**	**0,0**	**134,2**	**10,7**
Parc Downsview Park Inc. [4]	(1,7)	0,0	0,0	0,0	0,0
Queens Quay West Land Corporation	1,3	0,0	0,0	4,0	0,0
Société du Vieux-Port de Montréal inc. [5]	0,4	0,0	(2,4)	18,0	0,0
Société immobilière du Canada limitée	17,2	47,0	(1,6)	0,0	5,0
Total Infrastructure et Collectivités		**47,0**	**(4,0)**	**22,0**	**5,0**

* Les notes viennent après le tableau 9.

Tableau 9 : Résultats d'exploitation et financement des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel à la fin de l'exercice se terminant avant le 31 juillet 2004 (en millions de dollars) *[suite]*

		Financement			
		Changement aux emprunts nets			
Sociétés par portefeuille ministériel	Bénéfices nets	Secteur privé	Canada	Crédits budgétaires	Dividendes
Commission de la capitale nationale	(15,9)	0,0	0,0	114,3	0,0
Conseil des Arts du Canada	3,7	0,0	0,0	155,6	0,0
Fondation canadienne des relations raciales	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Musée canadien de la nature	(0,3)	(0,2)	0,0	42,9	0,0
Musée canadien des civilisations	(0,7)	0,0	0,0	102,2	0,0
Musée des beaux-arts du Canada	0,1	0,0	0,0	45,0	0,0
Musée national des sciences et de la technologie	0,2	0,0	0,0	36,3	0,0
Société du Centre national des Arts	0,1	0,0	0,0	29,9	0,0
Société Radio-Canada	32,7	(5,5)	0,0	1 066,3	0,0
Téléfilm Canada [5]	(6,7)	0,0	0,0	127,9	0,0
Total Patrimoine canadien		**(5,7)**	**0,0**	**1 720,3**	**0,0**
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	(0,8)	2,9	0,0	0,0	0,0
Total Pêches et Océans		**2,9**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Société canadienne d'hypothèques et de logement	667,0	46,0	(242,0)	2 069,0	0,0
Total Ressources humaines et Développement des compétences		**46,0**	**(242,0)**	**2 069,0**	**0,0**
Énergie atomique du Canada limitée	2,4	0,0	(1,0)	178,8	0,0
Société de développement du Cap-Breton	28,8	0,0	0,0	62,8	0,0
Total Ressources naturelles		**0,0**	**(1,0)**	**241,6**	**0,0**
Monnaie royale canadienne	(3,0)	(4,6)	0,0	0,0	0,0
Société canadienne des postes	253,0	(25,0)	0,0	226,0	18,0
Total Revenu national		**(29,6)**	**0,0**	**226,0**	**18,0**
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	5,3	0,0	0,0	351,4	0,0
Administration de pilotage de l'Atlantique	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration de pilotage des Grands Lacs	(2,6)	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration de pilotage des Laurentides	0,6	(2,0)	0,0	0,0	0,0
Administration de pilotage du Pacifique	1,7	(0,7)	0,0	0,0	0,0
Administration du pont Blue Water	7,8	(1,9)	0,0	0,0	0,0
Marine Atlantique S.C.C.	(3,1)	0,0	0,0	56,0	0,0
Ridley Terminals Inc.	1,2	(0,0)	0,0	0,0	0,0
Société des ponts fédéraux Limitée, La	0,7	0,2	0,0	32,7	0,0
VIA Rail Canada Inc.	(0,9)	0,0	0,0	263,5	0,0
Total Transports		**(4,4)**	**0,0**	**703,6**	**0,0**
Construction de Défense (1951) Limitée	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Travaux publics et Services gouvernementaux		**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Grand total		**(1 300,5)**	**(299,7)**	**5 240,8**	**192,7**

Notes pour les tableaux 8 et 9 :

1. Cette colonne ne renferme aucun total parce que l'information n'est pas répartie de manière uniforme.

2. Les données financières concernant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, la Banque du Canada et l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada sont fournies à des fins d'information, mais elles ne sont pas incluses dans les totaux en raison du caractère particulier de leurs opérations.

3. La Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton, une filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton, a été tenue de faire rapport comme si elle était une société d'État mère.

4. Parc Downsview Park Inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue de faire rapport comme si elle était une société d'État mère.

5. La Société du Vieux-Port de Montréal inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue de faire rapport comme si elle était une société d'État mère.

III. Portefeuille des sociétés d'État

Ce chapitre présente les données statistiques relatives aux sociétés d'État et à leurs portefeuilles de sociétés au 31 août 2004. À noter cependant que les renseignements figurant ailleurs dans le rapport, sauf indication contraire, représentent les données de fin d'exercice des sociétés et s'appliquent à la période précédant le 31 juillet 2004.

Les données présentées sont réparties sous les trois rubriques suivantes :

Résumé statistique fait la comparaison avec le nombre de sociétés d'État mères, de filiales, de partenariats légaux et de sociétés affiliées qui existaient à la fin de l'exercice précédent.

Changements survenus pendant l'exercice fait état des changements survenus au sein des sociétés d'État mères, leurs filiales, partenariats légaux et sociétés affiliées entre le 31 août 2003 et le 31 août 2004.

Portefeuille des sociétés d'État présente le répertoire complet des sociétés d'État mères et de leurs filiales, partenariats légaux et sociétés affiliées.

Résumé statistique

Nombre de sociétés d'État mères et de filiales en propriété exclusive et autres filiales, sociétés affiliées et partenariats légaux (au 31 août)

	2004	2003
Sociétés d'État mères	43	43
Filiales en propriété exclusive (100 %)	25	23
Autres filiales, sociétés affiliées et partenariats légaux	36	35

Changements survenus pendant l'exercice

Banque de développement du Canada

Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50 %)

- Cominco Ltd. — Supprimée

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- PSPIB Immobilier Canada Inc. — Ajoutée
- PSPIB Immobilier International Inc. — Ajoutée
  - PSPIB-LS Inc. (100 %) — Ajoutée
  - PSPIB-LSIF inc. (100 %) — Ajoutée

Portefeuille des sociétés d'État

1. Administration canadienne de la sûreté du transport aérien
2. Administration de pilotage de l'Atlantique
3. Administration de pilotage des Grands Lacs
4. Administration de pilotage des Laurentides
5. Administration de pilotage du Pacifique
6. Administration du pont Blue Water
7. Banque de développement du Canada
8. Banque du Canada
9. Centre de recherches pour le développement international
10. Commission canadienne du lait
11. Commission canadienne du tourisme
12. Commission de la capitale nationale
13. Conseil canadien des normes
14. Conseil des Arts du Canada
15. Construction de Défense (1951) Limitée
16. Corporation commerciale canadienne
17. Corporation de développement des investissements du Canada, La

    Filiales en propriété exclusive (100 %)

    - Canada Eldor Inc.
    - Canada Hibernia Holding Corporation
      et sa société affiliée
      - Hibernia Management and Development Company Ltd. (8,5 %)
18. Énergie atomique du Canada limitée

    Filiales en propriété exclusive (100 %)

    - AECL Technologies B.V.
    - AECL Technologies Inc.
19. Exportation et développement Canada

    Filiale en propriété exclusive (100 %)

    - Exinvest Inc.
20. Financement agricole Canada
21. Fondation canadienne des relations raciales

22. Marine Atlantique S.C.C.

23. Monnaie royale canadienne

Filiale en propriété exclusive (100 %)

- RCMH-MRCF Inc. et sa société affiliée
  - Services spécialisés TGM Inc. (50 %)

24. Musée canadien de la nature

25. Musée canadien des civilisations

26. Musée des beaux-arts du Canada

27. Musée national des sciences et de la technologie

28. Office de commercialisation du poisson d'eau douce

29. Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- PSPIB Immobilier Canada Inc.
- PSPIB Immobilier International Inc.
  - PSPIB-LS Inc. (100 %)
  - PSPIB-LSIF Inc. (100 %)

30. Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- Société de placements immobiliers de l'Office d'investissement du RPC
- Société de placements privés de l'Office d'investissement du RPC

31. Queens Quay West Land Corporation

32. Ridley Terminals Inc.

33. Société canadienne des postes

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- 2875039 Canada Limitée (100 %) et sa filiale
  - Les investissements Purolator ltée (80,41 %) et ses filiales
    - 964102 Ontario Inc. (100 %)
    - Courrier Purolator Ltée (100 %) et ses filiales
      - Canadian Teleservices Corporation (100 %)
      - Distribution Management Services Inc. (100 %)
      - Purolator Customs Services Ltd. (100 %)
      - Purolator Holdings U.S. Ltd. (100 %) et sa filiale
        - Purolator Courier U.S. Ltd. (100 %)
      - Purolator Trade Solutions Ltd. (51 %)
      - Supercourier (1987) Ltd. (100 %)
- 2875047 Canada Limited (100 %)
- 3906949 Canada Inc. (100 %) et ses filiales
  - Intelcom Courier Canada Inc. (50 %) et sa filiale
    - Progistix-Solutions Inc. (2,63 %)
  - Progistix-Solutions Inc. (97,37 %) et sa filiale
    - Assured Logistics Inc. (100 %)
- Postes Canada internationale limitée (100 %) et sa filiale
  - Nieuwe Post Nederlandse Antillen N.V. (100 %)
- Société de portefeuille EPO Inc. (100 %) et sa filiale
  - EPO Inc. (97,19 %)

Filiales en propriété majoritaire (50 à 99 %)

- Innovaposte Inc. (51 %)

Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50 %)

- Co-operative Vereniging International Post Corporation U.A. (6,1 %) et ses filiales
  - IPC Technology S.C. (96 %)
  - IPC Unipost S.C. (96 %)
- Les investissements Purolator ltée (9,94 %)

34. Société canadienne d'hypothèques et de logement

35. Société d'assurance-dépôts du Canada

36. Société de développement du Cap-Breton

37. Société des ponts fédéraux Limitée, La

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- Corporation du Pont international de la Voie maritime Ltée, La
- Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les

Filiale en propriété majoritaire (50 à 99 %)

- St. Mary's River Bridge Company

38. Société d'expansion du Cap-Breton

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- Cape Breton Marine Farming Limited[1]
- Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton[2]
- DARR (Cape Breton) Limited
- Gulf Bras d'Or Estates Limited[1]

Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50 %)

- Bell Bay Golf Developments Incorporated
- Jackmen Development Limited
- Lynnwood Inn Limited
- Silver Screen Star Limited

39. Société du Centre national des Arts

40. Société immobilière du Canada limitée

Filiales en propriété exclusive (100 %)

- Parc Downsview Park inc.[3]
- Société immobilière du Canada CLC limitée
- Société du Vieux-Port de Montréal Inc.[4]

41. Société Radio-Canada

Filiale en propriété exclusive (100 %)

- Country Canada

Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50 %)

- ARTV (37 %)
- Cable North Microwave Limited (1 action)
- Look Communications Inc.[5] (.24 %)
- Master FM Limited (20 %)
- The Canadian Documentary Channel (29 %)
- TV5 Monde (6,7 %)
- Visnews Limited (1 action)

42. Téléfilm Canada

43. VIA Rail Canada Inc.

1. Société inactive.
2. La Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton, filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton, a été tenue par décret (C.P. 2000-1341) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.
3. Parc Downsview Park inc., filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C.P. 2003-1304) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.
4. La Société du Vieux-Port de Montréal inc., filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C.P. 1987-86) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.
5. Conformément à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies.*

IV. Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

Le présent chapitre fournit des renseignements sur ce qui suit :

- les sociétés à capital-actions appartenant en partie au gouvernement fédéral;
- les sociétés n'ayant pas de capital-actions (p. ex., les sociétés à but non lucratif) à l'égard desquelles le gouvernement est habilité à nommer au moins un membre du conseil d'administration ou autre organe de direction, ou à en approuver la nomination;
- les organismes créés conformément à un accord international, dont le gouvernement fédéral détient des actions ou à l'égard desquels il est habilité à nommer des membres de l'organe de direction ou à en approuver la nomination.

Dans le cas des sociétés à capital-actions, la liste présentée indique la proportion de la propriété fédérale. Dans le cas des sociétés sans capital-actions, la liste inclut des fractions indiquant le nombre d'administrateurs du conseil nommés par le gouvernement fédéral par rapport au nombre total d'administrateurs du conseil.

Le dernier élément vise à illustrer le degré d'influence exercée par le gouvernement fédéral sur une entité, dans les cas où l'on ne peut pas exprimer le contrôle selon une proportion d'actionnariat. Ainsi, l'expression « administrateur du conseil nommé par le gouvernement fédéral » peut désigner une personne nommée par décret du gouverneur en conseil ou par l'un des nombreux autres mécanismes, notamment, la nomination par un ministre ou par une société d'État. Les fonctionnaires fédéraux membres *d'office* des conseils d'administration sont également considérés comme des administrateurs nommés par le gouvernement fédéral à ces fins.

Les sociétés énumérées dans le présent chapitre sont groupées comme suit[1] :

1. Ce chapitre ne comprend pas les établissements publics comme l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Bien qu'ils soient similaires aux sociétés d'État du fait qu'ils sont détenus à 100 p. 100 par le gouvernement fédéral, les établissements publics sont expressément exclus de la définition d'une « société d'État » contenue dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). Les établissements publics sont plutôt définis comme des ministères, aux termes de la LGFP, et, en tant que tels, sont assujettis à un régime de responsabilisation différent.

Entreprises mixtes

Entreprises dont le capital-actions appartient en partie au Canada, par l'intermédiaire d'un ministre, le reste appartenant à des intervenants du secteur privé.

Entreprises en coparticipation

Entreprises dont le capital-actions appartient en partie au Canada, par l'intermédiaire d'un ministre, le reste appartenant à un autre ordre de gouvernement.

Organisations internationales

Organisations créées en vertu d'accords internationaux, dont le Canada détient des actions ou à l'égard desquels il est habilité à nommer ou à élire des membres de l'organe de direction.

Sociétés à régie partagée

Sociétés dont le Canada ne possède pas d'actions, mais pour lesquelles il a, directement ou par l'intermédiaire d'une société d'État, en vertu d'une loi, de statuts constitutifs, de lettres patentes, de règlements, ou de toute entente contractuelle (y compris le financement ou les accords de contribution) le droit de nommer un ou plusieurs membres de l'organe de direction.

Sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

Sociétés dont les actions sont reçues par le Canada et qui tiennent lieu de redevances.

Nombre d'autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

Comparaison sur 12 mois

Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts	31 mars 2004	31 mars 2003
Entreprises mixtes	1	1
Entreprises en coparticipation	3	3
Organisations internationales	18	18
Sociétés à régie partagée	141	139
Sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts envertude la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*	35	29

Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts – ajouts et suppressions

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2004

Entreprises mixtes	Aucun ajout ni aucune suppression
Entreprises en coparticipation	Aucun ajout ni aucune suppression
Organisations internationales	Aucun ajout ni aucune suppression
Sociétés à régie partagée	
Centre d'affaires Info entreprises	Ajoutée
Centre de règlement des différends sportifs du Canada	Ajoutée
Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2010 à Vancouver	Ajoutée
Commission de contrôle du lac des Bois	Ajoutée
Conseil agricole du Nouveau-Brunswick inc.	Nom changé[1]
Fonds d'innovation agroalimentaire	Supprimée
Fonds d'investissement et de développement de l'emploi dans les quartiers centraux de Québec (FIDE) Inc.	Supprimée
Ontario Safety Net Research and Development Fund	Supprimée
Prince George Airport Authority Inc.	Ajoutée
TV5 Québec Canada	Nom changé[2]

Sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

574994 British Columbia Ltd.	Supprimée
1239370 Ontario Inc.	Ajoutée
1395884 Ontario Limited	Ajoutée
B.C. Pacific Capital Corporation	Ajoutée
Cade Struktur Corporation	Supprimée
Custom Assemblies Limited	Ajoutée
Hyal Pharmaceutical Corporation	Ajoutée
IANett International Systems Ltd.	Ajoutée
Sécurité Auratek Inc.	Ajoutée
Techcana Inc.	Ajoutée

1. Connue anciennement sous le nom de New Brunswick Agricultural Council.
2. Connue anciennement sous le nom de Le Consortium de télévision Québec Canada Inc. (TV5).

Entreprises mixtes

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Fin de l'exercice Actif total (A) Passif (P) Vérificateur	Participation fédérale
Ministre des Finances				
Petro-Canada[1]				
Améliorer l'avoir de l'actionnaire en mettant en valeur, en produisant et en distribuant les hydrocarbures et autres types de carburants et de produits énergétiques.	PO Box 2844 Calgary AB T2P 3E3 (403) 296-8000	*Loi sur les corporations commerciales canadiennes*, 1975	31 décembre A = 14,6 G $* P = 4,4 G $* Deloitte & Touche s.r.l.	18,60 %

1. En septembre 2004, le gouvernement a vendu 49 390 104 actions de Petro-Canada ce qui lui a permis de récolter un produit brut de 3,2 milliards de dollars. Cette vente mène à terme la privatisation de Petro-Canada qui avait été amorcée en 1991 lorsque les actions de la trésorerie de l'entreprise avaient originalement été offertes en vertu de la *Loi sur la participation publique au capital de Petro-Canada*.

* G $: milliards de dollars.

Entreprises en coparticipation

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Fin de l'exercice Actif total (A) Passif (P) Vérificateur	Participation fédérale
Ministre de l'Industrie et de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
North Portage Development Corporation (exploitée sous le nom The Forks North Portage Partnership)				
Favoriser la relance socio-économique des régions de Portage du Nord et de La Fourche au centre-ville de Winnipeg.	Bureau 200 350, avenue Portage Winnipeg MB R3C 0C3 (204) 943-7752	*Loi sur les corporations du* Manitoba, 1983	31 mars A = 94,0 M $ P = 5,7 M $ Ernst & Young	33,3 %
Ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada				
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud				
Procéder à la vente des terrains de la Société et proposer une solution alternative à l'utilisation du produit de cette vente aux deux ordres de gouvernement puisque les terrains sont inappropriés pour une infrastructure industrielle.	Bureau 300 13, rue St-Louis Lévis QC G6V 4E2 (418) 833-5925	Loi spéciale du Gouvernement du Québec (1974)	31 mars A = 1,7 M $ P = 0 M $ Vérificateur général du Québec	40 %
Ministre des Ressources naturelles				
Lower Churchill Development Corporation Limited				
Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.	PO Box 12700 St. John's NL A1B 3T5 (709) 737-1400	*The Companies Act* of Newfoundland, 1978	31 décembre A = 5 M $ P = 0 M $ Deloitte & Touche	49 %

Organisations internationales

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs[2]
Ministre de l'Environnement				
Comité international du Niagara				
Déterminer la quantité d'eau requise aux fins du Traité et enregistrer les quantités d'eau utilisées pour la production d'électricité.	a/s de Environnement Canada Service météorologique du Canada Région de l'Ontario 867 Lakeshore Rd. PO Box 5050 Burlington ON L7R 4A6 (905) 336-4580	Le Traité concernant la dérivation d'eau du Niagara, de 1950, administré par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et le State Department des États-Unis	s/o*	1/2
Commission nord-américaine de coopération environnementale – Comité consultatif public mixte				
Le Comité fournit des avis au Conseil de la Commission nord-américaine de coopération environnementale à propos de questions liées à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, « accord auxiliaire » de l'Accord de libre-échange nord-américain.	Pièce 200 393, rue Saint-Jacques O. Montréal QC H2Y 1N9 (514) 350-4300	Le Comité a été créé en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement	s/o	5/15

2. Dans le cas des sociétés à capital-actions, un pourcentage représente la proportion du capital-actions détenue par le gouvernement fédéral. Dans le cas des entités sans capital-actions, une fraction indique le nombre d'administrateurs du conseil ou de l'organe de direction de l'entité nommés par le gouvernement fédéral par rapport au nombre total d'administrateurs du conseil.

* s/o : sans objet

Organisations internationales

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs
Ministre de l'Environnement (suite)				
Conseil international de contrôle du lac des Bois				
Le lac des Bois fait partie des eaux internationales limitrophes. Le Conseil international de contrôle du lac des Bois est chargé d'approuver les débits sortants du lac des Bois lorsque le niveau du lac est supérieur ou inférieur à certaines élévations.	a/s de Environnement Canada Direction des utilisations durables de l'eau, DGCPE 4e étage 351, boul. Saint-Joseph Hull QC K1A 0H3 (819) 997-2529	Le Conseil a été créé conformément à un traité canado-américain (convention et protocole visant à régler le niveau du lac des Bois, 1925)	s/o	1/2
Commission internationale du lac Memphremagog				
Une tribune pour le règlement des conflits relatifs à la régulation des niveaux du lac Memphremagog, conformément aux engagements internationaux et aux lois fédérales et provinciales.	a/s de Environnement Canada Région du Québec Bureau 300 100, boul. Alexis-Nihon St-Laurent QC H4M 2N8 (514) 283-1628	Le Conseil a été créé en vertu d'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis.	s/o	1/2
International Porcupine Caribou Board				
Fournir des conseils et des recommandations au sujet des aspects de la conservation du troupeau de caribous Porcupine et de son habitat qui nécessitent une coordination internationale.	a/s de Environnement Canada Région du Pacifique et du Yukon Service canadien de la faune 91782 Alaska Highway Whitehorse YT Y1A 5B7 (867) 393-6700	Entente conclue par le Canada et les É.-U. sur la conservation du troupeau de caribous Porcupine, 1987	s/o	4/8

Organisations internationales

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs
Ministre des Affaires étrangères				
Banque africaine de développement				
Contribuer au développement économique et à la promotion sociale des pays membres, individuellement et collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur en Afrique.	Temporary Relocation Agency 15, avenue du Ghana CP 323 1002 Tunis Belvédère Tunisie 011-216-71-333-511	Entente signée par les pays membres, 1963, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*	Deloitte & Touche	3,007 %
Banque asiatique de développement				
Favoriser l'essor économique et la promotion sociale des pays en développement membres de la Banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur en Asie.	CP 789 1099 Manille Philippines 011-632-6005	Entente signée par les pays membres, 1965, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*	Price Waterhouse Coopers	5,27 %

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs
Ministre des Affaires étrangères (suite)				
Banque de développement des Caraïbes				
Contribuer à la croissance et au développement économique harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	PO Box 408 Wilday, St. Michael Bridgetown Barbados 1-8-246-429-3550	Entente signée par les pays membres, 1969, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*	Price Waterhouse	9,50 %
Banque interaméricaine de développement				
Contribuer à accélérer le développement socio-économique des pays membres de la région en développement, individuellement ou collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.	1300 New York Ave. NW Washington DC 20577 U.S.A. (202) 623-1000	Entente signée par les pays membres, 1959, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*	Ernst & Young s.r.l.	4,00 %

Organisations internationales

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs
Ministre des Affaires étrangères (suite)				
Commission de la frontière internationale				
Maintenir la démarcation et la représentation graphique de la frontière sur les terres et les eaux, entre le Canada et les États-Unis, et réglementer tous les travaux de construction, en-deça de trois mètres de la ligne de démarcation.	Bureau 571 615, rue Booth Ottawa ON K1A 0E9 (613) 995-4341	Traité de Washington, 1908 et 1925, *Loi sur la Commission de la frontière internationale*, 1960	s/o	1/2
Ministre des Anciens Combattants				
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth				
Entretenir les sépultures et monuments commémoratifs et tenir les dossiers sur les membres des armées du Commonwealth morts au cours des deux grandes guerres mondiales.	2 Marlow Rd. Maidenhead Berkshire U.K. SL6 7DX (0628) 34221	Charte royale, 1917	Grant Thornton	1/14
Ministre des Finances				
Agence multilatérale d'assurance des investissements				
Encourager le flux des investissements à des fins productives entre les pays membres, complétant ainsi les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Société financière internationale et d'autres institutions financières de développement international.	1818-H Street NW Washington DC 20433 U.S.A. (202) 473-6167	*Loi sur les accords de Bretton Woods* et les lois connexes, 1988	Deloitte Touche Tohmatsu International	3,19 %

Organisations internationales

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs
Ministre des Finances (suite)				
Association internationale de développement				
Promouvoir le développement économique, augmenter la productivité et ainsi relever les niveaux de vie des pays en voie de développement.	1818-H Street NW Washington DC 20433 U.S.A. (202) 473-1000	Articles de l'accord; 1960, *Loi sur l'Association internationale de développement*, 1960	Deloitte Touche Tohmatsu International	2,97 %
Banque européenne pour la reconstruction et le développement				
Mettre sur pied une entreprise privée dynamique et faciliter la transition des économies centralisées aux économies de marché dans la nouvelle Europe.	One Exchange Square London EC2A 2JN England 44-20-7338-6000	*Loi créant la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*, 1991	Price Waterhouse Coopers (London) s.r.l.	3,43 %
Banque internationale pour la reconstruction et le développement				
Aider à la reconstruction et au développement des territoires des pays membres.	1818-H Street NW Washington DC 20433 U.S.A. (202) 473-1000	*Loi sur les accords de Bretton Woods* et les lois connexes, 1945	Deloitte Touche Tohmatsu International	2,85 %
Fonds monétaire international				
Favoriser le bien-être économique par l'expansion du commerce, le maintien d'accords commerciaux ordonnés et la diminution de la balance des paiements.	700-19th St. NW Washington DC 20431 U.S.A. (202) 623-7000	Entente signée par les pays membres, 1945	Price Waterhouse Coopers s.r.l.	2,99 %

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Participation fédérale ou nomination d'administrateurs
Ministre des Finances (suite)				
Société financière internationale				
Promouvoir le développement économique en encourageant la croissance d'entreprises productives dans les pays membres, et en assurant un complément aux travaux de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.	2121 Pennsylvania Ave. Washington DC 20433 U.S.A. (202) 473-7711	Articles de l'accord; crédit 731, *Loi n° 6 portant affectation de crédits*, 1956	Deloitte Touche Tohmatsu International	3,45 %
Ministre du Patrimoine canadien				
Agence mondiale antidopage				
Promouvoir et coordonner sur le plan international la lutte contre le dopage sous toutes ses formes.	Tour de la Bourse Bureau 700 800, Place Victoria Montréal QC H4Z 1B7 (514) 904-9232	Incorporée en vertu de la législation suisse sur les organismes sans but lucratif, 1999	Price Waterhouse Coopers	1/36

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral[3]
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Agri-adapt Council Inc.				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à Terre-Neuve par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	PO Box 1045 308 Brookfield Road Mount Pearl NL A1N 3C9 (709) 747-4874	*The Companies Act* of the Province of Newfoundland and Labrador, 1996	Deborah A. Muir CGA	2/11
Agriculture and Food Council of Alberta				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à l'Alberta par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	Suite 402 1101-5 Street Nisku AB T9E 7N3 (780) 955-3714	*The Societies Act* of the Province of Alberta, 1994	Meyers Norris Penny s.r.l.	2/27

3. Cette fraction indique le nombre d'administrateurs du conseil ou de l'organe de direction de l'entité nommés par le gouvernement fédéral par rapport au nombre total d'administrateurs du conseil.

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Agri-Futures Nova Scotia				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à la Nouvelle-Écosse par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	757 Ostrea Lake Road Musquodoboit Harbour NS B0J 2L0 (902) 889-2323	*Societies Act* of the Province of Nova Scotia, 1996	Price Waterhouse Coopers	1/11
British Columbia Investment Agriculture Foundation (BCIAF)				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à la Colombie-Britannique par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	PO Box 8248 Victoria BC V8W 3R9 (250) 356-1662	*Society Act* of the Province of British Columbia, 1996	BDO Dunwoody s.r.l.	1/15
Canada-Alberta Beef Industry Development Fund				
Favoriser les activités de recherche et de développement de l'industrie dans le but d'accroître la compétitivité de l'industrie bovine de l'Alberta.	Alberta Beef Producers 320-6715 8th Street NE Calgary AB T2E 7H7 (403) 275-4401	Accord d'accompagnement Canada-Alberta sur le développement de l'industrie bovine. *Loi sur la protection du revenu agricole*	KPMG s.r.l.	1/7

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Canada-Alberta Hog Industry Development Fund				
Favoriser les activités de recherche et de développement de l'industrie dans le but d'accroître la compétitivité de l'industrie porcine de l'Alberta.	4828-89th Street Edmonton AB T6E 5K1 (780) 491-3527	Accord d'accompagnement Canada-Alberta sur le développement de l'industrie porcine (16 avril 1997) et accord modificateur (19 mai 1998), *Loi sur la protection du revenu agricole*	KPMG	1/7
Canada-Alberta Sugar Beet Industry Development Fund				
Favoriser les activités de recherche et de développement de l'industrie dans le but d'accroître la compétitivité de l'industrie de la betterave à sucre de l'Alberta.	Alberta Sugar Beet Growers' Marketing Board 4900-50th Street Taber AB T1G 1T3 (403) 223-1110	Accord d'accompagnement Canada-Alberta sur le développement de l'industrie de la betterave à sucre, *Loi sur la protection du revenu agricole*	BDO Dunwoody s.r.l.	1/7
Canada-Newfoundland Agri-Food Innovation Fund				
Fournir de l'aide financière aux agriculteurs terre-neuviens pour développer le secteur agricole primaire et celui de la valeur ajoutée à Terre-Neuve et au Labrador.	Department of Forest Resources and Agrifoods PO Box 2006 Corner Brook NL A2H 6J8 (709) 637-2077	Accord Canada-Terre-Neuve et Labrador sur l'innovation agroalimentaire, *Loi sur la protection du revenu agricole*	Vérificateur provincial de Terre-Neuve	1/6

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Centre de développement du porc du Québec Inc.				
Exercer un leadership dans le développement et le transfert de technologies de pointe afin de contribuer activement à l'amélioration de la qualité, de l'efficacité d'une industrie porcine québécoise durable.	Bureau 340 2795, boul. Laurier Sainte-Foy QC G1V 4M7 (418) 650-2440	Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec, 1992	Raymond Chabot Grant Thornton	1/18
Centre de diversification des cultures du Manitoba (CDCM)				
Organisme créé par l'industrie et chargé de trouver et d'évaluer de nouvelles récoltes et de nouvelles techniques ainsi que de nouvelles possibilités de valeur ajoutée dans un système agricole durable, et d'en démontrer et faciliter l'utilisation. Le CDCM exploite trois emplacements qui lui appartiennent et deux emplacements sociaux représentant toute une gamme de sols et de climats. Le Centre mène une grande partie de ses travaux en collaboration avec des organismes, des groupes et des particuliers de l'extérieur. Le Centre offre une aide variée aux travaux de recherche et de démonstration, ce qui comprend un soutien technique et l'utilisation de ses installations et de ses terrains.	CP 309 Carberry MB R0K 0H0 (204) 834-6000	*Loi sur le ministère de l'Agriculture*, 1993	Meyers Norris Penny	3/9

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick (BioAtlantech)				
Renforcer l'économie rurale et axée sur les ressources du Nouveau-Brunswick par le développement, l'application et la commercialisation de la biotechnologie et d'innovations technologiques.	CP 636 Succ. A Fredericton NB E3B 5A6 (506) 444-2444	Accord sur le fonds du Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick, *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*. Incorporation provinciale conformément aux lois de la province du Nouveau-Brunswick, 1996	Teed, Saunders, Doyle Co. (Fredericton)	1/11
Conseil agricole du Nouveau-Brunswick inc.				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués au Nouveau-Brunswick par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agricole et agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	CP 5001 381, prom. Killam Moncton NB E1C 8R3 (506) 856-2633	*Loi sur les compagnies* du Nouveau-Brunswick, 1997	Donald Cormier, C.A.	1/10

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Conseil canadien de la gestion d'entreprises agricoles (CCGEA)				
Suivre de près la mise en œuvre du programme canadien de gestion d'entreprises agricoles et donner des conseils à ce sujet; promouvoir et encourager l'utilisation de principes et pratiques judicieuses de gestion des entreprises agricoles; encourager, coordonner et financer des projets entrepris à l'échelle nationale, à l'échelle régionale et à l'échelle de plusieurs provinces ou d'une province.	Bureau 300 880, rue Wellington Ottawa ON K1R 6K7 (613) 237-9060	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1992	Collin Barrow	0/9
Conseil de l'adaptation agricole				
Stimuler la croissance, à long terme, l'emploi et la concurrence dans le secteur agroalimentaire et les collectivités rurales de l'Ontario et favoriser le développement de technologies novatrices qui aideront l'industrie ontarienne à s'adapter et à devenir plus concurrentielle dans une économie mondiale.	192 Nicklin Road Guelph ON N1H 7L5 (519) 822-7554	*Loi sur les organisations agricoles et horticoles* de la province de l'Ontario, 1995	Hillson Co. s.r.l (Guelph)	1/18

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Conseil de recherches en pêche et agroalimentaire du Québec (CORPAQ)				
Donner des conseils au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec sur les activités de recherche et de développement de nature à améliorer le dialogue afin d'aider le secteur bio-alimentaire à atteindre son objectif de développement durable.	Direction de l'innovation scientifique et technologique MAPAQ 9e étage 200, chemin Sainte-Foy Québec QC G1R 4X6 (418) 380-2103	Gouvernement du Québec; *Loi sur le vérificateur général*	Vérificateur général du Québec	1/23
Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec (CDAQ)				
Administrer les fonds attribués par divers organismes fédéraux ou provinciaux pour le secteur agricole.	Bureau 110 555, boul. Roland-Therrien Longueuil QC J4H 4E7 (450) 679-0540, poste 8353	Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*, 1996	Raymond Chabot Grant Thornton	1/9
Fonds québécois d'adaptation des entreprises agroalimentaires, inc.				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués au Québec par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	Bureau 200 9001, boul. de l'Acadie Montréal QC H4N 3H7 (514) 858-2000	Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec	Samson Bélair Deloitte & Touche	1/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Initiative de recherche-développement Canada-Manitoba au sein du secteur agroalimentaire				
Lancer, encourager, promouvoir et réaliser des projets de recherche et de développement novateurs qui contribuent au mieux-être économique du Canada et du Manitoba.	Administrateur Agrifood R & D Council Manitoba Association of Agricultural Societies PO Box 72 Morris MB R0G 1K0 (204) 746-8186	Accord de mise en œuvre du cadre fédéral-provincial-territorial sur une politique agricole et agroalimentaire pour le vingt et unième siècle, *Loi sur la protection du revenu agricole*	Hamilton and Asselstine, CA	6/13
Institut international du Canada pour le grain				
Fournir des programmes d'éducation et des services techniques pour appuyer le développement du marché et la promotion des céréales, des oléagineuses et des cultures spéciales canadiennes sur les marchés internationaux.	Bureau 1000 303, rue Main Winnipeg MB R3C 3G7 (204) 984-5344	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1972	Deloitte & Touche	3/5
Manitoba Rural Adaptation Council Inc.				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués au Manitoba dans le cadre du fonds canadien d'AAC pour encourager l'agriculture indirectement et l'adaptation du milieu agricole rural du Manitoba aux débouchés qu'offre le marché grâce à des activités de diversification et de valeur ajoutée.	Bureau 802 294, av. Portage Winnipeg MB R3C 0B9 (204) 982-4791	*Loi sur les corporations* du Manitoba, 1996	Meyers Norris Penny	4/22

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Nova Scotia Technology Development 2000				
Fournir une aide financière aux agriculteurs de la Nouvelle-Écosse, afin d'appuyer la recherche agricole à long terme dirigée par l'industrie en Nouvelle-Écosse.	Nova Scotia Department of Agriculture & Fisheries Harlow Institute 176 College Rd. PO Box 550 Truro NS B2N 5E3 (902) 893-6511	Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur Technology Development 2000, *Loi sur la protection du revenu agricole*	Price Waterhouse Coopers	2/10
POS Pilot Plant Corporation				
Excellence du service fondée sur la présentation, par un personnel consciencieux, de solutions en matière de bioprocédés visant à accroître la compétitivité de nos clients.	118 Veterinary Rd. Saskatoon SK S7N 2R4 (306) 978-2800	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1973 Lettres patentées	KPMG	1/14
Prince Edward Island Adapt Council Inc. (PEIAC)				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à l'Île-du-Prince-Édouard par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	Room 103 420 University Avenue Charlottetown PE C1A 7Z5 (902) 368-2005	*Companies Act* of the Province of Prince Edward Island, 1997	Beaton Fitzpatrick Murray	1/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Saskatchewan Council for Community Development				
Soutenir et promouvoir le développement communautaire en agissant à titre de catalyseur en matière de coopération, d'habilitation et de développement dans les collectivités et offrir des programmes de qualité aux collectivités rurales de la Saskatchewan.	PO Box 21038 Saskatoon SK S7H 5N9 (306) 975-6847	Alinéa 4(a) de la *Loi sur le Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire* Enregistré comme une organisation à but non lucratif, 1996	Davies Breen & Hrynewich	2/14
Société canadienne d'enregistrement des animaux				
Assurer des services aux membres des 50 associations d'éleveurs et en leur nom. Voir au maintien des livres généalogiques sur le bétail et les chevaux.	2417 Holly Lane Ottawa ON K1V 0M7 (613) 731-7110	*Loi sur la généalogie des animaux*, 1988	Newton & Co.	1/7
Territorial Farmers Association NWT				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués aux Territoires du Nord-Ouest par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	PO Box 4386 Hay River NT X0E 1G3 (867) 874-4706	*Loi sur les sociétés des Territoires du Nord-Ouest*, 1973	Ashton Chartered Accountants	1/5

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (suite)				
Western Grains Research Foundation				
Lancer, encourager, appuyer et mener des recherches dans le domaine de la production des céréales et dans les domaines de la promotion économique et du développement des marchés des produits dérivés des céréales.	210-111 Research Drive Saskatoon SK S7N 3R2 (306) 975-0060	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1981	Price Waterhouse Coopers	1/18
Yukon Agricultural Association				
Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués au Territoire du Yukon par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.	Room 203 302 Steele St. Whitehorse YT Y1A 2C5 (867) 668-6864	*Loi sur les sociétés* du Yukon, 1974	Ordish & Ordish	0/15

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de la Santé				
Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies				
Favoriser un débat éclairé, sensibiliser davantage le public et accroître la participation des Canadiens et des Canadiennes en ce qui concerne les questions liées à l'alcool et aux drogues; communiquer des renseignements sur la nature, l'ampleur et les conséquences de l'abus de l'alcool et des drogues, ainsi qu'aider et appuyer les organismes offrant des programmes de traitement, de prévention et de sensibilisation dans ce domaine.	Bureau 300 75, rue Albert Ottawa ON K1P 5E7 (613) 235-4048	*Loi sur le Centre canadien de lutte contre la toxicomanie*, 1988	McIntyre & McLarty	6/15
Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé				
Commanditer et favoriser la recherche appliquée sur les systèmes de santé, en accroître la qualité et la pertinence et faciliter la prise de décision fondée sur des données probantes par les responsables des politiques et les gestionnaires des systèmes de santé.	Bureau 301 11, av. Holland Ottawa ON K1Y 4S1 (613) 728-2238	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1997	Ernst & Young s.r.l.	3/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de la Santé (suite)				
Inforoute Santé du Canada Inc.				
a) accélérer le développement et l'adoption de systèmes modernes d'information et de communication dans le domaine de la santé; b) définir et promouvoir des normes régissant les données partagées afin d'assurer la compatibilité des réseaux d'info-santé; c) et sans limiter les dispositions qui précèdent, en conformité avec les objectifs précisés en a) et b) : appuyer l'adoption de telles normes en matière d'info-santé et de technologies d'information compatibles dans le domaine de la santé; conclure, au besoin, des ententes de collaboration avec le gouvernement du Canada, les provinces et les territoires, les sociétés, les organismes sans but lucratif et les autres personnes afin d'élaborer et d'adopter des normes et des technologies; intégrer des normes afin de protéger les renseignements personnels et assurer la confidentialité des dossiers individuels de même que la sécurité de l'info-santé; et entreprendre le travail dans les deux langues officielles du Canada.	Bureau 2500 1155, boul. René-Lévesque Ouest Montréal QC H3B 2K4 1 888 868-0550	Nota : Inforoute a été incorporée en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, en janvier 2001. *Loi sur le financement des soins de santé ainsi que du développement de la petite enfance et d'autres services sociaux au Canada*, 2000; ch.35 Autorisation du transfert d'un montant initial de 500 millions de dollars. Un montant supplémentaire de 600 millions de dollars sera accordé à partir des fonds de l'exercice 2002-2003 une fois autorisé par le Parlement du Canada.	KPMG	2/11

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de la Santé (suite)				
Institut canadien d'information sur la santé				
Servir de mécanisme national pour la coordination de l'élaboration et de la maintenance d'un système d'information détaillée et intégrée sur la santé au Canada; coordonner la diffusion de renseignements précis et opportuns nécessaires pour : (i) instaurer une politique appropriée concernant la santé; (ii) gérer efficacement le système de santé canadien; (iii) sensibiliser la population aux facteurs ayant une incidence sur la santé.	Bureau 200 377, rue Dalhousie Ottawa ON K1N 9N8 (613) 241-7860	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1995	Ernst & Young	2/16
Office canadien de coordination de l'évaluation des technologies de la santé (OCCETS)				
Favoriser l'utilisation appropriée des technologies de la santé en influençant les décideurs par la collecte, l'analyse, la production et la diffusion d'information à propos de l'efficacité pratique et du coût des technologies et de leur incidence sur la santé, et faciliter l'échange d'information, la mise en commun des ressources et la coordination des priorités en matière d'évaluation des technologies de la santé.	Bureau 600 865, av. Carling Ottawa ON K1S 5S8 (613) 226-2553	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1980 OCCETS incorporé, 1989	McCay Duff & Company	1/13

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de la Santé (suite)				
PARTICIPaction				
Informer les Canadiens et les Canadiennes des effets positifs de la bonne forme physique et les inciter à adopter un style de vie sain qui fait place à l'activité physique. Promouvoir la bonne condition physique, grâce à la participation à l'activité récréative, sportive et physique.	Suite 220 40 Dundas Street West Toronto ON M5G 2C2 (416) 977-7467	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1971	KPMG Peat Marwick Thorne	1/20
Prix humanitaire Terry Fox Inc.				
Encourager les jeunes Canadiens et Canadiennes à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives qui permettront aux bénéficiaires de poursuivre leurs études. Établir, maintenir et administrer un fonds de dotation.	c/o Simon Fraser University Burnaby BC V5A 1S6 (604) 291-3057	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1980	Ouseley Hanvey Clipsham Deep s.r.l.	3/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Environnement				
Commission de contrôle du lac des Bois				
Le lac des Bois fait partie des eaux internationales limitrophes. La Commission de contrôle du lac des Bois est chargée de la régularisation des niveaux du lac des Bois et du lac Seul, ainsi que des débits dans les rivières Winnipeg et English en aval de ces lacs à leur confluent, conformément aux engagements internationaux et aux lois fédérales et provinciales.	a/s de Ingénieur en chef Secrétariat du lac des Bois 351, boul. Saint-Joseph Gatineau QC K1A 0H3	La Comission a été créée conformément à l'article 2 de la *Loi sur la Commission de contrôle du lac des Bois* (adoptée en 1921 et modifiée en 1958). Elle a également été autorisée par un traité canado-américain (Convention et Protocol visant à régler le niveau du lac des Bois, 1925).	s.o.	1/4
Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère (FCSCA)				
La Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère finance de la recherche qui contribue à une meilleure compréhension des processus et des prévisions, fournit de l'information appropriée aux décideurs, explique l'incidence des problèmes climatiques et atmosphériques sur la santé humaine et sur l'environnement naturel en plus de renforcer la capacité scientifique du Canada.	Bureau 901 350, rue Sparks Ottawa ON K1R 7S8 (613) 238-2223	*Loi sur les corporations canadiennes*, 2000	Ouseley Hanvey Clipsham Deep s.r.l.	3/13

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Environnement (suite)				
Habitat faunique Canada				
Promouvoir la préservation, la restauration et l'amélioration de l'habitat faunique au Canada en vue de maintenir la diversité, la répartition et l'abondance de la flore et de la faune à l'état naturel.	Bureau 310 1750, Courtwood Crescent Ottawa ON K2C 2B5 (613) 722-2090	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1984	KPMG	6/12
Ministre de l'Industrie				
Fondation canadienne de l'innovation				
Renforcer la capacité de recherche canadienne en engageant des fonds dans le développement de l'infrastructure de recherche au Canada dans les universités, les hôpitaux, les collèges et les établissements canadiens sans but lucratif.	Bureau 450 230, rue Queen Ottawa ON K1P 5E4 (613) 947-6496	*Loi sur l'exécution du budget*, 1997	Ernst & Young	7/15
Génome Canada				
Appuyer une initiative nationale de recherche en génomique au profit des Canadiens et des Canadiennes.	21e étage 150, rue Metcalfe Ottawa ON K2P 1P1 (613) 751-4460	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 2000. Accord de financement, 2000	KPMG	5/16

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada				
Centre d'affaires Info entreprises				
Offrir de l'information sur les programmes et services gouvernementaux fédéraux et provinciaux destinés aux gens d'affaires.	Bureau 6000 380, rue Saint-Antoine O. Montréal QC H2Y 3Y7	*Loi sur les compagnies* du Québec, partie III, 2003	À désigner	3/11[4]
Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage de l'université du Québec à Chicoutimi (CEE-UQAC)				
Promouvoir l'esprit entrepreneurial et la création d'entreprises auprès des étudiants, des diplômés et de tout le personnel de l'UQAC et de soutenir les activités de développement des autres maisons d'enseignement supérieur de la région.	555, boul. de l'Université Chicoutimi QC G7H 2B1	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1998	Raymond Chabot Grant Thornton	1/11
Corporation Camp Spatial Canada				
Gérer le Cosmodôme, un complexe à vocation scientifique, muséologique et touristique.	2150, autoroute des Laurentides Laval QC H7T 2T8	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1991	Samson Bélair Deloitte et Touche	2/15
Fondation du maire de Montréal pour la Jeunesse				
Aider les jeunes Montréalais et Montréalaises défavorisés qui contribuent au développement économique de Montréal par la création de leurs propres entreprises.	Bureau 800 385, rue Sherbrooke E. Montréal QC H2X 1E3 (514) 872-8401	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1995	Samson Bélair Deloitte et Touche	1/19

4. Des membres du secteur privé ont été nommés par le ministre de Développement économique Canada. Ils ne sont pas des employés fédéraux et ne représentent pas Développement économique Canada.

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada (suite)				
Fonds commun des SADC du Québec				
Gestion des liquidités grâce au réseau des SADC et prêts de dépannage aux membres.	Bureau 530 979, De Bourgogne Montréal QC G1W 2L4	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1999	Lemieux Nolet	1/5
Fonds de développement-emploi Montréal (FDEM)				
Favoriser le développement économique de Montréal par des investissements ponctuels dans les petites entreprises locales au moyen d'un fonds d'investissement de capitaux.	Bureau 100 5703, rue Sherbrooke E. Montréal QC H1N 3M1	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1988	Harel Drouin – PKF	1/12
Montréal International				
Promouvoir la grande région de Montréal au plan international.	Bureau 8000 380, rue Saint-Antoine O. Montréal QC H2Y 3X7	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1996	Raymond Chabot Grant Thornton	1/27
Quartier international de Montréal				
Consolider Montréal comme ville canadienne d'importance au chapitre de l'accueil d'organisations internationales par le réaménagement urbain de ce quartier.	Bureau 350 393, rue Saint-Jacques Montréal QC H2Y 1N9	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1999	Raymond Chabot Grant Thornton	2/10
Société de développement à l'exportation de Longueuil				
Offrir des conseils et des avis en matière d'exportation aux entreprises situées sur le territoire de la nouvelle ville de Longueuil.	Bureau 120 204, boul. de Montarville Longueuil QC J4B 6S2 (450) 645-2335	*Loi sur les compagnies* du Québec, partie III, 1988	Faucher Daviault	2/9

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada (suite)				
Société de développement de l'industrie maricole de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (SODIM) Inc.				
Appuyer le démarrage et le développement d'entreprises aquicoles sur le territoire de la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent, les Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord.	CP 310 153, rue de la Reine Gaspé QC G4X 1T5	*Loi sur les compagnies* du Québec, 1998	Eric Duguay C.A.	2/12
Société du Havre de Montréal				
Réaliser un plan directeur d'intervention pour le havre de Montréal.	303, rue Notre–Dame E. 3e étage Montréal QC H2Y 3Y8 (514) 872-9345	*Loi sur les compagnies* du Québec, partie III, 2002	Raymond Chabot Grant Thornton	2/15
Ministre des Affaires étrangères				
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique				
Promouvoir et appuyer la coopération entre le Canada et les autres pays pour la promotion et le renforcement des institutions visant les droits de la personne.	Bureau 1100 1001, boul. de Maisonneuve E. Montréal QC H2L 4P9 (514) 283-6073	*Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique*, 1988	Vérificateur général du Canada	10/13
Commission du parc international Roosevelt de Campobello				
Administrer comme site commémoratif au Président Franklin Delano Roosevelt.	459, route 774 Welshpool NB E5E 1A4 (506) 752-2922	*Loi sur la Commission du parc international Roosevelt de Campobello*, 1964	Foster, Carpenter, Black & Co.	3/6
Fondation Asie-Pacifique du Canada				
Raffermir les liens entre les citoyens et les institutions du Canada et ceux de la région Asie-Pacifique.	Suite 666 999 Canada Place Vancouver BC V6C 3E1 (604) 684-5986	*Loi constituant la Fondation Asie-Pacifique du Canada*, 1984	Deloitte & Touche	3/8

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Affaires indiennes et du Nord				
Société des pêcheurs autochtones du Nord				
Préserver les flottes de navire de pêche et les permis connexes pour le bénéfice à long terme des pêcheurs autochtones, et encourager leur développement en affaires comme opérateurs indépendants.	Site 19, Comp. 45 RR 3 Station Main Kitsum Kalum Reserve Terrace BC V8G 4R6 (250) 638-0986	*Loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique*, 1982	Carlyle Shepherd & Co.	0/6
Ministre des Anciens Combattants				
Fonds du Souvenir				
Veiller à fournir des funérailles dignes aux anciens combattants admissibles.	Bureau 401 505, boul. René–Lévesque Montréal QC H2Z 1Y7 (514) 866-2727	Charte fédérale, 1921	Conseils et Vérification Canada	1/12
Ministre des Pêches et des Océans				
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries				
Prendre les dispositions pour que les employés canadiens de toute commission internationale de pêches établie et maintenue par le Canada et/ou les États-Unis, dont l'administration centrale est située dans n'importe quel pays, soient protégés par une caisse de retraite ou un régime d'assurance et voir à leur administration.	a/s ministère des Pêches et Océans 200, rue Kent Ottawa ON K1A 0E6 (613) 993-1860	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1957	Directeur général, Direction de l'examen ministériel, de l'évaluation et de la vérification, Pêches et Océans	4/8

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et ministre des Finances				
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire				
Accorder des bourses à des étudiants qui en ont besoin et qui font preuve de mérite afin de faciliter l'accès aux études postsecondaires afin que les Canadiens et Canadiennes puissent acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour participer à l'économie et à la société en évolution.	Bureau 800 1000, rue Sherbrooke O. Montréal QC H3A 3R2	*Loi sur l'exécution du budget*, 1998	Ernst & Young s.r.l.	6/15
Ministre des Ressources naturelles				
Canadian Energy Research Institute				
Effectuer des recherches économiques indépendantes et de grande qualité dans le domaine de l'énergie et des questions et politiques environnementales connexes afin d'aider les entreprises et les organisations gouvernementales canadiennes.	Suite 150 3512-33 St. NW Calgary AB T2L 2A6 (403) 282-1231	*Alberta Societies Act*, 1996 *Loi sur les corporations canadiennes*, 1998	Joe Benaschak, C.A.	5/26
Congrès forestier mondial 2003				
Préparation du Congrès forestier mondial XII, Ville de Québec, Canada, du 21 au 28 septembre, 2003	800, Place d'Youville 18e étage Québec QC G1R 3P4	*Loi sur les corporations canadiennes*, 2001	À désigner	1/5

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Ressources naturelles (suite)				
Fondation canadienne de l'arbre, La				
Favoriser la sensibilisation et l'éducation de la population en ce qui a trait aux forêts canadiennes, et se faire l'instigateur d'un mouvement communautaire à ce chapitre en élaborant un code de déontologie au Canada, en coordonnant les initiatives et en sollicitant la collaboration des intervenants ainsi que des fonds en faveur de la plantation d'arbres dans le milieu urbain et rural.	Bureau 1750 220, av. Laurier O. Ottawa ON K1P 5Z9 (613) 567-5545	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1991	Ted R. Lupinski, CA	4/14
Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable				
La Fondation administrera le Fonds d'appui technologique au développement durable (FATDD) pour la mise au point et la démonstration de nouvelles technologies prometteuses en matière de développement durable, notamment des technologies liées aux problèmes de changement climatique et de la qualité de l'air.	Bureau 250 230, rue Queen Ottawa ON K1P 5E4	*Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable* (sanctionnée en 2001)	KPMG	7/15

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Ressources naturelles (suite)				
Forintek Canada Corporation				
Jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne le développement technologique de l'industrie canadienne des produits du bois, grâce à la création et à la mise en œuvre de concepts, de procédés, de produits et de programmes d'enseignement novateurs.	University of British Columbia 2665 East Mall Vancouver BC V6T 1W5 (604) 224-3221	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1979	Coopers & Lybrand	2/26
Institut canadien de recherches en génie forestier				
Effectuer des activités de recherche et de développement dans le but d'améliorer l'efficacité des opérations liées à la récolte et au transport du bois, ainsi qu'à l'amélioration du matériel utilisé aux fins de la sylviculture et de l'exploitation forestière des bois privés.	580, boul. Saint-Jean Pointe-Claire QC H9R 3J9 (514) 694-1140	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1976	Samson Bélair Deloitte & Touche	3/21
Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers				
Rehausser la compétitivité technique des entreprises membres en leur fournissant des données de recherche et une technologie améliorée.	570, boul. Saint-Jean Pointe-Claire QC H9R 3J9 (514) 630-4100	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1950	Samson Bélair Deloitte & Touche	2/22

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Ressources naturelles (suite)				
Mesures volontaires et registre inc. du Défi-climat du Canada				
Donner les moyens de promouvoir et de reconnaître l'efficacité de l'approche volontaire pour l'atteinte des objectifs du Canada en matière de changement climatique.	Bureau 600 170, av. Laurier O. Ottawa ON K1P 5V5 (613) 565-5151	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1997	McCay Duff & Co.	2/18
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers				
Administrer les dispositions pertinentes de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* mise en vigueur par le Parlement du Canada et l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. L'Office est financé à l'aide de contributions égales provenant du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial.	TD Centre 6th Floor 1791 Barrington St. Halifax NS B3N 3K9 (902) 422-5588	*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, 1988	Deloitte & Touche	2.5/5[5]

5. Le président est nommé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial.

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Ressources naturelles (suite)				
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers				
Administrer les dispositions pertinentes de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve* mises en vigueur par le Parlement du Canada et l'Assemblée législative de Terre-Neuve et du Labrador. L'Office est financé à l'aide de contributions égales fournies par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial.	TD Place 5th Floor 140 Water Street St. John's NL A1C 6H6 (709) 778-1400	*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve*, 1987	Deloitte & Touche	3.5/7[5]
Petroleum Technology Research Centre Inc.				
Initier et appuyer la recherche et le développement de projets dans le but d'améliorer la production et le recouvrement de ressources pétrolières canadiennes.	6 Research Drive Regina SK S4S 7J7	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1998	Mintz & Wallace	1/12
Société du complexe sylvicole des Maritimes				
Établir un complexe régional sylvicole dans les Maritimes.	Hugh John Flemming Forestry Centre 1350, rue Regent Fredericton NB E3C 2G6 (506) 452-6950	*Loi sur la Société du complexe sylvicole des Maritimes*, Nouveau-Brunswick, 1980	Deloitte & Touche	3/10

5. Le président est nommé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial.

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports				
Administration du pont du port de Saint John				
Construire un pont qui traverse le port de Saint John, conclure des ententes concernant le financement, la construction et l'exploitation financière du pont et percevoir des droits de péage et autres aux fins de l'exploitation et de l'entretien du pont.	CP 3728 Succursale B Saint John Ouest NB E2M 5C1 (506) 635-1320	Loi établissant une administration du pont du port de Saint John dans la ville de Saint John (N.-B.), 1962	Deloitte & Touche	1/7
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority				
Construire le Peace Bridge entre Buffalo (New York) et Fort Erie (Ontario) et en assurer l'entretien et l'exploitation.	Suite 232 10 Queen Street Fort Erie ON L2A 6M4 (905) 871-1608	*Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company*, 1934	Ernst & Young	5/10
Commission portuaire d'Oshawa				
Administrer et contrôler le port ainsi que les ouvrages et les biens immobiliers qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.	1050 Farewell Street Oshawa ON L1H 6N6 (905) 576-0400	*Loi sur les Commissions de port*, 1985	Deloitte & Touche	2/3

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports (suite)				
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent				
Gérer et exploiter la Voie maritime du Saint-Laurent conformément à une entente de gestion conclue entre la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent et Sa Majesté la Reine.	202 Pitt Street Cornwall ON K6J 3P7	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1998	Deloitte & Touche	1/9
NAV CANADA				
Acquérir, posséder, gérer, exploiter et développer le système canadien de navigation aérienne civile d'une manière sûre, efficiente et économique.	77, rue Metcalfe Ottawa ON K1P 5L6	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1996 *Loi sur la commercialisation des services de navigation aérienne civile*, 1996	KPMG	3/15
ADMINISTRATIONS AÉROPORTUAIRES CANADIENNES				
Le mandat des administrations aéroportuaires canadiennes est de gérer, d'exploiter et d'aménager l'aéroport ou les aéroports dont elles sont responsables, d'une manière sûre, efficiente, économique et viable, en exigeant des frais raisonnables des utilisateurs des aéroports et en assurant un accès équitable à tous les transporteurs aériens; d'assumer et de favoriser l'aménagement des terrains de l'aéroport dont elles sont responsables à des fins compatibles avec les activités liées au transport aérien, d'agrandir les installations de transport et de créer de l'activité économique compatible avec les activités liées au transport aérien. La date de la cession officielle de l'exploitation, de la gestion et du développement de l'aéroport ou les aéroports de Transports Canada à l'administration aéroportuaire survient généralement une ou plusieurs années après la date d'incorporation de l'administration.				
Administration de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa	50, ch. de l'aéroport Gloucester ON K1V 9B4	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	Deloitte & Touche	2/15

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports (suite)				
ADMINISTRATIONS AÉROPORTUAIRES CANADIENNES				
Aéroport de Québec Inc.	Aéroport international Jean-Lesage Local 203 6e avenue 500, rue Principale Sainte-Foy QC G2G 2T9	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1996	Raymond Chabot	2/15
Aéroport de Montréal	1100, boul. René-Lévesque O. Montréal QC H3B 4X8	*Loi sur les corporations canadiennes, partie II*, 1989	Raymond Chabot	2/13
Calgary Airport Authority	Calgary International Airport 2000 Airport Rd. NE Calgary AB T2E 6W5	*Regional Airports Authority Act* (Alberta), 1990	Price Waterhouse Coopers s.r.l.	2/17
Charlottetown Airport Authority Inc.	Suite 132 250 Maple Hills Ave. Charlottetown PE C1C 1N2	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1996	Grant Thornton	2/11
Edmonton Regional Airports Authority	PO Box 9860 Edmonton AB T5J 2T2	*Regional Airports Authority Act* (Alberta), 1990	KPMG	2/13
Gander International Airport Authority Inc.	PO Box 392 Gander NL A1V 1W8	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1996	Blair Jewer	2/13
Greater Fredericton Airports Authority Inc.	Unité 22 2570, autoroute 102 Lincoln NB E3B 9G1	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1996	Thornton McCain	2/11

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports (suite)				
ADMINISTRATIONS AÉROPORTUAIRES CANADIENNES *(suite)*				
Greater London International Airport Authority	1750 Grumlin Rd. London ON N5V 3B6	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	Ernst & Young	2/11
Greater Moncton Airport Authority Inc.	Unité 12 1575, rue Champlain Dieppe NB E1A 7P5	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	Grant Thornton	2/13
Greater Toronto Airports Authority	3111 Convair Drive PO Box 6031 Toronto AMF ON L5P 1B2	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1993	Deloitte & Touche	2/15
Halifax International Airport Authority	PO Box 40 Elmsdale NS B0N 1M0	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	Ernst & Young LLP	2/13
Prince George Airport Authority Inc.	Suite 201 1399-6th Avenue Prince George BC V2L 5L6	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 2000	Deloitte & Touche	2/11
Regina Airport Authority	1-5201 Regina Ave. Regina SK S4W 1B3	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1997	Ernst & Young	2/15
Saint John Airport Inc.	4180, chemin Loch Lomond Saint John NB E2N 1L7	Constituée en vertu d'une loi provinciale, 1997	Price Waterhouse Coopers	2/10
Saskatoon Airport Authority	Suite 1 2625 Airport Drive Saskatoon SK S7L 7L1	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	Deloitte & Touche	2/12
St. John's International Airport Authority	Unit 301 38 Pearson St. St. John's NL A1A 3R1	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1996	Ernst & Young	2/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports (suite)				
ADMINISTRATIONS AÉROPORTUAIRES CANADIENNES *(suite)*				
Thunder Bay International Airports Authority Inc.	340-100 Princess St. Thunder Bay ON P7E 6S2	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	Ernst & Young	2/9
Vancouver International Airport Authority	PO Box 23750 Airport Postal Outlet Richmond BC V7B 1Y7	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1990	KPMG	2/12
Victoria Airport Authority	1640 Electra Blvd PO Box 201 Sidney BC V8L 5V4	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1995	KPMG	2/12
Winnipeg Airports Authority Inc.	Admin. Bldg. Bureau 249 2000, av. Wellington Winnipeg MB R3H 1C2	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1993	KPMG	2/15
ADMINISTRATIONS PORTUAIRES DU CANADA				
Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.				
Administration portuaire de Belledune	112, prom. Shannon Belledune NB E8G 2W1	*Loi maritime du Canada*, 2000	Grant Thornton	5/7
Administration portuaire de Halifax	Quai 19 1215 Marginal Road PO Box 336 Halifax NS B3J 2P6	*Loi maritime du Canada*, 1999	Grant Thornton	5/7

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports (suite)				
ADMINISTRATIONS AÉROPORTUAIRES CANADIENNES *(suite)*				
Administration portuaire de Hamilton	605 James Street N Hamilton ON L8L 1K1 (905) 525-4330	*Loi maritime du Canada*, 2001	Price Waterhouse Coopers	5/7
Administration portuaire de Montréal	Édifice du port de Montréal, aile n° 1 Cité du Havre Montréal QC H3C 3R5	*Loi maritime du Canada*, 1999	Samson Belair Deloitte & Touche	5/7
Administration portuaire de Nanaimo	104 Front Street PO Box 131 Nanaimo BC V9R 5K4	*Loi maritime du Canada*, 1999	Bestwick & Partners	5/7
Administration portuaire de North Fraser	7911 Grauer Road Richmond BC V7B 1N4	*Loi maritime du Canada*, 1999	BDO Dunwoody	5/7
Administration portuaire de Port Alberni	2750 Harbour Road Port Alberni BC V9Y 7X2	*Loi maritime du Canada*, 1999	Hill Lacoursière & Mollon	5/7
Administration portuaire de Prince Rupert	200-215 Cowbay Road Prince Rupert BC V8J 1A2	*Loi maritime du Canada*, 1999	KPMG	5/7
Administration portuaire de Québec	150, rue Dalhousie CP 2268 Québec QC G1K 7P7	*Loi maritime du Canada*, 1999	Mallette	5/7
Administration portuaire de Saint John	5e étage 133, rue Prince William Saint John NB E2L 2B5	*Loi maritime du Canada*, 1999	Ernst & Young	5/7
Administration portuaire de Sept-Îles	1, quai Mgr-Blanche Sept-Îles QC G4R 5P3	*Loi maritime du Canada*, 1999	Mallette Maheu	5/7

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Transports (suite)				
ADMINISTRATIONS PORTUAIRES DU CANADA *(suite)*				
Administration portuaire de St. John's	1 Water Street PO Box 6178 St. John's NL A1C 5X8	*Loi maritime du Canada*, 1999	Grant Thornton	5/7
Administration portuaire de Thunder Bay	100 Main Street Thunder Bay ON P7B 6R9	*Loi maritime du Canada*, 1999	BDO Dunwoody	5/7
Administration portuaire de Toronto	60 Harbour Street Toronto ON M5J 1B7	*Loi maritime du Canada*, 1999	Deloitte & Touche	5/7
Administration portuaire de Trois-Rivières	Bureau 300 1545, rue du Fleuve Trois-Rivières QC G9A 5K2	*Loi maritime du Canada*, 1999	Morin Cadieux Matteau Normand	5/7
Administration portuaire de Vancouver	1900-200 Granville Street Vancouver BC V6C 2P9	*Loi maritime du Canada*, 1999	KPMG	6/9
Administration portuaire de Windsor	502-251 Goyeau Street Windsor ON N9A 6V2	*Loi maritime du Canada*, 1999	Collins Barrow	5/7
Administration portuaire du fleuve Fraser	500-713 Columbia Street New Westminster BC V3M 1B2	*Loi maritime du Canada*, 1999	Grant Thornton	5/7
Administration portuaire du Saguenay	6600, chemin du Terminal Ville de La Baie QC G7B 3N9	*Loi maritime du Canada*, 1999	Samson Belair Deloitte & Touche	5/7

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Milit-Air Inc.				
Milit-Air Inc. a pour but d'entreprendre des activités de formation des pilotes militaires canadiens et étrangers au Canada de manière sûre, efficace et économique, notamment par des activités proposées dans le cadre du programme « Entraînement en vol de l'OTAN au Canada ».	Edmonton AB	*Loi sur les corporations canadiennes*, partie II, 1998	KPMG	1/5
Ministre du Patrimoine canadien				
2003 Bathurst-Campbellton Canada Winter Games Host Society Inc.				
Planifier, organiser, gérer, promouvoir, financer, réaliser, exploiter et superviser les jeux d'hiver du Canada à Bathurst-Campbellton en 2003 au nom du Canada, de la province du Nouveau-Brunswick et à d'autres fins complémentaires.	29, rue Roseberry Campbellton Comté de Restigouche CP 456 Campbellton NB E3N 3G9	*Loi sur les corporations* du Nouveau-Brunswick, 1999	Barry R. Coleman, C.A.	1/22
Association canadienne des entraîneurs				
Accroître l'expérience de tous les athlètes canadiens grâce à un entraînement de qualité.	Bureau 300 141, av. Laurier O. Ottawa ON K1P 5S3 (613) 235-5000	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1971	Ouseley Hanvey Clipsham Deep s.r.l.	4/12
Association de développement olympique de Calgary				
Favoriser le développement d'athlètes canadiens de sport d'hiver; administrer le Fonds de dotation olympique; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc olympique du Canada.	88 Canada Olympic Road SW Calgary AB T2M 4N3 (403) 286-2632	*The Societies Act* of the Province of Alberta, 1979	Price Waterhouse Coopers	1/20

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre du Patrimoine canadien (suite)				
Association pour l'exportation du livre canadien				
Promouvoir l'exportation de livres canadiens. Administrer le budget de l'exportation pour le Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition de Patrimoine canadien.	Bureau 504 1, rue Nicholas Ottawa ON K1N 7B7 (613) 562-2324	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1972	Logan Katz	2/12
Centre canadien multisport – Atlantique				
Aider les athlètes de haut calibre à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.	Suite 308 5516 Spring Garden Rd. Halifax NS B3J 3G6 (902) 425-5822	*Nova Scotia Act*, 1999	Deloitte & Touche	1/15
Centre canadien multisport – Calgary				
Aider les athlètes de haut calibre à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.	c/o Physical Education Faculty University of Calgary 2500 University Drive NW Calgary AB T2N 1N4 (403) 220-8196	*The Societies Act* of the Province of Alberta, 1994	Price Waterhouse Coopers	1/12
Centre canadien multisport – Grand Victoria				
Créer un milieu dynamique favorisant l'excellence dans le sport à tous les niveaux en offrant des services d'entraînement de qualité et de calibre mondial aux athlètes et des programmes à long terme de développement du sport.	4636 Elk Drive Victoria BC V8Z 5M1 (250) 744-3583	*Society Act* of the Province of British Columbia, 1988	Norgaard Neale Campden Ltd.	1/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre du Patrimoine canadien (suite)				
Centre canadien multisport – Manitoba				
Aider les athlètes de haut calibre à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.	a/s Université du Manitoba Centre Frank Kennedy Bureau 138 17, chemin Dafoe Winnipeg MB R3T 2N2 (204) 474-6604	*Loi sur les corporations* du Manitoba	Hemingway Silver	1/17
Centre canadien multisport – Saskatchewan				
Aider les athlètes de haut calibre à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.	1870 Lorne Street Regina SK S4P 2L7 (306) 975-0809	Sous SaskSport Inc., 1972	KPMG	1/11
Centre canadien multisport – Toronto				
Aider les athlètes de haut calibre à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.	Suite 606A 1185 Eglinton Ave. E North York ON M3C 3C6 (416) 426-7184	*Loi sur les corporations canadiennes* (Ontario), 1998	James G.A. Gibbs	1/12
Centre de règlement des différends sportifs du Canada				
Fournir à la collectivité sportive un service national de règlement extrajudiciaire des différends sportifs ainsi qu'une expertise et une assistance dans ce domaine.	8305 Chemin Côte-de-Liesse Montréal QC H4T 1G5 (514) 733-6697 or 1-866-600-6697	*Loi sur l'activité physique et le sport*, 2003	À désigner	12/12

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre du Patrimoine canadien (suite)				
Centre national multisport – Montréal				
Aider les athlètes de haut niveau à mieux se préparer en vue de l'atteinte de performances maximales lors des Jeux olympiques, Championnats du monde et autres compétitions internationales d'envergure.	1000, av. Émile-Journeault Montréal QC H2M 2E7 (514) 872-1999	Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec, 1997	Gosselin et associés	1/10
Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2010 à Vancouver				
Organiser et administrer la tenue des jeux Olympiques et Paralympiques de 2010 à Vancouver et à Whistler	650-375 Water Street Vancouver BC V6B 5C6 (604) 408-2010	Partie II de la *Loi sur les sociétés canadiennes*, 2003	À désigner	3/20
Conseil des Jeux du Canada				
Assurer l'organisation d'une grande manifestation sportive nationale multidisciplinaire à l'intention des meilleurs jeunes athlètes de toutes les provinces et territoires.	Bureau 701 2197, prom. Riverside Ottawa ON K1H 7X3 (613) 526-2320	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1991	Cloutier & Brisebois	3/14

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et annee de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre du Patrimoine canadien (suite)				
Fonds canadien de télévision, Le				
Appuyer la production d'émissions significatives sur le plan culturel et de haute qualité pour les Canadiens et les Canadiennes, et leur télédiffusion aux heures de grande écoute en français, en anglais et dans des langues autochtones. Ces émissions englobent les dramatiques, les émissions de variété, les émissions pour enfants, les documentaires et les émissions des arts de la scène, produites par les secteurs de production de la majorité et de la minorité de l'une ou l'autre des langues officielles.	5th Floor 111 Queen Street E. Toronto ON M5C 1S2 (416) 214-4400 1-877-975-0766	Partie II de la *Loi sur les sociétés canadiennes*, 1996	KPMG	5/19
Fonds du legs des Jeux du Commonwealth				
Financer les programmes visant à élaborer des normes élevées de performance et d'excellence concurrentielle dans le sport amateur canadien et international.	4636 Elk Drive Victoria BC V8Z 5M1 (250) 744-3583	*Loi sur les corporation canadiennes, 1994* *Society Act* of the Province of British Columbia, 1994	Dale Matheson Carr Hilton	1/5

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre du Patrimoine canadien (suite)				
Hamilton 2003 Championnats du monde de cyclisme sur Route				
Organiser et gérer le Championnat mondial de vélo de route de 2003 à Hamilton.	a/s David Braley Orlick Industries Inc. 411 Parkdale Avenue North PO Box 591 LCD#1 Hamilton ON L8L 8G1 (905) 544-1997 poste 303	*Loi sur les corporations canadiennes*, 2000	KPMG	2/12
Les 3e championnats du monde d'athlétisme jeunesse de l'IAAF – Sherbrooke 2003				
Promouvoir et célébrer les nouveaux niveaux de performance des athlètes de 15 à 17 ans.	145, rue Sauvé Sherbrooke QC J1L 1L6 (819) 573-2003	Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec, 2001	Samson Bélair Deloitte & Touche	1/12
PacificSport Centre canadien multisport – Vancouver				
Aider les athlètes de haut calibre à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.	BC Place Stadium 3rd Floor East Airlock 777 Pacific Blvd. South Vancouver BC V6B 4Y8 (604) 730-7228	*Society Act* of the Province of British Columbia, 1998	Staley Okada Chandler & Scott	1/12
Société d'accueil des Jeux d'été du Canada Regina 2005 Inc.				
Planifier, organiser, gérer, promouvoir, financer, diriger, administrer et superviser les Jeux d'été de Regina Canada 2005, au nom du Canada, de la province de la Saskatchewan et au nom d'autres groupes.	Suite 205 438 Victoria Avenue East Regina SK S4N 0P6	*Loi sur les corporations canadiennes*, 2001	Virtus Group s.r.l.	1/9

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Ministre du Patrimoine canadien (suite)				
Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada Whitehorse 2007 Inc.				
Planifier, organiser, gérer, promouvoir, financer, diriger, administrer et superviser les Jeux d'hiver de Whitehorse Canada 2007, au nom du Canada, du Territoire du Yukon et au nom d'autres groupes.	Bag 2007 Whitehorse, YK Y1A 6T7	*Loi sur les corporations canadiennes*, 2002	À désigner	2/18
TV5 Québec Canada				
Promouvoir le français à l'échelle du monde grâce à l'exploitation d'un service spécialisé de télévision.	Bureau 101 1755, boul. René-Lévesque E. Montréal QC H2K 4P6 (514) 522-5322	Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, 1991	Samson Bélair Deloitte & Touche	2/9
Premier ministre				
Institut Vanier de la famille				
Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur milieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.	94 Centrepointe Drive Nepean ON K2G 6B1 (613) 228-8500	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1965	McCay Duff & Company	2/18
Nature Trust of British Columbia, The				
Acheter et préserver des étendues de terre ayant une importance écologique en Colombie-Britannique.	260-1000 Roosevelt Crescent North Vancouver BC V7P 1M3 (604) 924-9771	*Loi sur les corporations canadiennes*, 1971	KPMG	1/11

Sociétés à régie partagée

Ministre de tutelle Nom et mandat de la société	Renseignements sur le siège social	Loi applicable et année de constitution	Vérificateur	Administrateurs nommés par le fédéral
Président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé				
Commission canadienne du blé				
La Commission canadienne du blé est constituée dans le but de favoriser le commerce interprovincial et l'exportation du blé et de l'orge produits au Canada.	CP 816, succ. Main 423, rue Main Winnipeg MB R3C 2P5 (204) 983-0239	*Loi sur la Commission canadienne du blé*, 1935 et modifications de la *Loi sur la commission canadienne du blé*, 1998	Deloitte & Touche	5/15

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

En vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, le surintendant des faillites a reçu des actions dans les sociétés à régie partagée suivantes :

1. 1239370 Ontario Inc.
2. 1395884 Ontario Limited
3. Amertek Inc.
4. Autoskill International Inc.
5. B.C. Pacific Capital Corporation
6. Bugaboos Eyewear Corporation
7. Canadian Manoir
8. Canplats Resources Corporation
9. Carvern International
10. Consolidated Stone Industries Inc.
11. Cosem Neurostim Ltée
12. Custom Assemblies Limited
13. Data Trax Systems Ltd.
14. Dynasty Motocar Corporation
15. Ebdental Inc.
16. Goldenhill Cattle Company Ltd.
17. Groupe Immobilier Grilli Inc.
18. Hyal Pharmaceutical Corporation
19. IANett International Systems Ltd.
20. International Pursuit Corporation
21. InterUnion Financial Corporation
22. Kenloch Distillers Ltd.
23. Les Développements Phénix (1995) Inc.
24. Les laboratoires Quelab Inc.
25. Madison Partners Limited
26. Omnitec Migration International Inc.
27. Plain Tree Systems Inc.
28. Planète Medica Inc.
29. Process Capital Corporation
30. Sahelian Goldfields Inc.
31. Sécurité Auratek Inc.
32. Sitraco Inc.
33. Techcana Inc.
34. The Vivant Group Inc.
35. Unibex Inc.

V. Listes des sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

Liste des sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts[1] par portefeuille ministériel

Nom de la société	Catégorie
Affaires étrangères	
Banque africaine de développement	Organisation internationale
Banque asiatique de développement	Organisation internationale
Banque de développement des Caraïbes	Organisation internationale
Banque interaméricaine de développement	Organisation internationale
Centre de recherches pour le développement international	Société d'État mère
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	Société à régie partagée
Commission de la frontière internationale	Organisation internationale
Commission du parc international Roosevelt de Campobello	Société à régie partagée
Fondation Asie-Pacifique du Canada	Société à régie partagée
Affaires indiennes et du Nord	
Société des pêcheurs autochtones du Nord	Société à régie partagée
Agriculture et Agroalimentaire	
Agri-adapt Council Inc.	Société à régie partagée
Agricultural Adaptation Council	Société à régie partagée
Agriculture and Food Council of Alberta	Société à régie partagée
Agri-Futures Nova Scotia	Société à régie partagée
British Columbia Investment Agriculture Foundation (BCIAF)	Société à régie partagée
Canada-Alberta Beef Industry Development Fund	Société à régie partagée
Canada-Alberta Hog Industry Development Fund	Société à régie partagée
Canada-Alberta Sugar Beet Industry Development Fund	Société à régie partagée
Canada-Newfoundland Agri-Food Innovation Fund	Société à régie partagée
Centre de développement du porc du Québec Inc.	Société à régie partagée
Centre de diversification des cultures du Manitoba	Société à régie partagée
Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick (BioAtlantech)	Société à régie partagée
Commission canadienne du lait	Société d'État mère
Conseil agricole du Nouveau-Brunswick inc.	Société à régie partagée
Conseil canadien de la gestion d'entreprises agricoles (CCGEA)	Société à régie partagée
Conseil de recherches en pêche et agroalimentaire du Québec (CORPAQ)	Société à régie partagée
Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec (CDAQ)	Société à régie partagée
Financement agricole Canada	Société d'État mère
Fonds québécois d'adaptation des entreprises agroalimentaires, inc.	Société à régie partagée

1. À l'exception des sociétés assujetties à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Nom de la société	Catégorie
Initiative de recherche-développement Canada-Manitoba au sein du secteur agroalimentaire	Société à régie partagée
Institut international du Canada pour le grain	Société à régie partagée
Manitoba Rural Adaptation Council Inc.	Société à régie partagée
Nova Scotia Technology Development 2000	Société à régie partagée
POS Pilot Plant Corporation	Société à régie partagée
Prince Edward Island Adapt Council Inc. (PEIAC)	Société à régie partagée
Saskatchewan Council for Community Development	Société à régie partagée
Société canadienne d'enregistrement des animaux	Société à régie partagée
Territorial Farmers Association NWT	Société à régie partagée
Western Grains Research Foundation	Société à régie partagée
Yukon Agricultural Association	Société à régie partagée
Anciens Combattants	
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	Organisation internationale
Fonds du Souvenir	Société à régie partagée
Commerce international	
Corporation commerciale canadienne	Société d'État mère
Exinvest Inc.	Filiale d'Exportation et développement Canada
Exportation et développement Canada	Société d'État mère
Conseil du Trésor (Président du)	
Commission canadienne du blé	Société à régie partagée
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public	Société d'État mère
PSPIB Immobilier Canada Inc.	Filiale de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
PSPIB Immobilier International Inc.	Filiale de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public
PSPIB-LS Inc.	Filiale de PSPIB Immobilier International Inc.
PSPIB-LSIF Inc.	Filiale de PSPIB Immobilier International Inc.
Environnement	
Comité international du Niagara	Organisation internationale
Commission de contrôle du lac des Bois	Société à régie partagée
Commission nord-américaine de coopération environnementale – Comité consultatif mixte	Organisation internationale
Conseil international de contrôle du lac des Bois	Organisation internationale
Conseil international de contrôle du lac Memphrémagog	Organisation internationale
Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère	Société à régie partagée
Habitat faunique du Canada	Société à régie partagée

Nom de la société	Catégorie
International Porcupine Caribou Management Board	Organisation internationale
Finances	
Agence multilatérale d'assurance des investissements	Organisation internationale
Association internationale de développement	Organisation internationale
Banque du Canada	Société d'État mère
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Organisation internationale
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Organisation internationale
Canada Eldor Inc.	Filiale de La Corporation de développement des investissements du Canada
Canada Hibernia Holding Corporation	Filiale de La Corporation de développement des investissements du Canada
Corporation de développement des investissements du Canada, La	Société d'État mère
Fonds monétaire international	Organisation internationale
Hibernia Management and Development Company Ltd.	Associé à Canada Hibernia Holding Corporation
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	Société d'État mère
Petro-Canada	Entreprise mixte
Société d'assurance-dépôts du Canada	Société d'État mère
Société de placements immobiliers de l'Office d'investissement du RPC	Filiale de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Société de placements privés de l'Office d'investissement du RPC	Filiale de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Société financière internationale	Organisation internationale
Industrie	
Banque de développement du Canada	Société d'État mère
Bell Bay Golf Developments Incorporated	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton
Cape Breton Marine Farming Limited	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton
Commission canadienne du tourisme	Société d'État mère
Conseil canadien des normes	Société d'État mère
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton; fait rapport comme Société d'État mère, aux termes du paragraphe 86(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*
DARR (Cape Breton) Limited	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton
Fondation canadienne de l'innovation	Société à régie partagée

Nom de la société	Catégorie
Génome Canada	Société à régie partagée
Gulf Bras D'Or Estates Limited	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton
Jackmen Development Limited	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton
Lynnwood Inn Limited	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton
Silver Screen Star Limited	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton
Société d'expansion du Cap-Breton	Société d'État mère
Industrie (Développement économique Canada)	
Centre d'affaires Info entreprises	Société à régie partagée
Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage de l'université du Québec à Chicoutimi (CEE-UQAC)	Société à régie partagée
Corporation Camp Spatial Canada	Société à régie partagée
Fondation du maire de Montréal pour la Jeunesse	Société à régie partagée
Fonds commun des SADC du Québec	Société à régie partagée
Fonds de développement-emploi Montréal (FDEM)	Société à régie partagée
Montréal International	Société à régie partagée
Quartier international de Montréal	Société à régie partagée
Société de développement à l'exportation de Longueuil	Société à régie partagée
Société de développement de l'industrie maricole de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (SODIM) Inc.	Société à régie partagée
Société du Havre de Montréal	Société à régie partagée
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	Entreprise en coparticipation
Industrie (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)	
North Portage Development Corporation & The Forks Renewal Corporation	Entreprise en coparticipation
Infrastructure et Collectivités	
Parc Downsview Park inc.	Filiale de la Société immobilière du Canada limitée
Queens Quay West Land Corporation	Société d'État mère
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	Filiale de la Société immobilière du Canada limitée; fait rapport comme société d'État mère, aux termes du paragraphe 86(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
Société immobilière du Canada CLC Limitée	Filiale de la Société immobilière du Canada limitée
Société immobilière du Canada Limitée	Société d'État mère

Nom de la société	Catégorie
Patrimoine canadien	
2003 Bathurst-Campbellton Canada Winter Games Host Society Inc.	Société à régie partagée
Agence mondiale antidopage	Organisation internationale
ARTV	Société affiliée à la Société Radio-Canada
Association canadienne des entraîneurs	Société à régie partagée
Association de développement olympique de Calgary	Société à régie partagée
Association pour l'exportation du livre canadien	Société à régie partagée
Cable North Microwave Limited	Société affiliée à la Société Radio-Canada
Centre canadien multisport – Atlantique	Société à régie partagée
Centre canadien multisport – Calgary	Société à régie partagée
Centre canadien multisport – Grand Victoria	Société à régie partagée
Centre canadien multisport – Manitoba	Société à régie partagée
Centre canadien multisport – Saskatchewan	Société à régie partagée
Centre canadien multisport – Toronto	Société à régie partagée
Centre de règlement des différends sportifs du Canada	Société à régie partagée
Centre national multisport – Montréal	Société à régie partagée
Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2010 à Vancouver	Société à régie partagée
Commission de la capitale nationale	Société d'État mère
Conseil des Arts du Canada	Société d'État mère
Conseil des Jeux du Canada	Société à régie partagée
Country Canada	Filiale de la Société Radio-Canada
Fondation canadienne des relations raciales	Société d'État mère
Fonds canadien de télévision, Le	Société à régie partagée
Fonds du legs des Jeux du Commonwealth	Société à régie partagée
Hamilton 2003 Championnats du monde de cyclisme sur route	Société à régie partagée
Les 3e championnats du monde d'athlétisme jeunesse de l'IAAF – Sherbrooke 2003	Société à régie partagée
Look Communications Inc.	Société affiliée à la Société Radio-Canada
Master FM Limited	Société affiliée à la Société Radio-Canada
Musée canadien de la nature	Société d'État mère
Musée canadien des civilisations	Société d'État mère
Musée des beaux-arts du Canada	Société d'État mère
Musée national des sciences et de la technologie	Société d'État mère
PacificSport Centre canadien multisport – Vancouver	Société à régie partagée
Société d'accueil des Jeux d'été du Canada Regina 2005 Inc.	Société à régie partagée
Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada Whitehorse 2007 Inc.	Société à régie partagée

Nom de la société	Catégorie
Société du Centre national des Arts	Société d'État mère
Société Radio-Canada	Société d'État mère
Téléfilm Canada	Société d'État mère
The Canadian Documentary Channel	Société affiliée à la Société Radio-Canada
TV5 Monde	Société affiliée à la Société Radio-Canada
TV5 Québec Canada	Société à régie partagée
Visnews Limited	Société affiliée à la Société Radio-Canada
Pêches et Océans	
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	Société d'État mère
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	Société à régie partagée
Premier ministre	
Institut Vanier de la famille	Société à régie partagée
Nature Trust of British Columbia, The	Société à régie partagée
Ressources humaines et Développement des compétences	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Société d'État mère
Ressources humaines et Développement des compétences / Finances	
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire	Société à régie partagée
Ressources naturelles	
AECL Technologies B.V.	Filiale de Énergie atomique du Canada limitée
AECL Technologies Inc.	Filiale de Énergie atomique du Canada limitée
Canadian Energy Research Institute	Société à régie partagée
Congrès forestier mondial 2003	Société à régie partagée
Énergie atomique du Canada Limitée	Société d'État mère
Fondation canadienne de l'arbre	Société à régie partagée
Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	Société à régie partagée
Forintek Canada Corporation	Société à régie partagée
Institut canadien de recherches en génie forestier	Société à régie partagée
Institut canadien de recherches sur les pâtes et papier	Société à régie partagée
Lower Churchill Development Corporation Limited	Entreprise en coparticipation
Mesures volontaires et registre inc. du Défi-climat du Canada	Société à régie partagée
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	Société à régie partagée
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	Société à régie partagée
Petroleum Technology Research Centre Inc.	Société à régie partagée
Société de développement du Cap-Breton	Société d'État mère
Société du complexe sylvicole des Maritimes	Société à régie partagée

Nom de la société	Catégorie
Revenu national	
2875039 Canada Limitée	Filiale de la Société canadienne des postes
2875047 Canada Limited	Filiale de la Société canadienne des postes
3906949 Canada Inc.	Filiale de la Société canadienne des postes
964102 Ontario Inc.	Filiale de Les investissements Purolator ltée
Assured Logistics Inc.	Filiale de Progistix-Solutions Inc.
Canadian Teleservices Corporation	Filiale de Courrier Purolator Ltée
Co-operative Vereniging International Post Corporation U.A.	Société affiliée à la Société canadienne des postes
Courrier Purolator Ltée	Filiale de Les investissements Purolator ltée.
Distribution Management Services Inc.	Filiale de Courrier Purolator Ltée
EPO Inc.	Filiale de la Société de portefeuille EPO Inc.
Innovapost Inc.	Filiale de la Société Canadienne des postes
Intelcom Courier Canada Inc.	Filiale de la Société 3906949 Canada Inc., Société affiliée à la Société canadienne des postes
IPC Technology S.C.	Filiale de Cooperative Vereniging International Post Corporation U.A.
IPC Unipost S.C.	Filiale de Cooperative Vereniging International Post Corporation U.A.
Les investissements Purolator ltée	Société affiliée à la Société canadienne des postes; Filiale de la Société 2875039 Canada Limited
Monnaie royale canadienne	Société d'État mère
Nieuwe Post Nederlandse Antillen N.V.	Filiale de Postes Canada internationale limitée
Postes Canada internationale limitée	Filiale de la Société canadienne des postes
Progistix–Solutions Inc.	Filiale de la Société 3906949 Canada Inc., Société affiliée à la Société canadienne des postes
Purolator Courier U.S. Ltd.	Filiale de Purolator Holdings U.S. Ltd.
Purolator Customs Services Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée
Purolator Holdings U.S. Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée

Nom de la société	Catégorie
Purolator Trade Solutions Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée
RCMH-MRCF Inc.	Filiale de la Monnaie royale canadienne
Services spécialisés TGM Inc.	Société affiliée à RCMH-MRCF Inc.
Société canadienne des postes	Société d'État mère
Société de portefeuille EPO Inc.	Filiale de la Société canadienne des postes
Supercourier (1987) Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée
Santé	
Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies	Société à régie partagée
Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé	Société à régie partagée
Inforoute Santé du Canada Inc.	Société à régie partagée
Institut canadien d'information sur la santé	Société à régie partagée
Office canadien de coordination de l'évaluation des technologies de la santé (OCCETS)	Société à régie partagée
PARTICIPaction	Société à régie partagée
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	Société à régie partagée
Transports	
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	Société d'État mère
Administration de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa	Société à régie partagée
Administration de pilotage de l'Atlantique	Société d'État mère
Administration de pilotage des Grands Lacs	Société d'État mère
Administration de pilotage des Laurentides	Société d'État mère
Administration de pilotage du Pacifique	Société d'État mère
Administration du pont Blue Water	Société d'État mère
Administration du pont du port de Saint John	Société à régie partagée
Administration portuaire de Belledune	Société à régie partagée
Administration portuaire de Halifax	Société à régie partagée
Administration portuaire de Hamilton	Société à régie partagée
Administration portuaire de Montréal	Société à régie partagée
Administration portuaire de Nanaimo	Société à régie partagée
Administration portuaire de North Fraser	Société à régie partagée
Administration portuaire de Port Alberni	Société à régie partagée
Administration portuaire de Prince Rupert	Société à régie partagée
Administration portuaire de Québec	Société à régie partagée
Administration portuaire de Saint-John	Société à régie partagée
Administration portuaire de Sept-Îles	Société à régie partagée
Administration portuaire de St. John's	Société à régie partagée
Administration portuaire de Thunder Bay	Société à régie partagée
Administration portuaire de Toronto	Société à régie partagée

Nom de la société	Catégorie
Administration portuaire de Trois-Rivières	Société à régie partagée
Administration portuaire de Vancouver	Société à régie partagée
Administration portuaire de Windsor	Société à régie partagée
Administration portuaire du fleuve Fraser	Société à régie partagée
Administration portuaire du Saguenay	Société à régie partagée
Aéroport de Montréal	Société à régie partagée
Aéroport de Québec Inc.	Société à régie partagée
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	Société à régie partagée
Calgary Airport Authority	Société à régie partagée
Charlottetown Airport Authority Inc.	Société à régie partagée
Commission portuaire d'Oshawa	Société à régie partagée
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	Société à régie partagée
Corporation du Pont international de la Voie maritime Ltée, La	Filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée
Edmonton Regional Airport Authority	Société à régie partagée
Gander International Airport Authority Inc.	Société à régie partagée
Greater Fredericton Airport Authority Inc.	Société à régie partagée
Greater London International Airport Authority	Société à régie partagée
Greater Moncton Airport Authority Inc.	Société à régie partagée
Greater Toronto Airports Authority	Société à régie partagée
Halifax International Airport Authority	Société à régie partagée
Marine Atlantique S.C.C.	Société d'État mère
NAV CANADA	Société à régie partagée
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les	Filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée
Prince George Airport Authority Inc.	Société à régie partagée
Regina Airport Authority	Société à régie partagée
Ridley Terminals Inc.	Société d'État mère
Saint John Airport Inc.	Société à régie partagée
Saskatoon Airport Authority	Société à régie partagée
Société des ponts fédéraux Limitée, La	Société d'État mère
St. John's International Airport Authority	Société à régie partagée
St. Mary's River Bridge Company	Filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée
Thunder Bay International Airports Authority Inc.	Société à régie partagée
Vancouver International Airport Authority	Société à régie partagée
VIA Rail Canada Inc.	Société d'État mère
Victoria Airport Authority	Société à régie partagée
Winnipeg Airports Authority Inc.	Société à régie partagée
Travaux publics et Services gouvernementaux	
Construction de Défense (1951) Limitée	Société d'État mère
Milit-Air Inc.	Société à régie partagée

Liste des sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts[1] par ordre alphabétique

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
2003 Bathurst-Campbellton Canada Winter Games Host Society Inc.	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
2875039 Canada Limitée	Filiale de la Société canadienne des postes	Revenu national
2875047 Canada Limited	Filiale de la Société canadienne des postes	Revenu national
3906949 Canada Inc.	Filiale de la Société canadienne des postes	Revenu national
964102 Ontario Inc.	Filiale de Les investissements Purolator ltée	Revenu national
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	Société d'État mère	Transports
Administration de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa	Société à régie partagée	Transports
Administration de pilotage de l'Atlantique	Société d'État mère	Transports
Administration de pilotage des Grands Lacs	Société d'État mère	Transports
Administration de pilotage des Laurentides	Société d'État mère	Transports
Administration de pilotage du Pacifique	Société d'État mère	Transports
Administration du pont Blue Water	Société d'État mère	Transports
Administration du pont du port de Saint John	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Belledune	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Halifax	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Hamilton	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Montréal	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Nanaimo	Société à régie partagée	Transports

1. À l'exception des sociétés assujetties à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Administration portuaire de North Fraser	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Port Alberni	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Prince Rupert	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Québec	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Saint John	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Sept-Îles	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de St. John's	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Thunder Bay	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Toronto	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Trois-Rivières	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Vancouver	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire de Windsor	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire du fleuve Fraser	Société à régie partagée	Transports
Administration portuaire du Saguenay	Société à régie partagée	Transports
AECL Technologies B.V.	Filiale de Énergie atomique du Canada limitée	Ressources naturelles
AECL Technologies Inc.	Filiale de Énergie atomique du Canada limitée	Ressources naturelles
Aéroport de Montréal	Société à régie partagée	Transports
Aéroport de Québec Inc.	Société à régie partagée	Transports
Agence mondiale antidopage	Organisation internationale	Patrimoine canadien
Agence multilatérale d'assurance des investissements	Organisation internationale	Finances
Agri-adapt Council Inc.	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Agricultural Adaptation Council	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Agriculture and Food Council of Alberta	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Agri-Futures Nova Scotia	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
ARTV	Société affiliée à la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Association canadienne des entraîneurs	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Association de développement olympique de Calgary	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Association internationale de développement	Organisation internationale	Finances
Association pour l'exportation du livre canadien	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Assured Logistics Inc.	Filiale de Progistix-Solutions Inc.	Revenu national
Banque africaine de développement	Organisation internationale	Affaires étrangères
Banque asiatique de développement	Organisation internationale	Affaires étrangères
Banque de développement des Caraïbes	Organisation internationale	Affaires étrangères
Banque de développement du Canada	Société d'État mère	Industrie
Banque du Canada	Société d'État mère	Finances
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Organisation internationale	Finances
Banque interaméricaine de développement	Organisation internationale	Affaires étrangères
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	Organisation internationale	Finances
British Columbia Investment Agriculture Foundation (BCIAF)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Bell Bay Golf Developments Incorporated	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority	Société à régie partagée	Transports
Cable North Microwave Limited	Société affiliée à la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Calgary Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Canada-Alberta Beef Industry Development Fund	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Canada-Alberta Hog Industry Development Fund	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Canada-Alberta Sugar Beet Industry Development Fund	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Canada-Newfoundland Agri-Food Innovation Fund	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Canada Eldor Inc.	Filiale de La Corporation de développement des investissements du Canada	Finances
Canada Hibernia Holding Corporation	Filiale de La Corporation de développement des investissements du Canada	Finances
Canadian Energy Research Institute	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Canadian Teleservices Corporation	Filiale de Courrier Purolator Ltée	Revenu national
Cape Breton Marine Farming Limited	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies	Société à régie partagée	Santé
Centre canadien multisport – Atlantique	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Centre canadien miltisport – Calgary	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Centre canadien multisport – Grand Victoria	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Centre canadien multisport – Manitoba	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Centre canadien multisport – Saskatchewan	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Centre canadien multisport – Toronto	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Centre d'affaires Info entreprises	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Centre de développement du porc du Québec Inc.	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Centre de diversification des cultures du Manitoba (CDCM)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage de l'université du Québec à Chicoutimi (CEE-UQAC)	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Centre de recherches pour le développement international	Société d'État mère	Affaires étrangères
Centre de règlement des différends sportifs du Canada	Société à régie partagée	Patrimoine canadien

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick (BioAtlantech)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	Société à régie partagée	Affaires étrangères
Centre national multisport – Montréal	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Charlottetown Airport Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports
Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2010 à Vancouver	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Comité international du Niagara	Organisation internationale	Environnement
Commission canadienne du blé	Société à régie partagée	Président du Conseil du Trésor
Commission canadienne du lait	Société d'État mère	Agriculture et Agroalimentaire
Commission canadienne du tourisme	Société d'État mère	Industrie
Commission de contrôle du lac des Bois	Société à régie partagée	Environnement
Commission de la capitale nationale	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Commission de la frontière internationale	Organisation internationale	Affaires étrangères
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	Organisation internationale	Anciens combattants
Commission du parc international Roosevelt de Campobello	Société à régie partagée	Affaires étrangères
Commission nord-américaine de coopération environnementale – Comité consultatif mixte	Organisation internationale	Environnement
Commission portuaire d'Oshawa	Société à régie partagée	Transports
Congrès forestier mondial 2003	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Conseil canadien de la gestion d'entreprises agricoles (CCGEA)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Conseil canadien des normes	Société d'État mère	Industrie
Conseil de recherches en pêche et agroalimentaire du Québec (CORPAQ)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Conseil des Arts du Canada	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Conseil des Jeux du Canada	Société à régie partagée	Patrimoine canadien

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Conseil international de contrôle du lac des Bois	Organisation internationale	Environnement
Conseil international de contrôle du lac Memphrémagog	Organisation internationale	Environnement
Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec (CDAQ)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Construction de Défense (1951) Limitée	Société d'État mère	Travaux publics et Services gouvernementaux
Co-operative Vereniging International Post Corporation U.A.	Société affiliée à la Société canadienne des postes	Revenu national
Corporation Camp Spatial Canada	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Corporation commerciale canadienne	Société d'État mère	Commerce international
Corporation de développement des investissements du Canada, La	Société d'État mère	Finances
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	Société à régie partagée	Transports
Corporation du Pont international de la Voie maritime Ltée, La	Filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée	Transports
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton; fait rapport comme société d'État mère, aux termes du paragraphe 86(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.	Industrie
Country Canada	Filiale de la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Courrier Purolator Ltée	Filiale de Les investissements Purolator ltée.	Revenu national
DARR (Cape Breton) Limited	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Distribution Management Services Inc.	Filiale de Courrier Purolator Ltée	Revenu national
Edmonton Regional Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Énergie atomique du Canada Limitée	Société d'État mère	Ressources naturelles
EPO Inc.	Filiale de la Société de portefeuille EPO Inc.	Revenu national
Exinvest Inc.	Filiale de Exportation et développement Canada	Commerce international

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Exportation et développement Canada	Société d'État mère	Commerce international
Financement agricole Canada	Société d'État mère	Agriculture et Agroalimentaire
Fondation Asie-Pacifique du Canada	Société à régie partagée	Affaires étrangères
Fondation canadienne de l'arbre	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé	Société à régie partagée	Santé
Fondation canadienne de l'innovation	Société à régie partagée	Industrie
Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire	Société à régie partagée	Ressources humaines et Développement des compétences / Finances
Fondation canadienne des relations raciales	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère	Société à régie partagée	Environnement
Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Fondation du maire de Montréal pour la Jeunesse	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Fonds canadien de télévision, Le	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Fonds commun des SADC du Québec	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Fonds de développement-emploi Montréal (FDEM)	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Fonds du legs des Jeux du Commonwealth	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Fonds du Souvenir	Société à régie partagée	Anciens combattants
Fonds monétaire international	Organisation internationale	Finances
Fonds québécois d'adaptation des entreprises agroalimentaires, inc.	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Forintek Canada Corporation	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Gander International Airport Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports
Génome Canada	Société à régie partagée	Industrie
Greater Fredericton Airport Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Greater London International Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Greater Moncton Airport Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports
Greater Toronto Airports Authority	Société à régie partagée	Transports
Gulf Bras D'Or Estates Limited	Filiale de la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Habitat faunique du Canada	Société à régie partagée	Environnement
Halifax International Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Hamilton 2003 Championnats du monde de cyclisme sur route	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Hibernia Management and Development Company Ltd.	Société affiliée à Canada Hibernia Holding Corporation	Finances
Inforoute Santé du Canada Inc.	Société à régie partagée	Santé
Initiative de recherche-développement Canada-Manitoba au sein du secteur agroalimentaire	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Innovapost Inc.	Filiale de la Société canadienne des postes	Revenu national
Institut canadien de recherches en génie forestier	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Institut canadien de recherches sur les pâtes et papier	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Institut canadien d'information sur la santé	Société à régie partagée	Santé
Institut international du Canada pour le grain	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Institut Vanier de la famille	Société à régie partagée	Premier ministre
Intelcom Courier Canada Inc.	Filiale de la Société 3906949 Canada Inc., Société affiliée à la Société canadienne des postes	Revenu national
International Porcupine Caribou Management Board	Organisation internationale	Environnement
IPC Technology S.C.	Filiale de Cooperative Vereniging International Post Corporation U.A.	Revenu national
IPC Unipost S.C.	Filiale de Cooperative Vereniging International Post Corporation U.A.	Revenu national

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Jackmen Development Limited	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Les 3e championnats du monde d'athlétisme jeunesse de l'IAFF – Sherbrooke 2003	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Les investissements Purolator ltée	Société affiliée à la Société canadienne des postes; Filiale de la Société 2875039 Canada Limited	Revenu national
Look Communications Inc.	Société affiliée à la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Lower Churchill Development Corporation Limited	Entreprise en coparticipation	Ressources naturelles
Lynnwood Inn Limited	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Manitoba Rural Adaptation Council Inc.	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Marine Atlantique S.C.C.	Société d'État mère	Transports
Master FM Limited	Société affiliée à la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Mesures volontaires et registre inc. du Défi-climat du Canada	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Milit-Air Inc.	Société à régie partagée	Travaux publics et Services gouvernementaux
Monnaie royale canadienne	Société d'État mère	Revenu national
Montréal International	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Musée canadien de la nature	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Musée canadien des civilisations	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Musée des beaux-arts du Canada	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Musée national des sciences et de la technologie	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Nature Trust of British Columbia, The	Société à régie partagée	Premier ministre
NAV CANADA	Société à régie partagée	Transports
Conseil agricole du Nouveau-Brunswick inc.	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Nieuwe Post Nederlandse Antillen N.V.	Filiale de Postes Canada internationale limitée	Revenu national
North Portage Development Corporation & The Forks Renewal Corporation	Entreprise en coparticipation	Industrie (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Nova Scotia Technology Development 2000	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Office canadien de coordination de l'évaluation des technologies de la santé (OCCETS)	Société à régie partagée	Santé
Office de commercialisation du poisson d'eau douce	Société d'État mère	Pêches et Océans
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	Société d'État mère	Finances
Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public	Société d'État mère	Président du Conseil du Trésor
PacificSport Centre canadien multisport – Vancouver	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Parc Downsview Park inc.	Filiale de la Société immobilière du Canada limitée	Infrastructure
PARTICIPaction	Société à régie partagée	Santé
Petro-Canada	Entreprise mixte	Finances
Petroleum Technology Research Centre Inc.	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les	Filiale de La Société des ponts fédéraux Limitée	Transports
POS Pilot Plant Corporation	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Postes Canada internationale limitée	Filiale de la Société canadienne des postes	Revenu national
Prince Edward Island Adapt Council Inc. (PEIAC)	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Prince George Airport Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports
Prix humanitaire Terry Fox Inc.	Société à régie partagée	Santé
PSPIB Immobilier Canada Inc.	Filiale de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public	Conseil du Trésor (Président du)
PSPIB Immobilier International Inc.	Filiale de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public	Conseil du Trésor (Président du)

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
PSPIB-LS Inc.	Filiale de PSPIB Immobilier International Inc.	Conseil du Trésor (Président du)
PSPIB-LSIF Inc.	Filiale de PSPIB Immobilier International Inc.	Conseil du Trésor (Président du)
Purolator Courier U.S. Ltd.	Filiale de Purolator Holdings U.S. Ltd.	Revenu national
Purolator Customs Services Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée	Revenu national
Purolator Holdings U.S. Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée	Revenu national
Purolator Trade Solutions Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée	Revenu national
Progistix–Solutions Inc.	Filiale de la Société 3906949 Canada Inc.; Société affiliée à la Société canadienne des postes	Revenu national
Quartier international de Montréal	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Queens Quay West Land Corporation	Société d'État mère	Infrastructure
RCMH-MRCF Inc.	Filiale de la Monnaie royale canadienne	Revenu national
Regina Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Ridley Terminals Inc.	Société d'État mère	Transports
Saint John Airport Inc.	Société à régie partagée	Transports
Saskatchewan Council for Community Development	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Saskatoon Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Services specialisés TGM Inc.	Société affiliée à RCMH-MRCF Inc.	Revenu national
Silver Screen Star Limited	Société affiliée à la Société d'expansion du Cap-Breton	Industrie
Société canadienne d'enregistrement des animaux	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Société d'État mère	Ressources humaines et Développement des compétences
Société canadienne des postes	Société d'État mère	Revenu national
Société d'accueil des Jeux d'été du Canada Regina 2005 Inc.	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada Whitehorse 2007 Inc.	Société à régie partagée	Patrimoine canadien

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Société d'assurance-dépôts du Canada	Société d'État mère	Finances
Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries	Société à régie partagée	Pêches et Océans
Société de développement à l'exportation de Longueuil	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Société de développement de l'industrie maricole de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (SODIM) Inc.	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Société de développement du Cap-Breton	Société d'État mère	Ressources naturelles
Société de placements immobiliers de l'Office d'investissement du RPC	Filiale de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada	Finances
Société de placements privés de l'Office d'investissement du RPC	Filiale de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada	Finances
Société de portefeuille EPO Inc.	Filiale de la Société canadienne des postes	Revenu national
Société des pêcheurs autochtones du Nord	Société à régie partagée	Affaires indiennes et du Nord
Société des ponts fédéraux Limitée, La	Société d'État mère	Transports
Société d'expansion du Cap-Breton	Société d'État mère	Industrie
Société du Centre national des Arts	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Société du complexe sylvicole des Maritimes	Société à régie partagée	Ressources naturelles
Société du Havre de Montréal	Société à régie partagée	Industrie (Développement économique Canada)
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud	Entreprise en coparticipation	Industrie (Développement économique Canada)
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	Filiale de la Société immobilière du Canada limitée; fait rapport comme société d'État mère, aux termes du paragraphe 86(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.	Infrastructure
Société financière internationale	Organisation internationale	Finances
Société immobilière du Canada CLC Limitée	Filiale de la Société immobilière du Canada limitée	Infrastructure

Nom de la société	Catégorie	Portefeuille ministériel
Société immobilière du Canada Limitée	Société d'État mère	Infrastructure
Société Radio-Canada	Société d'État mère	Patrimoine canadien
St. John's International Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
St. Mary's River Bridge Company	Filiale de la Société des ponts fédéraux Limitée	Transports
Supercourier (1987) Ltd.	Filiale de Courrier Purolator Ltée	Revenu national
Téléfilm Canada	Société d'État mère	Patrimoine canadien
Territorial Farmers Association NWT	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
The Canadian Documentary Channel	Société affiliée à la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Thunder Bay International Airports Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports
TV5 Monde	Société affiliée à la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
TV5 Québec Canada	Société à régie partagée	Patrimoine canadien
Vancouver International Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
VIA Rail Canada Inc.	Société d'État mère	Transports
Victoria Airport Authority	Société à régie partagée	Transports
Visnews Limited	Société affiliée de la Société Radio-Canada	Patrimoine canadien
Western Grains Research Foundation	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire
Winnipeg Airports Authority Inc.	Société à régie partagée	Transports
Yukon Agricultural Association	Société à régie partagée	Agriculture et Agroalimentaire

VI. Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement

Importance de communiquer au Parlement des renseignements de bonne qualité dans les délais prévus

La communication au Parlement de renseignements de bonne qualité dans les délais prévus est l'un des principaux objectifs du régime de contrôle et de responsabilisation des sociétés d'État. Le bon fonctionnement du cadre de responsabilisation se fonde sur l'hypothèse selon laquelle le Parlement et le gouvernement recevront de l'information utile qui leur permettra constamment de porter un jugement sur le rendement des sociétés.

Les sociétés font état de leur rendement au moyen du résumé du plan d'entreprise et du rapport annuel. Pour chaque société d'État qui figure aux parties I et II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), le ministre de tutelle dépose au Parlement le résumé du plan d'entreprise, le résumé du budget d'investissement et le rapport annuel. La Loi prévoit en outre le dépôt du résumé du budget de fonctionnement des sociétés figurant à la partie I de l'annexe III.

Le résumé du plan d'entreprise et les résumés des budgets ont pour objet de tenir le Parlement au courant des priorités stratégiques et de la situation financière de chacune des sociétés d'État. Les résumés sont fondés sur le plan d'entreprise et les budgets approuvés et ils ont pour objet de présenter toutes les activités et tous les investissements touchant l'exploitation future des sociétés d'État et de leurs filiales en propriété exclusive. Un rapport annuel d'une société d'État indique au Parlement le rendement de la société par rapport aux objectifs, aux stratégies et aux activités approuvés par le gouvernement et déposés dans les résumés précédents du plan d'entreprise et des budgets.

Délais prescrits pour le dépôt des documents au Parlement

Les délais prescrits pour le dépôt devant chacune des chambres du Parlement du résumé du plan d'entreprise, du résumé des budgets et du rapport annuel sont les suivants :

Résumé du plan d'entreprise : dans les 30 jours de séance suivant l'approbation du plan d'entreprise par le gouverneur en conseil. Ce délai est également applicable aux résumés des plans d'entreprise modifiés.

Résumé des budgets d'investissement et de fonctionnement : 30 jours de séance suivant l'approbation des budgets par le Conseil du Trésor. Lorsque le budget de fonctionnement ou le budget d'investissement, ou les deux, sont intégrés au plan d'entreprise, le délai prévu pour le dépôt des résumés des budgets est déterminé de la même façon que dans le cas du délai du dépôt du résumé du plan d'entreprise.

Rapport annuel : les sociétés doivent présenter leur rapport annuel au ministre de tutelle, dans les trois mois suivant la fin de leur exercice. Le ministre de tutelle est tenu de déposer le rapport annuel devant chacune des chambres du Parlement dans les 15 jours de séance suivant sa réception. Le délai est déterminé en fonction de la date à laquelle le ministre de tutelle a accusé réception du rapport, lorsque cette date est connue, ou trois mois après la clôture de l'exercice de la société, le délai le plus court étant retenu.

Ces délais sont calculés en fonction du nombre réel et non pas du nombre prévu de jours de séance. Étant donné qu'il est impossible de prévoir quels seront les jours de séance ultérieurs, il est impossible de calculer les délais postérieurs au 31 juillet 2004.

Documents déposés au Parlement

Conformément aux exigences du paragraphe 152(1) de la LGFP, le tableau ci-après indique l'état des rapports annuels et des résumés des plans d'entreprise et des budgets des sociétés d'État pendant la période allant du 1er août 2003 au 31 juillet 2004. Le tableau indique tous les documents qui satisfont au moins à l'une des deux conditions suivantes :

- le document a été déposé pendant la période à l'étude;
- le document n'a pas été déposé, mais il était censé être déposé avant ou pendant la période à l'étude.

Dans les cas où le délai est postérieur au 31 juillet 2004, mais où le document a été déposé pendant la période à l'étude, on considère qu'il a été déposé à temps et il n'en sera pas fait mention dans les rapports des années ultérieures.

Le paragraphe 152(2) de la LGFP exige que la vérificatrice générale du Canada intègre à son rapport annuel au Parlement une attestation confirmant l'exactitude des renseignements présentés dans ce tableau. Une vérification de l'information présentée dans ce chapitre a été exécutée par le Bureau du vérificateur général et est incluse en annexe du *Rapport de la vérificatrice générale du Canada 2004*.

Renseignements supplémentaires

On peut obtenir des renseignements sur les rapports annuels ainsi que sur le résumé du plan d'entreprise et les résumés des budgets, en communiquant avec chaque société d'État visée. Le chapitre « Fiches descriptives » du présent rapport fournit de l'information sur les personnes-ressources pour chacune des sociétés d'État.

Dépôt des rapports des sociétés d'État mères au Parlement pendant l'exercice se terminant le 31 juillet 2004

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
Administration de pilotage de l'Atlantique					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-11	n.d.	2004-05-12
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
Administration de pilotage des Grands Lacs					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-11	n.d.	2004-05-12
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
Administration de pilotage des Laurentides					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-11	n.d.	2004-05-12
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Administration de pilotage du Pacifique					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-11	n.d.	2004-05-12
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-04-02	2004-04-20	2004-04-20
Administration du pont Blue Water					
2002-2003	Rapport annuel	2004-02-20	2004-02-20	2004-02-24	2004-02-23
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-10-31	2003-10-29	2004-02-10	2003-11-03
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-10-31	2003-10-29	2004-02-10	2003-11-03
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-10-31	2003-10-29	2004-02-10	2003-11-03
Banque de développement du Canada					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-10-22
Commission canadienne du lait					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-31	2003-10-31	2004-02-17	2003-11-03
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-10-31	2003-10-28	2004-02-02	2003-10-29
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-10-31	2003-10-28	2004-02-02	2003-10-29
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-10-31	2003-10-28	2004-02-02	2003-10-29
Commission canadienne du tourisme					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-05	n.d.	2003-05-06
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
Commission de la capitale nationale					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-10-03	2003-10-22	2003-10-07
Conseil canadien des normes					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-11-06	2003-10-22	2003-11-07

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Construction de Défense (1951) Limitée					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
Corporation commerciale canadienne					
2001-2002	Rapport annuel	2002-10-25	2002-08-21	2002-11-05	non
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
Corporation de développement des investissements du Canada					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-04-20	n.d.	2004-04-21
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-04-20	2004-04-20	2004-04-21
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-04-20	2004-04-20	2004-04-21
Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-09-24	2003-10-22	2003-09-25
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-06-03	2003-08-20	2003-09-18	2003-09-16
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-06-03	2003-08-20	2003-09-18	2003-09-16
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-06-03	2003-08-20	2003-09-18	2003-09-16
Énergie atomique du Canada Limitée					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-10-06	2003-10-22	2003-10-07
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-09-22	2003-09-15	2003-10-02	2003-09-17
	modification	2003-09-22	2003-09-15	2003-10-02	2003-09-17
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-09-22	2003-09-15	2003-10-02	2003-09-17
Exportation et développement Canada					
2003	Rapport annuel	2004-04-30	2004-04-02	2004-05-11	2004-04-20
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Financement agricole Canada					
2004-2005	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-04-26	n.d.	2004-04-27
2004-2005	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-04-26	n.d.	2004-04-27
2004-2005 à 2008-2009	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-04-26	n.d.	2004-04-27
Marine Atlantique S.C.C.					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-12	n.d.	2004-05-13
Monnaie royale canadienne					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-04-02	n.d.	2004-04-20
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-03-24	2004-04-20	2004-03-25
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-03-24	2004-04-20	2004-03-25
Musée canadien de la nature					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
2003-2004	Résumé du budget d'investissement modification	2004-02-19	2004-02-19	2004-02-26	2004-02-20
2004-2005	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005 à 2008-2009	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
Musée canadien des civilisations					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
2003-2004	Résumé du budget d'investissement modification	2003-09-26	2004-02-19	2003-10-09	2004-02-20
2004-2005	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005 à 2008-2009	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Musée des beaux-arts du Canada					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-10-03	2003-10-22	2003-10-07
2004-2005	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005 à 2008-2009	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
Musée national des sciences et de la technologie					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-10-03	2003-10-22	2003-10-07
2004-2005	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2004-2005 à 2008-2009	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
Office de commercialisation du poisson d'eau douce					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-10-01	2003-10-22	2003-10-02
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-10-31	2004-02-02	2004-02-05	2004-02-03
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-10-31	2004-02-02	2004-02-05	2004-02-03
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-10-31	2004-02-02	2004-02-05	2004-02-03
Queens Quay West Land Corporation					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-09-22	2003-10-22	2003-09-23
2002-2003	Résumé du budget d'investissement	2003-10-31	2003-10-31	2004-02-05	2003-11-03
2002-2003	Résumé du budget de fonctionnement	2003-10-31	2003-10-31	2004-02-05	2003-11-03
2002-2003 à 2006-2007	Résumé du plan d'entreprise	2003-10-31	2003-10-31	2004-02-05	2003-11-03

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Ridley Terminals Inc.					
2002	Rapport annuel	2003-05-06	2003-08-20	2003-05-29	2003-09-16
2003	Rapport annuel	2004-05-05	non	n.d.	non
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-30	2004-04-02	2004-04-22	2004-04-20
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-30	2004-04-02	2004-04-22	2004-04-20
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-30	2004-04-02	2004-04-22	2004-04-20
Société canadienne des postes					
2002	Rapport annuel	2003-05-06	2003-05-02	2003-05-29	non
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-04-02	n.d.	2004-04-20
2004	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-05-13	n.d.	2004-05-13
2004	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-05-13	n.d.	2004-05-13
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-05-13	n.d.	2004-05-13
Société canadienne d'hypothèques et de logement					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-05	n.d.	2004-05-06
2003	Résumé du budget d'investissement modification	2003-10-31	2003-10-31	2004-02-10	2003-11-03
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
2004 à 2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-03-26	2004-04-20	2004-03-29
Société d'assurance-dépôts du Canada					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-07-16	2003-10-22	2003-09-16
2004-2005	Résumé du budget d'investissement	n.d.	2004-05-03	n.d.	2004-05-04
2004-2005	Résumé du budget de fonctionnement	n.d.	2004-05-03	n.d.	2004-05-04
2004-2005 à 2008-2009	Résumé du plan d'entreprise	n.d.	2004-05-03	n.d.	2004-05-04

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
Société de développement du Cap-Breton					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-17
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-10-06	2003-09-15	2003-10-22	2003-09-17
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-10-06	2003-09-15	2003-10-22	2003-09-17
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-10-06	2003-09-15	2003-10-22	2003-09-17
Société des ponts fédéraux Limitée, La					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-09-22	2003-07-16	2003-10-02	2003-09-16
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-09-22	2003-07-16	2003-10-02	2003-09-16
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-09-22	2003-07-16	2003-10-02	2003-09-16
Société d'expansion du Cap-Breton					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-08-20	2003-10-22	2003-09-16
Société du Vieux-Port de Montréal inc.					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2004-02-20	2003-10-22	2004-02-23
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2003-09-29	2003-09-22	2003-10-09	2003-09-24
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2003-09-29	2003-09-22	2003-10-09	2003-09-24
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2003-09-29	2003-09-22	2003-10-09	2003-09-24
Société immobilière du Canada Limitée					
2002-2003	Rapport annuel	2003-10-03	2003-09-15	2003-10-22	2003-09-16
2003-2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	2004-03-08	2004-04-20	2004-03-09
2003-2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	2004-03-08	2004-04-20	2004-03-09
2003-2004 à 2007-2008	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	2004-03-08	2004-04-20	2004-03-09

Document devant être déposé		Chambre des communes		Sénat	
		Date limite	Dépôt	Date limite	Dépôt
VIA Rail Canada Inc.					
2003	Rapport annuel	2004-05-05	2004-05-14	n.d.	2004-05-14
2002	Résumé du budget d'investissement	2002-05-02	2002-05-09	2002-06-06	non
2002	Résumé du budget de fonctionnement	2002-05-02	2002-05-09	2002-06-06	non
2002 à 2006	Résumé du plan d'entreprise	2002-05-02	2002-05-09	2002-06-06	non
2004	Résumé du budget d'investissement	2004-03-26	non	2004-04-20	non
2004	Résumé du budget de fonctionnement	2004-03-26	non	2004-04-20	non
2004 à 2008[4]	Résumé du plan d'entreprise	2004-03-26	non	2004-04-20	non

1. Le Plan d'entreprise pour Queens Quay West Land Corporation a été approuvé seulement pour les années 2002–2003 et 2003–2004.
2. Le Plan d'entreprise pour Ridley Terminals Inc. a été approuvé seulement pour l'année 2004.
3. Le Plan d'entreprise pour la Société du Vieux-Port de Montréal inc. a été approuvé seulement pour l'année 2004–2005.
4. Le Plan d'entreprise pour Via Rail Canada Inc. a été approuvé seulement pour l'année 2004.

VII. Profils des sociétés

Introduction

Le profil de chaque société d'État mère décrit le mandat et les activités de la société. Chaque fiche commence par la liste des principaux responsables de la société, soit le ministre de tutelle, le président du conseil d'administration, le premier dirigeant de la société et les vérificateurs externes. On y trouve également les adresses pour la poste, les numéros de téléphone et de télécopieur, le courriel et le site Web, lorsque disponibles, de chacune des sociétés.

On précise dans ces profils le fondement législatif en vertu duquel la société a été constituée, ainsi que l'annexe de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à laquelle elle est inscrite. On y indique en outre si la société est mandataire de Sa Majesté. Le cas échéant, la société jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives que l'État et peut engager la responsabilité de l'État par ses gestes.

Les lecteurs désireux d'obtenir de plus amples renseignements sur le rendement d'une société d'État au cours de la période à l'étude devraient consulter le rapport annuel de cette dernière ainsi que le résumé du plan d'entreprise[1] approuvé au début de l'exercice en question, lequel est déposé au Parlement conformément au paragraphe 125(4) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces rapports sont disponibles par l'intermédiaire du site Web de chaque société ou en communiquant directement avec cette dernière.

1. Ne s'applique qu'aux sociétés d'État assujetties à la Partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Affaires étrangères

Centre de recherches pour le développement international

Ministre de tutelle
L'honorable Pierre S. Pettgrew, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères

Président du conseil
Gordon S. Smith

Présidente et première dirigeante
Maureen O'Neil

Siège social
250, rue Albert
C.P. 8500
Ottawa (Ontario) K1G 3H9
Téléphone : (613) 236-6163
Télécopieur : (613) 238-7230
Site Web : www.idrc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1970; *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (L.R.C. 1985, ch. I-19); exempt de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Lancer, encourager, apuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres pour le progrès socioéconomique de ces régions.

Profil de la société

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), est l'un des chefs de file à l'échelle mondiale de la production et de l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis auxquels font face les pays en développement. Le CRDI finance l'exécution de recherches appliquées par les chercheurs des pays en développement sur les problèmes qu'ils jugent cruciaux pour leurs populations et il apporte le soutien technique nécessaire à ces chercheurs. Ce faisant, le CRDI renforce les capacités d'exécution de la recherche et d'innovation dans les pays en développement. Il favorise également les alliances et les échanges de connaissances entre les scientifiques, les universitaires et les professionnels du développement du Canada et des pays en développement.

Par sa mission même, le CRDI appui les objectifs de la politique étrangère et de la politique en matière d'innovation du Canada, dont l'engagement à long terme de consacrer pas moins de 5 p. 100 de l'investissement du Canada en recherche-développement à une démarche d'aide au développement axée sur le savoir.

Agriculture et Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Ministre de tutelle
L'honorable Andrew Mitchell, C.P., député
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Président du conseil et premier dirigeant
John Core

Siège social
Ferme expérimentale centrale
Édifice 55
Promenade de la CCN
960, avenue Carling
Ottawa (Ontario) K1A 0Z2
Téléphone : (613) 792-2000
Télécopieur : (613) 792-2009
Site Web : www.cdc-ccl.gc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1966; *Loi sur la Commission canadienne du lait* (L.R.C. 1985, ch. C-15) (L.C. 1994, ch. 26 et ch. 38) (L.C. 1995, ch. 23); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Offrir aux producteurs efficaces de lait et de crème la possibilité d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant en produits laitiers de qualité supérieure.

Profil de la société

La Commission canadienne du lait (CCL) est autorisée à acheter, à entreposer, à transformer ou à vendre des produits laitiers dans le cadre des engagements du Canada envers l'Organisation mondiale du commerce (OMC); à mener des enquêtes sur les questions relatives à la production, à la transformation ou à la mise en marché de tout produit laitier; et à contribuer à la promotion de l'utilisation des produits laitiers.

La CCL conseille le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sur des questions relatives à la politique laitière et détermine les besoins intérieurs de lait de transformation et de crème, afin d'établir les quotas de mise en marché. Elle fixe également le prix cible pour le lait de transformation ainsi que les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé et offre d'acheter les produits à ces prix.

Grâce à ses travaux de recherche et à ses activités de consultation ainsi qu'aux efforts déployés au nom du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL), la CCL contribue à l'établissement entre les intervenants de l'industrie et les gouvernements d'un consensus qui sous-tend la mise en marché coordonnée des produits laitiers au Canada.

Financement agricole Canada

Ministre de tutelle

L'honorable Andrew Mitchell, C.P., député
Ministre de l'Agriculture et de
l'Agroalimentaire

Présidente du conseil

Rosemary Davis

Président et premier dirigeant

John J. Ryan

Siège social

1800, rue Hamilton
C.P. 4320
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3
Téléphone : (306) 780-8100
Télécopieur : (306) 780-5875
Site Web : www.fcc-fac.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1959; *Loi sur le crédit agricole*; prorogée le 2 avril 1993, en vertu de la *Loi sur la Société du crédit agricole* (L.C. 1993, ch. 14); prorogée le 14 juin 2001, en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada* (L.C. 2001, ch. 22); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services et de produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés, aux exploitations agricoles, notamment aux fermes familiales et aux entreprises, petites et moyennes de ce secteur qui sont des entreprises liées à l'agriculture.

Profil de la société

Financement agricole Canada (FAC) offre des solutions de financement souples aux producteurs primaires et aux agroentreprises. La *Loi sur le financement agricole Canada*, autorise FAC à offrir des services de gestion financière et commerciale répondant aux nouveaux besoins de l'industrie agricole et les prévoyant. Grâce à FAC, les producteurs et les agroentreprises de tout le Canada auront accès à un plus grand nombre de services, ce qui les aidera à planifier leur réussite à long terme.

FAC a son siège social à Regina et sert sa clientèle à partir de 100 bureaux établis partout au Canada, surtout dans les régions agricoles.

Commerce international

Corporation commerciale canadienne

Ministre de tutelle
L'honorable James S. Peterson, C.P., député
Ministre du Commerce international

Président du conseil
Alan R. Curleigh

Président et premier dirigeant par intérim
Hugh O'Donnell

Siège social
Centre Clarica
50, rue O'Connor, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1A 0S6
Téléphone : (613) 996-0034
Télécopieur : (613) 992-2121
Site Web : www.ccc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1946; *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-14); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Favoriser l'expansion du commerce entre le Canada et les autres pays.

Profil de la société

En tant que l'organisme de passation de contrats d'exportation du Canada, la Corporation commerciale canadienne (CCC) réunit les acheteurs internationaux et les exportateurs canadiens en leur permettant de conclure des contrats aux conditions les plus favorables possible. La CCC fait partie de l'équipe commerciale du gouvernement du Canada.

En tant qu'organe du gouvernement fédéral pour la passation de contrats d'exportation, la CCC a comme mandat :

- d'assurer aux exportations canadiennes un accès aux marchés du U.S. Department of Defense et à la NASA par l'intermédiaire d'accords officiels signés par le gouvernement du Canada;
- de par sa fonction d'entrepreneur principal, d'aider les exportateurs canadiens à explorer le marché des ventes dans le commerce et de constituer ainsi une plateforme aux transactions intergouvernementales;
- de faciliter l'accès aux fournisseurs commerciaux de préfinancement des exportations et d'offrir son assistance et son savoir-faire dans la préparation des soumissions ou propositions, les négociations liées aux contrats d'exportation et à la gestion des contrats.

Exportation et développement Canada

Ministre de tutelle
L'honorable James S. Peterson, C.P., député
Ministre du Commerce international

Président du conseil
Paul Gobeil

Président et premier dirigeant par intérim
Gilles Ross

Siège social
151, rue O'Connor
C.P. 655
Ottawa (Ontario) K1A 1K3
Téléphone : (613) 598-2500
Télécopieur : (613) 237-2690
Site Web : www.edc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (L.R.C. 1985, ch. E-20) (L.C. 1993, ch. 26 en vigueur le 10 juin 1993); (L.C. 2001, ch. 33 en vigueur le 10 décembre 2001); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Faciliter et accroître le commerce extérieur du Canada et la capacité des entreprises canadiennes à se lancer dans ce commerce et à tirer parti des débouchés internationaux.

Profil de la société

Exportation et développement Canada (EDC) a pour mandat de soutenir et de développer le commerce extérieur du Canada et la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés qu'offrent les marchés internationaux. Dans l'exercice de son mandat, EDC offre aux entreprises canadiennes toute une gamme de services. Ces services se divisent en cinq catégories : l'assurance-comptes clients, les services de financement, les services de cautionnement, l'assurance-risques politiques et le capital action.

EDC partage aussi de plusieurs façons ses vastes connaissances en gestion des risques, notamment au moyen de rapports et d'analyses en ligne sur la situation économique et politique par pays, d'études de marché et de ses ateliers *Parlons risques*. Les exportateurs et investisseurs canadiens ont ainsi accès à des données fiables et à jour qui peuvent influer sur la conduite de leurs activités.

Par l'intermédiaire de ses équipes de travail organisées en fonction des secteurs et des produits, et de ses groupes spécialisés de soutien de la clientèle, EDC fournit une gamme complète de services financiers visant à aider les exportateurs et les investisseurs canadiens.

Conseil du Trésor

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Ministre de tutelle

L'honorable Reg Alcock, C.P., député
Président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé

Président du conseil

Paul Cantor

Président et premier dirigeant

Gordon J. Fyfe

Siège social

50 rue O'Connor, bureau 1500
Ottawa (Ontario) K1P 6L2
Téléphone : (613) 782-3095
Télécopieur : (613) 782-6864

Bureau de Montréal

1250, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2030
Montréal (Québec) H3B 4W8
Téléphone : (514) 937-2772
Télécopieur : (514) 937-3155
Site Web : www.investpsp.ca

Vérificateur

Deloitte & Touche s.r.l.

Loi de constitution et statut

1999; *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public* (L.C. 1999, ch. 34); exempt de l'application de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Gérer, dans l'intérêt des contributeurs et des bénéficiaires des régimes en cause, les sommes transférées à l'Office d'investissement en application d'articles de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* et maximiser le rendement de l'investissement sans prendre de risques de perte indus.

Profil de la société

L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public (l'Office d'investissement) a été créé en vertu de la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public* afin d'investir sur les marchés financiers les sommes transférées après le 1er avril 2000 par le gouvernement du Canada aux fins des régimes de pensions des Forces canadiennes, de la fonction publique fédérale et de la Gendarmerie royale du Canada.

Finances

Banque du Canada

Ministre de tutelle

L'honorable Ralph E. Goodale, C.P., député
Ministre des Finances

Gouverneur

David A. Dodge

Siège social

234, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0G9
Téléphone : 1 800 303-1282
Télécopieur : (613) 782-7713
Site Web : www.bank-banque-canada.ca

Vérificateurs

Raymond Chabot Grant Thornton
Deloitte & Touche s.r.l.

Loi de constitution et statut

1934; Loi sur la Banque du Canada (L.R.C. 1985, ch. B-2); mandataire financier du gouvernement du Canada; exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Mandat

Formuler et appliquer la politique monétaire du Canada et agir en qualité de mandataire financier du gouvernement. La Banque est la seule autorité à émettre la monnaie de papier mise en circulation au Canada.

Profil de la société

Les responsabilités de la Banque du Canada (la Banque) sont axées sur la réalisation des objectifs suivants : un taux d'inflation bas et stable, une monnaie sûre, la stabilité financière et la gestion efficiente des fonds publics et de la dette publique. La Banque s'acquitte de ces responsabilités dans le cadre des grandes fonctions décrites ci-après :

- **Politique monétaire :** La politique monétaire a pour objet de contribuer à la bonne tenue de l'économie et à l'amélioration du niveau de vie des Canadiens et des Canadiennes en maintenant l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible.
- **Monnaie :** La Banque émet les billets de banque canadiens. À ce titre, elle veille à la conception des billets et à leur distribution ainsi qu'à leur éventuel remplacement.
- **Services de banque centrale :** La Banque fait la promotion de la stabilité du système financier et fournit de services efficients des gestion financière au gouvernement fédéral.
- **Services relatifs aux titres destinés aux particuliers** : La Banque doit assurer la prestation de divers services, dont la tenue de comptes, à tous les propriétaires d'obligations d'épargne du Canada et d'obligations à prime du Canada grâce à des opérations et des systèmes de soutien efficients.

Corporation de développement des investissements du Canada, La

Ministre de tutelle
L'honorable Ralph E. Goodale, C.P., député
Ministre des Finances

Président du conseil
Donald McQ. Shaver

Siège social
L'Esplanade Laurier
C.P. 71058
Ottawa (Ontario) K2P 2L9
Téléphone : (613) 943-9391
Télécopieur : (613) 943-9390

Vérificateurs
Vérificateur général du Canada
KPMG s.r.l.

Loi de constitution et statut
1982; *Loi canadienne sur les sociétés par action*. Status constitutifs délivrés le 26 mai 1982; partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Gérer les sociétés d'État et les investissements qui leur sont dévolus et, le cas échéant, voir à leur privatisation. En janvier 1995, le gouvernement a terminé son évaluation du rôle futur de la Corporation. En conséquence, son mandat actuel est de réduire progressivement ses activités en se départant de ses actifs restants de façon ordonnée et en réduisant ses coûts d'exploitation au minimum, dès que possible.

Profil de la société

La Corporation de développement des investissements du Canada (CDIC) gère deux filiales en propriété exclusive, Canada Eldor Inc. (CEI) et la Société de gestion Canada Hibernia (SGCH). Cette dernière filiale gère la participation de 8,5 p. 100 que le gouvernement possède dans le projet de mise en valeur du champ pétrolifère et gazifière extracôtier Hibernia.

La CDIC gère également toute question en suspens découlant de désinvestissements antérieurs, y compris la vente des actifs d'exploitation de Canada Eldor Inc. à Cameco Corporation. Ces questions comprennent certaines éventualités relatives aux déchets ainsi que des litiges en cours.

Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Ministre de tutelle
L'honorable Ralph E. Goodale, C.P., député
Ministre des Finances

Présidente du conseil
Gail Cook-Bennett

Président et premier dirigeant
John A. MacNaughton

Siège social
One Queen Street East
Bureau 2700
Toronto (Ontario) M5C 2W5
Téléphone : (416) 868-4075
Télécopieur : (416) 868-4083
Site Web : www.oirpc.ca

Vérificateur
Deloitte & Touche s.r.l.

Loi de constitution et statut
1998; *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* (L.C. 1997, ch. 40); exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Gérer avec prudence et professionnalisme les fonds transférés du Compte du Régime de pensions du Canada à l'Office d'investissement du RPC, en agissant au mieux des intérêts des cotisants et des bénéficiaires et en cherchant à obtenir un rendement optimal sans soumettre les fonds à des risques indus.

Profil de la société

Le rôle de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (l'Office d'investissement) consiste à accroître la valeur à long terme de l'actif du Régime de pensions du Canada (RPC) en investissant prudemment sur les marchés financiers les fonds non nécessaires au versement des prestations actuelles du RPC.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Ministre de tutelle
L'honorable Ralph E. Goodale, C.P., député
Ministre des Finances

Président du conseil
Ronald N. Robertson

Président et premier dirigeant
Jean Pierre Sabourin

Siège social
50, rue O'Connor, 17e étage
C.P. 2340, succursale D
Ottawa (Ontario) K1P 5W5
Téléphone : (613) 996-2081
Télécopieur : (613) 996-6095
Site Web : www.cdic.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1967; *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-3); (L.R.C. 1985, ch. 18 [2e Supp.]); (L.C. 1992, ch. 26); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Assurer les dépôts admissibles dans les institutions membres, encourager le recours à de saines pratiques commerciales et financières aux institutions membres et encourager la stabilité du système financier canadien, dans l'intérêt des personnes qui confient des dépôts aux institutions membres et de façon à minimiser les possibilités de pertes pour la Société.

Profil de la société

Aux fins de l'assurance-dépôts, la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) entreprend toute une gamme d'initiatives visant à faire mieux comprendre l'assurance-dépôts, à évaluer et à suivre de près les risques liés au fait d'assurer les dépôts en collaboration avec les organismes de réglementation, à gérer les relations avec les gouvernements fédéral et provinciaux, les institutions membres et leurs associations et les autres parties intéressées, à se tenir au courant des questions d'ordre économique et stratégique et à réduire au minimum le coût de l'assurance-dépôts. Les principales fonctions de la SADC concernent l'assurance et la gestion des risques, les réclamations et les recouvrements, et les communications et la sensibilisation des déposants.

Au 31 mars 2004, la SADC comptait 86 institutions membres, soit deux de moins qu'un an plus tôt.

Industrie

Banque de développement du Canada

Ministre de tutelle
L'honorable David Emerson, C.P., député
Ministre de l'Industrie

Président du conseil
Cedric E. Ritchie

Président et premier dirigeant par intérim
André Bourdeau

Siège social
Édifice de la BDC
5, place Ville-Marie, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 5E7
Téléphone : (514) 283-5904
Télécopieur : (514) 283-7838
Site Web : www.bdc.ca

Vérificateurs
Vérificateur général du Canada
KPMG s.r.l.

Loi de constitution et statut
1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement* (L.R.C. 1985, ch. F-6); maintenue sous sa nouvelle dénomination en vertu de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (L.C. 1995, ch. 28); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Promouvoir et soutenir la création et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, surtout les petites et moyennes entreprises, en offrant un large éventail de produits et de services financiers, et de services de consultation en gestion des affaires.

Profil de la société

La mission de la Banque de développement du Canada (BDC) consiste à favoriser la création et la croissance des petites et moyennes entreprises canadiennes (PME), en leur offrant des services financiers et de consultation opportuns et appropriés. La BDC fournit des services financiers complémentaires et constitue une source pancanadienne de financement par actions.

La BDC entend contribuer de façon unique et significative au succès de l'entrepreneurship dynamique et novateur, dans l'intérêt de tous les Canadiens et Canadiennes. En remplissant son mandat, la BDC s'emploie tout particulièrement à soutenir la capacité d'innovation des PME en leur fournissant toute une gamme de solutions de financement et de consultation.

Commission canadienne du tourisme

Ministre de tutelle

L'honorable David Emerson, C.P., député
Ministre de l'Industrie

Président du conseil

L'honorable Charles Lapointe, C.P.

Président et premier dirigeant par intérim

Doug Fyfe

Siège social

55, rue Metcalfe, bureau 600
Ottawa (Ontario) K1P 6L5
Téléphone : (613) 946-1000
Télécopieur : (613) 941-0523
Site Web : www.travelcanada.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

2001, *Loi sur la Commission canadienne du tourisme* (L.C. 2000, ch. C-5); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada; promouvoir le Canada comme destination touristique de choix; favoriser les relations de collaboration entre le secteur privé et les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires en ce qui concerne le tourisme au Canada; fournir des renseignements touristiques sur le Canada au secteur privé et aux gouvernements du Canada, des provinces et des territoires.

Profil de la société

Les activités de la Commission canadienne du tourisme (CCT) consistent notamment à promouvoir le Canada en tant que destination touristique de niveau international en toutes saisons au pays et à l'étranger et à fournir à l'industrie touristique canadienne les outils et l'information stratégique dont elle a besoin pour assurer sa réussite. Pour atteindre ses objectifs, en collaboration avec ses partenaires des secteurs public et privé, la CCT exerce les activités suivantes :

- des campagnes publicitaires et promotionnelles collectives dans une foule de marchés au Canada, aux États-Unis, en Asie-Pacifique en Europe et en Amérique latine;
- des travaux de recherche macro-économiques et des études sur les marchés et l'industrie;
- des activités de relations avec l'industrie, d'expansion industrielle et de développement de produits;
- la production de TOURISME au quotidien, de TOURISME en ligne envoyé tous les mois et de TOURISME, magazine s'adressant à l'industrie publié tous les deux mois.

Conseil canadien des normes

Ministre de tutelle

L'honorable David Emerson, C.P., député
Ministre de l'Industrie

Président du conseil

Hugh A. Krentz

Directeur exécutif

Peter D. Clark

Siège social

270, rue Albert, bureau 200
Ottawa (Ontario) K1P 6N7
Téléphone : (613) 238-3222
Télécopieur : (613) 569-7808
Site Web : www.scc.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1970; *Loi sur le Conseil canadien des normes* (L.R.C. 1996, ch. 24); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Gérer le Système national de normalisation du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur et de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Profil de la société

Les activités du Conseil canadien des normes (CCN) sont réparties en trois grands domaines, soit l'accréditation des organismes canadiens d'élaboration de normes et celle des organismes d'évaluation de la conformité du Canada et des pays désignés dans la *Loi sur le Conseil canadien des normes*, la représentation des intérêts du Canada aux forums internationaux et régionaux consacrés à la normalisation et au commerce et la diffusion de tous les types de renseignements sur les normes.

Le CCN sert également, au Canada, de Point d'information de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain (OMC/ALENA).

Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton

Ministre de tutelle

L'honorable Joseph McGuire, C.P., député
Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Président du conseil et premier dirigeant

Rick Beaton

Siège social

15, rue Dorchester
C.P. 1264
Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6J9
Téléphone : (902) 564-7330
Télécopieur : (902) 564-7339
Site Web : www.cbgf.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

25 août 2000; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; constituée en société en tant que filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton, conformément au décret C.P. 2000-1341; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Encourager et aider, de concert éventuellement avec le gouvernement du Canada ou de la Nouvelle-Écosse, leurs organismes ou toute autre personne publique ou privée, le financement et le développement de l'industrie dans l'île du Cap-Breton en vue de créer des emplois en dehors du secteur de l'industrie houillère et de diversifier l'économie de l'île.

Profil de la société

La Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton (FICB) a été constituée en société le 25 août 2000 en tant que filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB), société d'État ayant pour mandat de favoriser le développement économique de l'île du Cap-Breton et de la région de Mulgrave. À ce titre, le FICB s'est vu confier le même vaste mandat économique et les mêmes pouvoirs étendus que la SECB. Bien qu'il s'agisse d'une filiale en propriété exclusive, le FICB est réputé être une société d'État mère aux fins de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Par conséquent, la société possède son propre conseil d'administration et doit rendre des comptes séparément au Parlement au moyen d'un rapport annuel et d'un résumé de son propre plan d'entreprise.

Le gouverneur en conseil a ordonné que les actifs et passifs restants soient transférés à la Société d'expansion du Cap-Breton et que la société du FICB soit dissoute lorsque les fonds octroyés à la société auront été entièrement engagés.

Société d'expansion du Cap-Breton

Ministre de tutelle

L'honorable David Emerson, C.P., député
Ministre de l'Industrie

Présidente du conseil et première dirigeante

Monique Collette

Siège social

Commerce Tower
15, rue Dorchester, 3e étage
C.P. 1750
Sydney (Nouvelle-Écosse) B1P 6T7
Téléphone : (902) 564-3600
Télécopieur : (902) 564-3825
Site Web : www.ecbc.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1988; *Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton* (partie II de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique* [L.C. 1988, ch. 50]); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Favoriser et faciliter le financement et le développement de l'industrie de l'île du Cap-Breton et dans la partie de territoire continental de la Nouvelle-Écosse correspondant à la ville de Mulgrave et à ses environs, créer des emplois hors du secteur de la production du charbon et élargir la base de l'économie locale.

Profil de la société

La Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) est l'un des principaux intervenants dans la création d'un environnement commercial qui favorise la création d'emplois durables et la croissance économique sur l'île du Cap-Breton et dans la région de Mulgrave, en Nouvelle-Écosse, en association avec les secteurs public et privé.

Certaines des activités de la SECB ont trait au développement économique de l'île du Cap-Breton et à l'exécution des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). Une partie des ressources de l'organisme est affectée à l'exécution de ces programmes. La SECB s'efforce de faire en sorte que ses activités de développement économique ne fassent pas double emploi avec les programmes de l'APECA ou ceux d'autres ministères.

La SECB a reçu des affectations additionnelles pour compenser la fermeture de la Société de développement du Cap-Breton (SDCB), société d'État responsable de l'exploitation houillère sur l'île du Cap-Breton. Elle a reçu 10 millions de dollars de plus pour l'exploitation économique des collectivités les plus touchées par cette fermeture.

Infrastructure et Collectivités

Parc Downsview Park Inc.

Ministre de tutelle

L'honorable John F. Godfrey, C.P., député
Ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)

Président du conseil

David V. J. Bell

Président et premier dirigeant

Vacant

Siège social

35, route Carl Hall
Toronto (Ontario) M3K 2B6
Téléphone : (416) 952-2222
Télécopieur : (416) 952-2225
Site Web : www.pdp.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

17 juillet 1998; *Loi canadienne sur les sociétés par actions;* constituée en société en tant que filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée et tenue de faire rapport comme s'il s'agissait d'une société d'État mère, conformément au décret C.P. 2003-1304; société d'État mandataire.

Mandat

Gérer et aménager le parc Downsview qui couvre la majorité des terrains de l'ancienne Base des Forces canadiennes Toronto pour en faire des espaces verts urbains à vocation récréative qui seront gérés en fiducie pour le plus grand plaisir des générations futures.

Profil de la société

La société du Parc Downsview Park Inc. (PDP) a été constituée (sous le nom de CLC Downsview Inc.), le 17 juillet 1998, en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* en tant que filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée. Des modifications ont été déposées le 12 janvier 1999 et le 2 février 1999. Le 23 mars 2000, le nom officiel de l'entreprise a changé de CLC Downsview Inc. à Parc Downsview Park Inc. Bien qu'il s'agisse d'une filiale en propriété exclusive, le PDP est réputé être une société d'État mère aux fins de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques.* Par conséquent, la société doit rendre des comptes séparément au Parlement au moyen d'un rapport annuel et d'un résumé de son propre plan d'entreprise.

La société doit être entièrement autonome sur le plan financier, ses principales sources de revenus devant provenir de la vente ou de la location de terrains et d'installations ainsi que des dons versés à la Fondation du parc Downsview.

Queens Quay West Land Corporation

Ministre de tutelle

L'honorable John F. Godfrey, C.P., député
Ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)

Président du conseil

Vacant

Siège social

200, rue King Ouest, bureau 1500
Toronto (Ontario) M5H 3T4
Téléphone : (416) 952-6100
Télécopieur : (416) 952-6200

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1936; sous le nom de Terminal Warehouses Ltd. en vertu de la *Loi sur les compagnies de l'Ontario*; le 14 juillet 1978 sous le nom de Harbourfront Corporation en vertu de la *Loi sur les sociétés par action de l'Ontario*; reconduite en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, le 21 décembre 1984; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Apporter des solutions à toutes les questions en suspens et vendre tous les actifs restants. Ces mesures permettront de liquider la Queens Quay West Land Corporation.

Profil de la société

La Queens Quay West Land Corporation gère les propriétés fédérales restantes sur le site d'Harbourfront, à Toronto, en vertu d'un accord passé avec le gouvernement fédéral. La quasi-totalité du site, totalisant à l'origine quelque 100 acres, a été cédée à la ville de Toronto.

En août 1996, la gestion de la société a été transférée de la Corporation de développement des investissements du Canada à la Société immobilière du Canada CLC limitée, qui fournit les employés et les installations et assure l'administration de la société. En outre, au besoin, la société continue de retenir les services de consultants et de conseillers pour l'aider à s'acquitter de son mandat.

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Ministre de tutelle
L'honorable John F. Godfrey, C.P., député
Ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)

Président du conseil
Bernard Lamarre

Présidente et première dirigeante
M[me] Claude Benoit

Siège social
333, rue de la Commune Ouest
Montréal (Québec) H2Y 2E2
Téléphone : (514) 283-5256
Télécopieur : (514) 283-8423
Site Web : www.vieuxportdemontreal.com

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1981; *Loi régissant les sociétés par actions de régime fédéral*; filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée; conformément au décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport de ses activités à titre de société d'État mère; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Développer et promouvoir le site du Vieux-Port de Montréal et gérer et entretenir les biens immobiliers de l'État à cet emplacement devant servir à des activités récréo-touristiques et culturelles à l'intention de la population en général.

Profil de la société

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. gère et aménage un parc urbain à caractère riverain à vocation récréo-touristique et culturelle. L'emplacement de 54 hectares du Vieux-Port a fait l'objet d'importants aménagements et accueille maintenant plus de sept millions de visiteurs par année.

Outre les espaces de détente et de jeux, la Société offre des services de stationnement, un port d'escale pour les embarcations de plaisance et une balade interprétant le patrimoine et faisant la promotion des produits. De plus, chaque année elle propose une programmation de plus de 300 événements.

La Société gère également le Centre des sciences de Montréal comprenant des salles d'expositions interactives, le cinéma IMAX[MD], le ciné-jeu Immersion, auxquels s'ajoutent des programmes d'actions culturelles et éducatives.

Société immobilière du Canada limitée

Ministre de tutelle

L'honorable John F. Godfrey, C.P., député
Ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)

Président du conseil

Marc Rochon

Président et premier dirigeant

Vacant

Siège social

200, rue King Ouest, bureau 1500
Toronto (Ontario) M5H 3T4
Téléphone : (416) 952-6100
Télécopieur : (416) 952-6200
Site Web : www.clc.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada
Ernst & Young s.r.l.

Loi de constitution et statut

1956; lettres patentes; réorganisation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, le 19 septembre 1977; certificat de continuation le 7 juillet 1981 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Optimiser, par l'entremise de sa filiale active, la valeur des propriétés stratégiques dont le gouvernement du Canada n'a plus besoin pour ses programmes.

Profil de la société

La Société immobilière du Canada limitée (SICL) compte trois filiales en propriété exclusive : Société immobilière du Canada CLC limitée, qui gère les opérations immobilières; Parc Downsview Park Inc., qui est régie à titre de société d'État mère et qui a pour mandat d'aménager et de gérer un espace vert récréatif en milieu urbain sur les terrains de l'ancienne Base des Forces canadiennes Toronto; Société du Vieux-Port de Montréal inc., qui a pour mandat de réaménager le Vieux-Port de Montréal et qui est régie à titre de société d'État mère.

L'actif immobilier de la Société se divise en trois grandes catégories, à savoir les biens immobiliers offerts en location, les biens immobiliers en voie de développement et les terrains destinés à l'aménagement ou à la vente. La principale propriété qu'elle gère est la Tour CN à Toronto.

Patrimoine canadien

Commission de la capitale nationale

Ministre de tutelle

L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil et premier dirigeant

Marcel Beaudry

Siège social

40, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1P 1C7
Téléphone : (613) 239-5555
Télécopieur : (613) 239-5039
Site Web: www.capitaleducanada.gc.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1958; *Loi sur la capitale nationale* (L.R.C. 1985, ch. N-4; modifiée en 1988 (L.C. 1988, ch. 54); partie X de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques;* mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à la réalisation de ces trois buts; organiser, parrainer ou promouvoir dans la région de la capitale nationale des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte de l'égalité du statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens et des Canadiennes.

Profil de la société

La Commission de la capitale nationale (CCN) favorise la fierté des Canadiens, s'emploie à faire connaître et comprendre la région de la capitale nationale du Canada (RCN). La CCN anime et interprète la capitale comme le lieu par excellence où apprécier le patrimoine, la culture et les réalisations du Canada en présentant des événements à impact important, y compris la Fête du Canada et Bal de Neige, par l'entremise de l'Infocentre de la capitale et d'autres programmes d'orientations visant à informer les visiteurs de la capitale et, en faisant connaître la capitale hors de la RCN par la mise en œuvre des programmes de marketing et de rayonnement.

La CCN oriente aussi l'aménagement et l'utilisation des terrains fédéraux dans la RCN. Également, l'entreprise gère et protège ses biens afin d'optimiser l'apport à l'appui des programmes et du mandat de la CCN, et s'occupe de la gestion d'autres terrains fédéraux clés et bâtiments pour les générations futures, y compris les six résidences officielles, les terrains urbains, les parcs, les promenades et les ponts, le parc de la Gatineau et la Ceinture de verdure.

Conseil des Arts du Canada

Ministre de tutelle
L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Présidente du conseil
Karen Kain

Directeur et premier dirigeant
John Hobday

Siège social
350, rue Albert, 12e étage
C.P. 1047
Ottawa (Ontario) K1P 5V8
Téléphone : 1 800 263-5588 ou
(613) 566-4414
Télécopieur : (613) 566-4390
Site Web : www.canadacouncil.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1957; *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (L.R.C. 1995, ch. C-2); exempt des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté; œuvre de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Mandat
Promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Profil de la société

Le Conseil des Arts du Canada (le Conseil) fournit des subventions et des services aux artistes et aux organismes artistiques canadiens œuvrant dans les domaines de la danse, des ouvrages interdisciplinaires et des arts d'exécution, des arts médiatiques, de la musique, du théâtre, des arts visuels ainsi que de la rédaction et de l'édition. En outre, le Conseil administre la Banque d'œuvres d'art, une caisse de dotation, le programme Killam de bourses et de prix, les Prix littéraires du Gouverneur général et les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques.

Le Conseil est également chargé de la Commission canadienne pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), ainsi que de la Commission du droit de prêt public.

Fondation canadienne des relations raciales

Ministre de tutelle
L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil
Patrick Case

Directrice exécutive
Karen R. Mock

Siège social
4576, rue Yonge, bureau 701
Toronto (Ontario) M2N 6N4
Téléphone : (416) 952-3500
Télécopieur : (416) 952-3326
Site Web : www.crr.ca

Vérificateur
Hilborn Ellis Grant s.r.l.

Loi de constitution et statut
1996: *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*; exempte de l'application de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté; organisme de bienfaisance enregistré aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Mandat
Faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence pouvant contribuer à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale sous toutes ses formes au Canada.

Profil de la société

La Fondation canadienne des relations raciales (FCRR) s'efforce avant tout de sensibiliser la population aux causes et aux manifestations du racisme au Canada. Elle constitue une source d'information, fournissant un point de vue et des données de recherche qui contribueront à l'élimination du racisme.

La FCRR se concentre sur diverses questions dans le cadre d'un programme de recherche sous contrat, de conférences, de forums et d'ateliers en mettant tout particulièrement l'accent sur l'élimination du racisme dans l'emploi et l'éducation. Le partage d'information et le développement de ressources comprennent la diffusion de renseignements sur le site Web de la FCRR, des bibliographies annotées et des documents publiés.

Le gouvernement fédéral a proclamé la Fondation canadienne des relations raciales, le 29 octobre 1996, et conformément à l'Entente de redressement à l'égard des Canadiens japonais, l'a pourvue d'un fonds de dotation non renouvelable de 24 millions de dollars. La FCRR finance ses activités grâce à l'investissement du fonds de dotation et à des dons.

Musée canadien de la nature

Ministre de tutelle

L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Présidente du conseil par intérim

Louise Beaudoin Lepage

Présidente et première dirigeante

Joanne DiCosimo

Siège social

Édifice commémoratif Victoria
240, rue McLeod
C.P. 3443, succursale D
Ottawa (Ontario) K1P 6P4
Téléphone : (613) 566-4700
Télécopieur : (613) 364-4020
Site Web : www.nature.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, la connaissance, l'appréciation et le respect à l'égard de la nature par la constitution, le maintien et l'enrichissement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Profil de la société

Le Musée canadien de la nature (MCN) acquiert et conserve des collections d'une vaste gamme de plantes, d'animaux et de minéraux. En plus d'effectuer des recherches et de publier des articles scientifiques, le MCN renseigne le public en administrant divers programmes. Ses produits éducatifs comprennent toute une série d'expositions itinérantes, de conférences et d'émissions interactives et multimédias ainsi qu'un site Web.

Musée canadien des civilisations

Ministre de tutelle

L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil

Claudette Roy

Président et premier dirigeant

Victor Rabinovitch

Siège social

100, rue Laurier
C.P. 3100, succursale B
Hull (Québec) J8X 4H2
Téléphone : (819) 776-7116
Télécopieur : (819) 776-7122
Site Web : www.civilization.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3), partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Accroître dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, la connaissance et le degré d'appréciation à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité. Pour ce faire, la Société devra constituer, aux fins de la recherche et pour la prospérité, une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada.

Profil de la société

La Société du Musée canadien des civilisations (SMCC) englobe le Musée canadien des civilisations (MCC) – la collection nationale d'histoire sociale et culturelle du Canada – et ses musées affiliés, à savoir le Musée canadien de la guerre (MCG), qui est le musée national d'histoire militaire du Canada, et le Musée de la Nouvelle-France, qui est un musée entièrement virtuel.

La SMCC abrite également quatre importantes salles d'expositions permanentes : la Salle du Canada, la Salle des Premières nations, le Musée canadien des enfants et le Musée canadien de la poste ainsi qu'un cinéma IMAX^{MD} et de multiples salles d'expositions spéciales.

Musée des beaux-arts du Canada

Ministre de tutelle

L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil

Donald R. Sobey

Directeur et premier dirigeant

Pierre Théberge

Siège social

380, promenade Sussex
C.P. 427, succursale A
Ottawa (Ontario) K1N 9N4
Téléphone : (613) 990-1985
Télécopieur : (613) 993-4385
Site Web : www.national.gallery.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1990: *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines, principalement axée sur le Canada, et amener les Canadiens et les Canadiennes à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Profil de la société

Le Musée des beaux-arts du Canada (le Musée) s'acquitte de sa mission en axant ses activités sur les quatre grands secteurs suivants : recherche, développement et préservation des collections qui illustrent le patrimoine canadien en arts visuels; accroissement des connaissances, de la compréhension et de la jouissance des arts visuels parmi les Canadiens et présentation de ces collections tant au Canada qu'à l'étranger par l'entremise d'expositions, de séances d'éducation et de communication; la promotion d'installations protégées et adéquates pour les collections, les visiteurs et le personnel; la gestion du personnel et des ressources du Musée. Le Musée a également un affilié à Ottawa, soit le Musée canadien de la photographie contemporaine.

Musée national des sciences et de la technologie

Ministre de tutelle
L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil
Virender K. Handa

Directeur et premier dirigeant
Christopher J. Terry

Siège social
2380, chemin Lancaster
C.P. 9724, succursale T
Ottawa (Ontario) K1G 5A3
Téléphone : (613) 991-3044
Télécopieur : (613) 990-3636
Site Web : www.technomuses.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Favoriser la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et technologiques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique et des rapports de ces derniers avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Profil de la société

Le Musée national des sciences et de la technologie (qui opère maintenant sous son nom d'entreprise Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada) est chargé de développer et de gérer une collection représentative d'objets scientifiques et technologiques dans sept grands domaines : l'aviation, les communications, la technologie industrielle, les ressources naturelles, les ressources renouvelables, y compris l'agriculture, les instruments scientifiques et le transport.

La Société gère trois musées, c'est-à-dire le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'agriculture du Canada et le Musée de l'aviation du Canada. Les musées établissent leurs propres activités et stratégies de programmation publique, étant donné que chacun d'eux sert une clientèle et des marchés différents, mais ils appliquent des politiques communes. Les services de soutien, comme les ressources humaines, les finances et la gestion des immeubles, sont centralisés.

Société du Centre national des Arts

Ministre de tutelle
L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil
David S. R. Leighton

Directeur général et premier dirigeant
Peter A. Herrndorf

Siège social
53, rue Elgin
C.P. 1534, succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5W1
Téléphone : (613) 947-7000
Télécopieur : (613) 996-9578
Site Web : www.nac-cna.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1966; *Loi sur le Centre national des Arts* (L.R.C. 1985, ch. N-3); exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté; œuvre de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Mandat
Jouer un rôle de premier plan afin d'encourager l'excellence artistique dans toutes les disciplines des arts d'interprétation.

Profil de la société

La Société du Centre national des Arts (CNA) a été créée en 1966, en vertu d'une loi du Parlement, et a reçu le mandat en tant que vitrine nationale des arts de la scène. Le CNA monte des co-productions avec d'autres organismes de partout au pays. Il est l'hôte de plusieurs festivals et atteint des auditoires tant au Canada qu'ailleurs dans le monde par la voie des médias et de ses tournées internationales.

Le CNA est le siège de l'Orchestre du Centre national des Arts, et s'acquitte de son mandat artistique par la présentation de musique classique, de danse, de théâtre français, de théâtre anglais, de variétés et de programmation régionale.

Outre la billetterie et des campagnes de financement et de commandites, la Société tire la moitié de ses revenus totaux des locations de salles, des services de traiteur, du restaurant et du stationnement. Le solde provient de crédits annuels attribués par le Parlement.

Société Radio-Canada

Ministre de tutelle
L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Présidente du conseil
Carole Taylor

Président-directeur général
Robert Rabinovitch

Siège social
181, rue Queen
C.P. 3220, succursale C
Ottawa (Ontario) K1P 1K9
Téléphone : (613) 288-6000
1 866 306-4636
Site Web : www.cbc.radio-canada.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
Constituée en vertu de la *Loi canadienne sur la radiodiffusion* de 1936 et prorogée en vertu des lois sur la radiodiffusion de 1958, 1968 et 1991 (L.R.C. 1991, ch. 11); exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques;* mandataire de Sa Majesté.

Mandat
En qualité de radiodiffuseur public du Canada, la Société a pour mission de renseigner, d'éclairer et de divertir; de contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationales; de traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et de contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

Profil de la société

La Société Radio-Canada (SRC) produit, acquiert et distribue une programmation canadienne en français, en anglais et en huit langues autochtones. Elle offre également un choix d'émissions provenant de tous les pays du monde.

Au 31 mars 2004, des émissions de la SRC sont distribuées au moyen de satellites alliés à un réseau d'ondes hertziennes et de lignes terrestres alimentant 107 stations de base, 1 210 réémetteurs de la SRC, 20 stations privées affiliées et 272 réémetteurs de stations affiliées ou communautaires.

Téléfilm Canada

Ministre de tutelle
L'honorable Liza Frulla, C.P., députée
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

Président du conseil
Charles Bélanger

Directrice générale par intérim
Carolle Brabant

Siège social
360, rue Saint-Jacques, bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 4A9
Téléphone : (514) 283-6363
Télécopieur : (514) 283-8212
Site Web : www.telefilm.gc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1967; *Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-16); exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Favoriser et encourager le développement au Canada d'une industrie de production cinématographique et télévisuelle indépendante.

Profil de la société

Téléfilm Canada contribue principalement au développement et à la promotion des productions canadiennes de l'industrie du cinéma, de la télévision, des nouveaux médias et de la musique.

La société offre une aide financière et une influence stratégique à l'industrie en réalisant des œuvres de haute qualité, par exemple des longs métrages, des séries dramatiques, des documentaires, des émissions pour enfants, des émissions de variétés et des arts de la scène ainsi que des produits des nouveaux médias qui reflètent la société canadienne, incluant la dualité linguistique et la diversité culturelle de notre pays.

Téléfilm Canada possède quatre bureaux au Canada (à Montréal, Toronto, Vancouver et Halifax), en plus d'un bureau en Europe, plus précisément à Paris.

Pêches et Océans

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Ministre de tutelle
L'honorable Geoff Regan, C.P., député
Ministre des Pêches et des Océans

Président du conseil
Jim Bear

Président et premier dirigeant
Robert F. Hand

Siège social
1199, chemin Plessis
Winnipeg (Manitoba) R2C 3L4
Téléphone : (204) 983-6600
Télécopieur : (204) 983-6497

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1969; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (L.R.C. 1985, ch. F-13); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Commercialiser rationnellement le poisson, maximiser les revenus des pêcheurs ainsi que promouvoir les marchés internationaux et accroître le commerce du poisson.

Créé avec la participation de chacune des provinces et de chaque territoire où il exerce ses activités, l'Office achète et commercialise du poisson d'eau douce ainsi que des produits et des sous-produits du poisson venant de la région visée par son mandat, au Canada et à l'étranger. La participation des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ontario ainsi que des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

Profil de la société

L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce (l'Office) fonctionne de manière autonome, sans crédit du Parlement. En pratique, il s'agit presque d'une coopérative de producteurs, dont les bénéficiaires sont les pêcheurs commerciaux du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, des Territoires du Nord-Ouest et du Nord-Ouest de l'Ontario. L'Office a le droit exclusif de procéder à l'achat et à la commercialisation des produits de la pêche commerciale pour l'exportation et le marché interprovincial. Son principal objectif consiste à procurer le meilleur rendement économique aux pêcheurs commerciaux qu'il sert, en fournissant divers produits et services à ses clients.

Ressources humaines et Développement des compétences

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Ministre de tutelle

L'honorable Joseph F. Fontana, C.P., député
Ministre du Travail et du Logement

Président du conseil par intérim

Dino Chiesa

Présidente et première dirigeante

Karen Kinsley

Siège social

700, chemin Montréal
Ottawa (Ontario) K1A 0P7
Téléphone : (613) 748-2000
Télécopieur : (613) 748-2067
Site Web : www.cmhc-schl.gc.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada
Raymond Chabot Grant Thornton
General Partnership

Loi de constitution et statut

1946; *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement*; modifiée le 16 mars 1979 par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (L.R.C. 1985, ch. C-7); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté, sauf en ce qui concerne l'art. 14 de sa loi constitutive.

Mandat

Promouvoir la construction, la réparation et la modernisation des habitations, l'amélioration des conditions de vie et de logement, le caractère abordable et la diversité du choix des logements, la disponibilité de financement à faible taux d'intérêt pour le logement et le bien-être national du secteur de l'habitation.

Profil de la société

En tant qu'organisme national responsable de l'habitation au Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a pour mission de favoriser la qualité, le caractère abordable et la diversité du choix dans le domaine du logement. Elle fournit des produits et des services aux Canadiens et appuie les objectifs de la politique fédérale, par l'entremise des quatre piliers suivants : l'assurance et la titrisation, l'aide au logement, la recherche et la diffusion de l'information ainsi que les activités internationales.

La SCHL assure aux Canadiens la disponibilité, l'accessibilité et une bonne variété de financement à l'habitation; améliore la qualité de l'habitation et appuie le marché immobilier; participe à des initiatives d'aide au logement; ainsi qu appuie et fait la promotion des exportations d'expertise et de produits canadiens en offrant des renseignements pratiques sur l'industrie immobilière.

Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada limitée

Ministre de tutelle
L'honorable R. John Efford, C.P., député
Ministre des Ressources naturelles

Président du conseil
J. Raymond Frenette

Président et premier dirigeant
Robert G. Van Adel

Siège social
2251, promenade Speakman
Mississauga (Ontario) L5K 1B2
Téléphone : (905) 823-9040
Télécopieur : (905) 823-6120
Site Web : www.aecl.ca

Vérificateurs
Vérificateur général du Canada
Ernst & Young s.r.l.

Loi de constitution et statut
1952; partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes*; prorogée le 8 juillet 1977 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; certificat relatif modifié le 5 juillet 1982; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Préserver et mettre en valeur la technologie nucléaire afin d'appuyer de façon sûre et en toute sécurité l'approvisionnement en énergie nucléaire du Canada et la gestion des déchets nucléaires et des obligations antérieures, ainsi que maximiser le rendement de son investissement dans la technologie nucléaire par la fourniture de produits et de services novateurs.

Profil de la société

EACL est une entreprise intégrée de technologie nucléaire qui offre des services mondiaux aux compagnies d'électricité exploitant un réacteur nucléaire. Les opérations commerciales d'EACL visent la mise au point des réacteurs, la conception, l'ingénierie, la fabrication d'équipement spécial, la gestion des projets et la construction de centrales nucléaires CANada Deutérium Uranium (CANDU[MD]) ainsi que la prestation de services aux réacteurs et de soutien technique pour l'exploitation des réacteurs CANDU. EACL compte aussi des laboratoires nucléaires, effectue de la recherche, produit les isotopes utilisés en médicine nucléaire et dans le cadre d'autres applications, stocke et gère les déchets nucléaires et procède au déclassement d'installations nucléaires.

Société de développement du Cap-Breton

Ministre de tutelle

L'honorable R. John Efford, C.P., député
Ministre des Ressources naturelles

Président du conseil

Gordon M. MacInnis

Président et premier dirigeant

Merrill D. Buchanan

Siège social

2920, avenue Hinchey
New Waterford (Nouvelle-Écosse) B1H 2M4
Téléphone : (902) 842-2600
Télécopieur : (902) 842-2589

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1967; *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, (L.R.C. 1985, ch. C-25); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Administrer et financer la fermeture des opérations houillères et des programmes de réduction de la main-d'œuvre.

Profil de la société

La Société de développement du Cap-Breton (SDCB), constituée en 1967 par une loi du Parlement, est une propriété exclusive du gouvernement du Canada. La Société, qui est située dans l'île du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, a fermé sa seule mine de charbon restante à l'automne 2001. Au même moment, elle a vendu des installations de surface de la mine, notamment le quai, la voie ferrée et divers biens connexes. Les activités résiduelles de la Société concernent les obligations considérables qu'elle doit respecter à l'égard de ses anciens employés et de la remise en état de l'environnement et l'aliénation de biens restants.

Revenu national

Monnaie royale canadienne

Ministre de tutelle
L'honorable John McCallum, C.P., député
Ministre du Revenu national

Président du conseil
Emmanuel Triassi

Président, premier dirigeant et directeur de la Monnaie
L'honorable David Dingwall, C.P.

Siège social
320, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G8
Téléphone : (613) 993-3500
Télécopieur : (613) 952-8342
Site Web : www.monnaie.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1969; *Loi sur la Monnaie royale canadienne* (L.R.C. 1985, ch. R-9); partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Frapper des pièces de monnaie en vue de réaliser des bénéfices et exercer des activités connexes.

Profil de la société

La Monnaie royale canadienne (la Monnaie) est chargée de frapper les pièces de monnaie de circulation pour le pays. Les activités de la société, qui a été constituée en 1908 à titre de département de la Monnaie du Royaume-Uni, ont été dévolues à la Couronne du Canada en 1931. La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. En 1987, une structure de capital-actions a été créée pour la Monnaie et des actions ont été émises au Canada. En 1999, la loi a été modifiée de nouveau pour donner à la Monnaie la qualité de personne physique ainsi que les droits, pouvoirs et privilèges qui y sont associés.

À titre de société d'État entièrement commerciale, la Monnaie génère des recettes en vendant toute une gamme de produits de monnayage et de services spécialisés à l'échelle nationale et internationale.

La Monnaie possède deux usines, l'une à Ottawa et l'autre à Winnipeg. L'usine d'Ottawa comprend le siège social de la société, l'affinerie d'or et les installations de production de pièces numismatiques et de pièces de monnaie-lingots, de médailles et de médaillons. L'usine de Winnipeg, qui comporte des installations de placage, produit toutes les pièces de circulation canadiennes ainsi que des pièces de circulation de pays étrangers.

Société canadienne des postes

Ministre de tutelle

L'honorable John McCallum, C.P., député
Ministre du Revenu national et ministre responsable de la Société canadienne des postes

Président du conseil

Gordon Feeney

Présidente et première dirigeante par intérim

Anne Joynt

Siège social

Place des Postes
2701, promenade Riverside
Ottawa (Ontario) K1A 0B1
Téléphone : (613) 734-8440
Télécopieur : (613) 734-6022
Courriel : service@canadapost.ca
Site Web : www.postescanada.ca

Vérificateur

Deloitte & Touche s.r.l.

Loi de constitution et statut

1981; *Loi sur la Société canadienne des postes* (L.R.C. 1985, ch. C-10); partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques;* mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Exploiter un service postal qui soit financièrement autonome et dont les normes de qualité répondent aux besoins des Canadiens et des Canadiennes.

Profil de la société

La vision de Postes Canada consiste à être un chef de file mondial en offant des solutions novatrices en matière de livraison physique et électronique à l'avantage des clients, des employés et de tous les Canadiens. Chaque année, la Société canadienne des postes se voit confier environ 10,5 milliards de messages et de colis. Ces envois sont traités dans 26 grands établissements et bien d'autres installations, pour être livrés à 14 millions d'adresses au Canada. La Société dessert ainsi quelque 32 millions de Canadiens et plus d'un million d'entreprises et d'institutions publiques. Le réseau de Postes Canada compte plus de 23 500 points d'achat où les clients ont accès aux services postaux.

Transports

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil
Brian Flemming

Président et premier dirigeant
Jacques Duchesneau

Siège social
99, rue Bank, 13e étage
Ottawa (Ontario) K1P 6B9
Téléphone : 1 888 294-2202
Télécopieur : (613) 991-6726
Site Web : www.acsta-catsa.gc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
2002: *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien*, qui fait partie du projet de loi C-49, *Loi d'exécution du Budget 2001*; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques;* un mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Assurer la prestation efficace et efficiente de plusieurs services clés de sûreté aérienne au Canada.

Profil de la société

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) assume les responsabilités suivantes :

- le contrôle préembarquement des passagers et de leurs effets personnels;
- l'acquisition, le déploiement, le fonctionnement et l'entretien des systèmes de détection d'explosifs aux aéroports;
- les contributions fédérales pour les services de police liés aux mesures de sûreté de l'aviation civile;
- la mise en œuvre et la surveillance du Programme de protection des transporteurs aériens canadiens, en collaboration avec la GRC, pour assurer la présence de policiers à bord des aéronefs;
- le contrôle des cartes d'identité dans les zones interdites;
- le contrôle des non-passagers.

L'ACSTA est également responsable de toute autre fonction en matière de la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui attribuer, conformément aux conditions que le ministre pourrait établir.

Administration de pilotage de l'Atlantique

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Présidente du conseil
Anne Soucie

Premier dirigeant
R. Anthony McGuinness

Siège social
Cogswell Tower
2000, rue Barrington, bureau 910
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K1
Téléphone : (902) 426-2550
Télécopieur : (902) 426-4004
Site Web : www.atlanticpilotage.com

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Établir, exploiter, maintenir et administrer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans les eaux désignées par l'Administration, en établissant des tarifs justes et raisonnables.

Profil de la société

Outre la prestation de services de pilotage, l'Administration de pilotage de l'Atlantique, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, rédige les règlements prescrivant les zones de pilotage obligatoires; les navires ou les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les conditions d'exemption du pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage; les catégories de brevets et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

La région de l'Atlantique compte 33 zones de pilotage dont 16 sont obligatoires. Pour déterminer si un port doit ou non être désigné comme zone de pilotage obligatoire, on tient compte des facteurs suivants : le degré de difficulté et de danger que présentent les approches au port et la navigation dans celui-ci; l'importance du trafic maritime et la manœuvrabilité des navires; la structure des quais et des cales; la nature du fret transporté; les questions environnementales et la protection des écosystèmes.

Administration de pilotage des Grands Lacs

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil
Brian C. Ducharme

Premier dirigeant
Robert F. Lemire

Siège social
202, rue Pitt, 2e étage
C.P. 95
Cornwall (Ontario) K6H 5R9
Téléphone : (613) 933-2991
Télécopieur : (613) 932-3793
Courriel : glpa@cnwl.igs.net

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14); constituée en société en vertu de la *Loi sur les sociétés canadiennes* en mai 1972, en tant que filiale de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent; réputée être une société mère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et inscrite à la partie I de l'annexe III de ladite loi; est devenue une société mère le 1er octobre 1998, en vertu de la *Loi maritime du Canada;* non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Établir, entretenir et administrer un service de pilotage efficace et sûr dans les eaux canadiennes de l'Ontario, du Manitoba et du Québec, au sud de l'entrée nord de l'écluse de Saint-Lambert.

Profil de la société

En plus de fournir des services de pilotage, l'Administration de pilotage des Grands Lacs a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de faire des règlements qui prescrivent l'établissement des zones de pilotage obligatoire; la définition des navires ou des catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les conditions d'exemption du pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage ainsi que les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

L'Administration doit coordonner ses activités avec un certain nombre d'organismes, dont la Corporation de gestion de la voie maritime du Saint-Laurent et la Seaway Development Corporation des États-Unis, qui veillent au fonctionnement des écluses et au maintien d'un système de contrôle de la navigation dans la région; la Garde côtière canadienne, qui fournit des aides à la navigation; et la U.S. Coast Guard, qui se charge des questions de pilotage touchant les États-Unis dans les eaux internationales.

Administration de pilotage des Laurentides

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil
Gilles Champagne

Président et premier dirigeant
Jean-Claude Michaud

Siège social
555, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 1501
Montréal (Québec) H2Z 1B1
Téléphone : (514) 283-6320
Télécopieur : (514) 496-2409
Courriel : apl@apl.gc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1972; Loi *sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques;* non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage sûr et efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord de l'écluse de Saint-Lambert ainsi que dans les eaux de la rivière Saguenay et de la baie des Chaleurs au nord du Cap d'Espoir.

Profil de la société

L'Administration de pilotage des Laurentides sert trois circonscriptions de pilotage obligatoire, soit une circonscription pour le port de Montréal, une circonscription pour les eaux navigables entre Montréal et Québec, et une circonscription pour les eaux navigables entre Québec et Les Escoumins, y compris la rivière Saguenay. L'Administration possède et exploite aux Escoumins une station d'embarquement ainsi que des bateaux-pilotes capables d'offrir un service de transbordement à longueur d'année. Quant aux autres stations de transbordement, c'est-à-dire Québec, Trois-Rivières, Sorel, Lanoraie et Montréal, ces services sont offerts par des sociétés privées qui travaillent en sous-traitance pour l'Administration.

Outre les services de pilotage qu'elle fournit, l'Administration, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, prend des règlements pour prescrire les zones de pilotage obligatoire, les navires ou les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire, les tarifs de pilotage et les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

Administration de pilotage du Pacifique

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil
Maurice Fellis

Premier dirigeant
Dennis B. McLennan

Siège social
1130, rue West Pender, bureau 1000
Vancouver (C.-B.) V6E 4A4
Téléphone : (604) 666-6771
Télécopieur : (604) 666-1647
Courriel : admins@ppa.gc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Établir, exploiter, entretenir et administrer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage fiable et efficace dans les eaux côtières de la Colombie-Britannique, y compris celles du fleuve Fraser.

Profil de la société

L'Administration de pilotage du Pacifique fournit des services de pilotage dans un contexte commercial axé sur le maintien de l'autonomie financière grâce à l'imposition de tarifs. Une entente de services a été conclue avec British Columbia Coast Pilots Ltd. pour la prestation des services de pilotage dans les régions côtières. Les pilotes de l'Administration assurent les services de pilotage sur le fleuve Fraser.

Outre qu'elle fournit des services de pilotage, l'Administration, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, rédige les règlements pour prescrire les zones de pilotage obligatoire, les navires ou catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage ainsi que les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

Administration du pont Blue Water

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil
Douglas G. Keddy

Président et premier dirigeant
Dan M. Elash

Siège social
1, rue Bridge
Point Edward (Ontario) N7V 4J5
Tél. : (519) 336-2720
Téléc. : (519) 336-7622
Site Web : www.bwba.org

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1964; *Loi sur l'Administration du pont Blue Water;* est devenue une société d'État fédérale inscrite comme telle dans la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le 26 avril 2002 ; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Exploiter, entretenir et réparer la portion canadienne des deux ponts enjambant la rivière Sainte Claire entre Sarnia (Ontario) et Port Huron (Michigan), leurs approches et leurs ouvrages.

Profil de la société

La portion canadienne du pont Blue Water, lequel est situé entre Sarnia/Point Edward (Ontario) et Port Huron (Michigan), est la propriété de l'Administration du pont Blue Water (l'Administration du pont) qui l'exploite, alors que le Michigan Department of Transportation possède et exploite la portion américaine. L'Administration du pont a été créée en 1964, en vertu de la *Loi sur l'Administration du pont Blue Water*, et on avait prévu qu'elle serait mixte. Mais les États-Unis ne se sont jamais prévalus de leur droit de nommer des membres, ce qui aurait rendu l'Administration du pont mixte. Comme tous les membres de son conseil d'administration sont nommés par le gouverneur en conseil, l'Administration du pont Blue Water est considérée comme une société d'État fédérale depuis le 26 avril 2002. Elle est chargée de fixer et de recueillir les droits de péage pour l'utilisation du pont.

L'Administration du pont prépare un plan à long terme renouvelable pour le poste de péage canadien. Ce plan vise à orienter le développement pour les 20 prochaines années jusqu'en 2022 et comprendra un plan de mise en œuvre échelonnée adapté à la croissance et aux ressources financières prévues afin d'assurer que l'Administration pourra répondre à la demande de circulation future.

Marine Atlantique S.C.C.

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil par intérim
Vincent MacLean

Président et premier dirigeant
Roger Flood

Siège social
10, place Fort William, bureau 802
Centre Baine Johnston
St. John's (Terre-Neuve) A1C 1K4
Téléphone : (709) 772-8957
Télécopieur : (709) 772-8956
Site Web : www.marine-atlantic.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1979; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; statut et propriété modifiés au 31 décembre 1986 en vertu de la *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.* (LC. 1986, ch. 36); partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Fournir à nos clients un réseau traversier sûr, écologique et de qualité assurant un service fiable, courtois et rentable entre Terre-Neuve et la partie continentale du Canada.

Profil de la société

Marine Atlantique S.C.C. fournit depuis plus de 100 ans un service de traversiers continu entre Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse. En plus de maintenir un lien par traversier garanti par la Constitution entre North Sydney (Nouvelle-Écosse) et Port aux Basques (Terre-Neuve), Marine Atlantique S.C.C. continue à exploiter une liaison de rechange saisonnière entre Argentia (Terre-Neuve) et North Sydney.

La société est financièrement soutenue par le gouvernement fédéral en vertu de marchés d'exploitation conclus avec Transports Canada. Marine Atlantique S.C.C. détient et exploite quatre traversiers de haute mer et trois gares maritimes de traversier.

Marine Atlantique S.C.C. continue à avoir une présence économique marquante dans la région; elle joue un rôle important pour le commerce et l'industrie touristique de Terre-Neuve.

Ridley Terminals Inc.

Ministre de tutelle
L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil et premier dirigeant
Michael Tarr

Président et directeur de l'exploitation
Gregory A. Slocombe

Siège social
C.P. 8000
Prince Rupert (C.-B.) V8J 4H3
Téléphone : (250) 624-9511
Télécopieur : (250) 624-4990
Site Web : www.rti.ca

Vérificateurs
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1981; Loi *canadienne sur les sociétés par actions*; devenue filiale en propriété exclusive de la Société canadienne des ports en 1991; inscrite à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C., ch. F-11) à titre de société d'État mère le 1er novembre 2000, en vertu de l'article 177 de la *Loi maritime du Canada* (L.R.C. 1998, ch. 10); non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat
À titre de terminal maritime, fournir des services soutenus de qualité et de rendement élevé en matière de déchargement de wagons, d'entreposage de produits et de chargement.

Profil de la société

Ridley Terminals Inc. (RTI) possède et exploite un terminal maritime dans l'île Ridley à Prince Rupert (Colombie-Britannique). Ses infrastructures et son matériel de déchargement de trains et de chargement de navires sont situés sur des terrains loués à l'Administration portuaire de Prince Rupert. RTI joue un rôle important afin d'appuyer les activités d'exportation de charbon du Canada et poursuit sa diversification vers le soufre et d'autres marchandises.

La compagnie se concentre sur l'accroissement de la valeur de l'investissement du Canada dans le terminal, en vue d'appuyer la communauté locale de Prince Rupert et d'aider les chargeurs canadiens à livrer concurrence plus efficacement sur le marché international et ce, en diminuant les coûts de transport.

En 2003, le gouvernement fédéral a lancé un appel d'offres concernant cette société pour évaluer le niveau d'intérêt commercial que suscite le terminal et ce, afin d'étudier les options pour le futur de Ridley Terminals Inc.

Société des ponts fédéraux Limitée, La

Ministre de tutelle

L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président et premier dirigeant

Michel Fournier

Siège social

55, rue Metcalfe, bureau 1210
Ottawa (Ontario) K1P 6L5
Téléphone : (613) 993-6880
Télécopieur : (613) 993-6945
Site Web : www.federalbridge.ca

Vérificateur

Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut

1998; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Fournir aux usagers des infrastructures sûres et efficaces à l'emplacement de ses deux filiales en propriété exclusive, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée et La Corporation du pont international de la voie maritime, Ltée, ainsi qu'aux installations canadiennes du pont des Mille-Îles.

Profil de la société

La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) a été incorporée en 1998 pour assumer les responsabilités de gestion non liées à la navigation de l'Administration de la Voie maritime du Saint-Laurent.

La SPFL est également responsable de Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, de la Corporation du pont international de la Voie maritime Ltée ainsi que des activités canadiennes du pont international des Mille-Îles et du pont international de Sault Ste. Marie.

La SPFL et sa filiale, St. Mary's River Bridge Company, ainsi que sa coentreprise, La Corporation du pont international de la Voie maritime Limitée, s'autofinancent à même leurs propres revenus d'exploitation, alors que la filiale, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, dépend du gouvernement du Canada pour son financement.

VIA Rail Canada Inc.

Ministre de tutelle

L'honorable Jean-C. Lapierre, C.P., député
Ministre des Transports

Président du conseil par intérim

Anthony Friend

Président et premier dirigeant par intérim

Paul Côté

Siège social

2, place Ville-Marie, 6e étage
C.P. 8116, succursale A
Montréal (Québec) H3C 3N3
Téléphone : (514) 871-6000
Télécopieur : (514) 871-6619
Site Web : www.viarail.ca

Vérificateurs

Vérificateur général du Canada
Ernst & Young s.r.l.

Loi de constitution et statut

1977; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté.

Mandat

Gérer et fournir un service de transport ferroviaire pour passagers, sûr et efficace.

Profil de la société

VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) est la société nationale de transport ferroviaire du Canada. Depuis sa création en 1977, la société exploite des trains de voyageurs sur un réseau pancanadien qui va de l'Atlantique au Pacifique et des Grands Lacs à la baie d'Hudson. Le réseau de VIA Rail comprend 14 000 kilomètres de voie ferrée sur lesquels circulent 480 trains par semaine, qui desservent 450 collectivités au pays.

Le réseau de VIA Rail est composé de quatre groupes de produits principaux :

- dans l'Ouest canadien, fournit toute l'année des services de transport intervilles tout en offrant des services aux marchés touristiques canadiens et étranger;
- dans le corridor Québec-Windsor, fournit aux voyageurs des services de centre-ville à centre-ville entre les grands centres d'affaires du Canada central;
- dans les provinces de l'Atlantique, relie la région et le centre du Canada par les liaisons Montréal-Halifax et Montréal-Gaspé;
- dans les régions rurales et éloignées, assure les liaisons jugées essentielles par le gouvernement pour répondre aux besoins de transports régionaux.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Construction de Défense (1951) Limitée

Ministre de tutelle
L'honorable Scott Brison, C.P., député
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Président du conseil
John D. McLure

Président et premier dirigeant
Ross Nicholls

Siège social
Place de Ville, Tour B
112, rue Kent, 17e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0K3
Téléphone : (613) 998-4500
Télécopieur : (613) 998-1218
Site Web : www.dcc-cdc.gc.ca

Vérificateur
Vérificateur général du Canada

Loi de constitution et statut
1951; *Loi sur la production de défense* (L.R.C. 1985, ch. D-1); prorogée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, le 21 novembre 1978; partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté.

Mandat
Construction de Défense (1951) Limitée a été créée en 1951 pour fournir un large éventail de services relatifs aux biens en vue d'appuyer le ministère de la Défense nationale dans la gestion des besoins liés à son infrastructure d'installations.

Profil de la société

Construction de Défense (1951) Limitée (CDC) fournit des services dans les domaines de la passation de marchés, la gestion des marchés et d'autres services liés à la propriété afin d'appuyer les projets de défense. L'engagement de CDC comprends l'appui aux programmes environnementaux du ministère de la Défense nationale (MDN) ainsi que ses programmes de construction au pays et à l'étranger. L'industrie privée met en œuvre tous les travaux d'infrastructure et CDC sert d'intermédiaire entre le MDN et les entrepreneurs en construction et fournisseurs ayant obtenu le contrat pour effectuer le travail. Le rôle de CDC consiste à assurer l'intégrité financière et compétitive du processus de passation des marchés, à établir des contrats solides qui protègent les intérêts du gouvernement et de ceux qui sont chargés d'exécuter les travaux, ainsi qu'à surveiller et à améliorer les délais d'exécution, le coût et la qualité des projets.